



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

ÉVALUATION FINALE DES PERFORMANCES DU PROGRAMME DE GOUVERNANCE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT (GOLD)

Suivi, Evaluation, et Apprentissage au Sénégal

Rapport final

Avril 2024

Cette publication a été produite pour révision par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Elle a été préparée par EnCompass LLC et ses partenaires de mise en œuvre pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage au Sénégal (*Task Order No. 72068522F00003, IDIQ No. 7200AA20D00011*). Elle a été préparée indépendamment par Cara Jones, PhD, Abdoulaye Bousso, Abdou Diallo, Ali Khoudia Diaw, Cheikh Lo, et Kim Mahling.

CONTENTS

RÉSUMÉ.....	IV
ACRONYMES ET ABREVIATIONS	V
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	VII
Contexte du projet.....	vii
Objectif et Méthodologie	vii
Constatations et Conclusions.....	vii
Recommandations.....	x
INTRODUCTION.....	I
Objectif de l'évaluation	I
Questions d'évaluation (QE).....	I
CONTEXTE DU PROJET	2
MÉTHODES ET LIMITES.....	3
Méthodologie.....	4
Échantillonnage.....	4
Synthèse, Traitement et Analyse des Données	5
Limites.....	6
CONSTATATIONS	7
QE 1. Collaboration Pour Améliorer La Prestation de Services	7
QE 2. Mobilisation des Ressources Fiscales	10
QE 3 : Amélioration des Investissements dans Les Secteurs	17
QE 4 : Participation des Citoyens et Transparence.....	21
QE 5. Égalité des Genres et Inclusion Sociale (GESI)	25
CONCLUSIONS.....	28
RECOMMANDATIONS.....	33
USAID	33
Le Prochain Partenaire d'exécution.....	34
Le Gouvernement du Sénégal.....	34
RÉFÉRENCES.....	36
ANNEXES	38
Annexe A : Équipe D'évaluation.....	38
Annexe B : Cahier des Charges	40
Annexe C : Méthodologie Détaillée	52

Annexe D: Sources D'information.....	58
Annexe E : Instruments de Collecte de Données.....	60
Annexe G : Tableaux et Graphiques de Données Supplémentaires	113

FIGURES

Figure 1 : Niveaux de gouvernement au Sénégal	12
Figure 2 : Évolution des recettes selon les données collectées par GoLD, 2017-2020 (FCFA).....	16
Figure 3 : Investissements sectoriels, 2017-2020 (en FCFA).....	18
Figure 4 : GoLD Sustainability Framework.....	20
Figure 5 : Diversité des points de vue des jeunes sur leur participation.....	27

TABLEAUX

Tableau 1 : Recommandations par partie prenante	x
Tableau 2 : Sources de données	5
Tableau 3 : Sources de données par type et par région.....	5
Tableau 4 : Exemples de niveaux de participation des citoyens dans le programme GoLD.....	22

RÉSUMÉ

L'évaluation finale des performances du projet Gouvernance locale pour le Développement (GoLD) a utilisé une approche mixte pour examiner les performances globales du projet durant les sept ans de mise en œuvre et ses impacts sur la gouvernance locale, les dépenses et la fourniture de services publics clés au niveau local, et l'inclusion sociale. Les résultats et les conclusions du rapport décrivent un projet réussi qui a permis aux gouvernements locaux de mieux collaborer avec leurs homologues nationaux et régionaux, de créer un mécanisme de collecte d'impôts plus solide pour générer des revenus supplémentaires, et d'investir davantage dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Le rapport propose des recommandations pour l'USAID et le prochain partenaire d'exécution dans l'optique (1) d'augmenter le financement et les opportunités spécifiques pour l'inclusion des groupes marginalisés, en particulier les personnes vivant avec un handicap et les jeunes, (2) de se concentrer sur les mécanismes de durabilité et de planification pour s'assurer que les efforts du projet se poursuivent après la clôture, et (3) d'améliorer la collecte de données pendant le projet pour montrer les résultats.

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACT	Animateur de collectivité territoriale
ADL	Agence de développement local
ADM	Agence de développement municipal
AMELP	Plan de suivi, d'évaluation et apprentissage de l'Activité
APE	Association de Parents d'Élèves
ARD	Agence régionale de développement
BBGI	Baromètre de Bonne Gouvernance Intégrée
BCT/DGID	Bureau des Collectivités Territoriales / Direction Générale des Impôts et Domaines
CDS	Comité de Développement Sanitaire
CFL	Commission de fiscalité locale
CGE	Comité de gestion d'école
CMO	Conditions Minimales Obligatoires
COR	Représentant du responsable du contrat
CPF	Comité de pilotage des forages
CSF	Centre des Services Fiscaux
CSO	Organisation de la société civile
CT	Collectivité Territoriale
CVA	Voix et action des citoyens
DAIS	Analyse, intégration et synthèse des données
DCT	Direction des collectivités territoriales
DGID	Direction Générale des Impôts et Domaines
DRGP	Bureau Démocratie, Droits, Gouvernance et Paix (USAID)
EDIC	Espaces de dialogue et d'interpellation citoyenne)
EGO	Bureau de la croissance économique (USAID)
EIC	Entretien avec un informateur clé
ENDA ECOPOP	Espace de Co production des Offres Populaires pour l'environnement et le développement en Afrique
FAFS	Fédération des Associations Féminines du Sénégal
FCFA	Franc Ouest-Africain
FECT	Fonds d'équipement des collectivités territoriales
FG	Focus group de discussion (au moins 8 personnes)
FY	Année fiscale
GD	Groupe de discussion
GESI	Egalité de Genre et Inclusion Sociale
GoLD	Gouvernance pour le développement
GdS	Gouvernement du Sénégal
IEF	Inspection de l'Éducation et de la Formation

IP	Partenaire d'exécution
LOE	Niveau d'effort
M&E	Suivi et Evaluation
MCTDAT	Ministère des Collectivités territoriales, du développement et de l'aménagement des territoires
MEL	Suivi, Evaluation et Apprentissage
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MMR	Exigence Minimale Obligatoire
PACASEN	Programme d'appui aux communes et agglomérations du Sénégal
PNDL	Programme National pour le développement local
PSBP	Budgétisation et Planification stratégique participative
PVH	Personne vivant avec un handicap
QE	Question d'évaluation
RA	Résultat attendu
RTI	Research Triangle Institute
SEA	Suivi, Evaluation et Apprentissage
SOW	Termes de référence
SRADL	Service Régional d'Appui au Développement Local
TPR	Trésoriers-Payeurs Régionaux
URAC	Union des Radios Associatives Communautaires
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
WASH	Eau, assainissement et hygiène

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

CONTEXTE DU PROJET

Mis en œuvre par Research Triangle Institute (RTI), le projet Gouvernance locale pour le développement (GoLD) de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) au Sénégal visait à améliorer la gouvernance locale en renforçant la capacité des autorités locales à répondre à la demande des citoyens, à améliorer la mobilisation et la gestion des ressources publiques locales, à accroître la participation des communautés à la gestion des services (santé, éducation, eau, assainissement et hygiène [WASH], et agriculture), à renforcer la capacité des institutions nationales à améliorer les systèmes de gouvernance locale et à transférer des ressources, et à améliorer l'inclusion sociale et la communication.

Au total, de 2017 à 2023, le projet a travaillé dans 90 Collectivités Territoriales (CT) réparties dans quatre régions : Sédhiou, Kolda, Tambacounda et Kédougou.

OBJECTIF ET METHODOLOGIE

L'USAID a chargé la plateforme de Suivi, d'Evaluation et d'Apprentissage au Sénégal (MEL Platform), mise en œuvre par EnCompass LLC, de mener une évaluation finale des performances du projet GoLD, afin de mesurer ses performances à l'aide de cinq questions clés associées aux résultats attendus des activités. L'évaluation à méthodes mixtes a consisté en un examen approfondi des documents, des entretiens avec des informateurs clés, des discussions de groupe et l'analyse de données quantitatives secondaires collectées par le projet.

CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

L'évaluation a porté sur cinq questions d'évaluation (QE), détaillées ci-dessous avec leurs constatations et conclusions.

QE 1 : Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration/coordination entre les institutions centrales et locales (collectivités territoriales et services techniques) afin d'améliorer la fourniture de services aux communautés ?

GoLD a largement contribué à renforcer la collaboration et la coordination entre les institutions centrales et locales grâce à une meilleure communication, à des interactions plus régulières et au renforcement des capacités afin de fournir et d'assurer plus efficacement les services dans les secteurs clés. Les parties prenantes du Gouvernement du Sénégal (GdS) et les acteurs municipaux et communautaires conviennent tous que GoLD a réalisé cela grâce à plusieurs interventions ciblées au niveau local, notamment la formation, la sensibilisation des différents acteurs et le soutien direct de facilitateurs connus sous le nom d'Animateurs de Collectivité Territoriale (ACT). Les données recueillies aux niveaux municipal et institutionnel ont mis en évidence le rôle crucial des ACT et de leurs actions dans l'avancement de ce projet.

Le projet a concentré ses efforts sur le renforcement de la coordination par le biais de processus spécifiquement conçus pour aider à tracer et à partager les données entre les entités et pour permettre le renforcement des compétences techniques. En outre, GoLD a investi des ressources dans le soutien à la réforme fiscale afin de rationaliser les systèmes et les processus tout en augmentant les recettes.

Cependant, le succès a été inégal dans les quatre régions d'intervention, les données qualitatives recueillies à Kolda et à Sédhiou révélant moins de perceptions de succès (en grande partie en raison de plus de défis techniques et de moins de perceptions de succès dans l'engagement communautaire) que celles de Tambacounda et de Kédougou.

GoLD a également investi dans l'utilisation des ACT, ainsi que d'autres outils et approches, pour renforcer les relations entre les CT et les services techniques qui sont responsables de la mise en œuvre des activités sectorielles clés, ce qui a conduit à une plus grande collaboration, à une meilleure compréhension et à une plus grande capacité à relever les défis du développement dans les quatre régions d'intervention. Ces efforts ont eu des effets en aval sur les citoyens, qui ont vu des améliorations systématiques et des raisons convaincantes de croire aux réformes de la gouvernance locale.

QE 2 : Comment GoLD contribue-t-il à l'augmentation des taxes locales et des recettes des collectivités territoriales ?

Le projet a mis en œuvre une série d'activités de sensibilisation, notamment des émissions radio, des campagnes et des forums de sensibilisation pour éduquer et impliquer les citoyens dans les processus de collecte et de décaissement des impôts. Ces activités ont permis d'augmenter les recettes dans toutes les CT, selon les données collectées par GoLD. Cette campagne de changement de comportement sociologique a été particulièrement efficace dans les CT pilotes de Y-Tax, qui ont pu tirer parti de la campagne en amplifiant leurs efforts grâce à l'apport technologique apporté au système.

GoLD a également contribué à la collecte de recettes fiscales supplémentaires en aidant les CT et les services déconcentrés à mener des campagnes de recensement des contribuables, des entreprises et du patrimoine foncier, afin de garantir le respect des règles et de trouver de nouvelles sources de revenus.

Bien que les CT soient en mesure de réaliser de nouvelles recettes, des défis sociaux, institutionnels et techniques ont limité la collecte des recettes fiscales, malgré l'assistance de GoLD. Il s'agit notamment des capacités des entités locales chargées de la collecte des impôts, de facteurs contextuels tels que les conditions météorologiques et la saisonnalité qui ont empêché un recensement complet de l'assiette fiscale, et de facteurs sociaux tels que la réticence des contribuables ou l'incompréhension de l'objectif de la collecte des impôts, ainsi que l'utilisation abusive des ressources publiques.

Bien que la gestion des données fiscales soit dévolue aux services gouvernementaux, les données quantitatives globales recueillies par GoLD portant sur un ensemble de CT dans le cadre de cette évaluation et confirmées par les entretiens qualitatifs ont montré des améliorations considérables, parfois à trois chiffres, des recettes fiscales dans les régions, conduisant à des augmentations dans des secteurs clés. Bien que l'augmentation des recettes fiscales et des dépenses dans les secteurs clés ne puisse pas être entièrement attribuée au projet étant donné la nature agrégée des données analysées dans l'évaluation, les efforts de GoLD pour améliorer les réformes fiscales ont contribué à améliorer l'accès aux subventions du GdS, au financement de la diaspora et à d'autres sources d'augmentation de l'impôt.

QE 3 : Comment les interventions de GoLD (ressources techniques, financières et humaines) ont-elles amélioré les investissements des collectivités territoriales dans les secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation) ? Ces interventions sont-elles durables ?

Selon les données qualitatives recueillies dans le cadre de l'évaluation, les interventions ciblées de GoLD, qui visaient plusieurs acteurs du système (collaboration entre les services techniques et les acteurs des CT et possibilité pour les acteurs communautaires à exprimer leurs besoins et à être entendus par leurs dirigeants), ont permis de réaliser de réels progrès en ce qui concerne les priorités de développement des CT en hiérarchisant les besoins des communautés et en y répondant par le biais d'une planification et d'une exécution des activités plus ciblées. Toutefois, la nature des données financières collectées et l'effet multiplicateur des programmes de GoLD et du GdS, ainsi que d'autres initiatives des partenaires techniques et financiers, font qu'il est difficile de déterminer l'augmentation des investissements. Les citoyens et les acteurs communautaires ont apprécié les changements notés dans les processus de choix des investissements, de leur niveau d'engagement général et d'information sur les processus de hiérarchisation, et de leur capacité à prendre des décisions qui conviennent à leurs communautés. Si ces changements ont permis des améliorations visibles à court terme à l'image des nouvelles infrastructures et des programmes de formation, les initiatives de pérennisation des interventions de GoLD dans les investissements sectoriels clés ont été pour le moins variables, avec un succès limité dans la mise en place d'un processus de répliquabilité au niveau des CT. Les efforts de GoLD nécessitaient le soutien des ACT et d'autres forces institutionnelles pour continuer à progresser, et les acteurs institutionnels n'étaient pas convaincus que la durabilité fût réalisable sans ce soutien au programme.

QE 4 : Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils amélioré de manière pertinente et efficace la participation des citoyens et la transparence dans la fourniture des services ?

Les efforts du projet pour mettre en place des outils de gouvernance adaptés au contexte et efficaces pour améliorer la participation des citoyens ont bien réussi dans les quatre régions avec les acteurs municipaux et institutionnels, mais ont moins bien marché avec les acteurs communautaires. En résumé, les outils de GoLD ont davantage amélioré la participation des citoyens selon les acteurs municipaux et institutionnels, tandis que les acteurs communautaires ont perçu une moindre amélioration de la transparence. Bien que les CT et les acteurs communautaires aient apprécié certains outils de GoLD, notamment le processus de budgétisation participative, les forums communautaires et les outils de communication, d'autres outils ont été moins utilisés et mal compris par la communauté, à l'image du Baromètre de Bonne Gouvernance Intégrée (BBGI) et les Espaces de dialogue et d'interpellation citoyenne (EDIC).

GoLD a fourni aux CT des ressources et des formations sur les processus de budgétisation participative et les forums « Voix et action des citoyens » (CVA), visant tous deux à intégrer les voix des communautés dans les processus de réforme fiscale et de prise de décision en matière de gouvernance locale. Ces outils ont suscité l'adhésion des CT et des membres des communautés qui les ont considérés comme des moyens d'impacter positivement sur leur développement. Ces outils ont également favorisé l'inclusion sociale des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap, qui constitue une dimension transversale de la QE 5.

L'évaluation a révélé que d'autres outils, tels que le BBGI et l'EDIC, étaient appréciés mais n'avaient ni le même potentiel de durabilité, ni la même notoriété. Les outils de mesure mis en œuvre par GoLD et requis par le GdS étaient peu connus des acteurs des CT, aussi bien à l'échelle institutionnelle que communautaire.

QE 5 : Comment les interventions de GoLD ont-elles favorisé des conditions propices à l'égalité des genres, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion sociale dans la prestation de services et la gouvernance locale ?

GoLD a favorisé l'inclusion sociale des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap par le biais d'activités spécifiques conçues pour encourager leur participation. Cela inclut l'implication de ces groupes dans les forums, y compris le CVA, la promotion du leadership et une intégration plus large au sein de la communauté. Ces initiatives ont conduit à de réels progrès en matière d'inclusion sociale et d'amélioration des secteurs spécifiques au genre, tels que la santé prénatale et l'éducation des enfants. Dans la mise en œuvre de GoLD, l'inclusion sociale était plus importante chez les femmes, puis chez les jeunes et les personnes vivant avec un handicap qui ont déclaré avoir eu moins d'opportunités de leadership et d'expression citoyenne. En outre, des facteurs sociaux tels que l'analphabétisme, les normes sociales communautaires et le statut social, ont parfois limité l'impact des interventions. L'équipe d'évaluation a constaté que ces facteurs n'étaient pas suffisamment pris en compte.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations présentées dans le Tableau I s'appuient sur les résultats et les conclusions énumérés ci-dessus.

Tableau I : Recommandations par partie prenante

PARTIE PRENANTE	RECOMMANDATIONS
L'USAID devrait...	<ul style="list-style-type: none"> • Exiger une collecte de données financières et un suivi trimestriel plus étendus, même s'ils ne sont collectés qu'auprès du partenaire d'exécution, afin de faciliter la mesure des résultats dans des contextes spécifiques et d'isoler les effets du projet pour en démontrer son succès (QE 2, 3). • Développer et inclure un suivi axé sur le genre afin d'identifier, de documenter et d'analyser les diverses initiatives des autorités locales en matière de genre (QE 1, 5). • Développer et inclure des objectifs programmatiques et des financements spécifiques pour répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap et d'autres groupes marginalisés (QE 5).
Le prochain partenaire d'exécution devrait...	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter une stratégie de durabilité en utilisant une définition plus mesurable et réalisable qui permette le suivi et l'adaptation aux changements dans les revenus et les investissements (QE 1, 2, 4). • Compléter les futures planifications par des processus de budgétisation participative qui tiennent compte des questions de genre et des groupes marginalisés (QE 5). • Intégrer les meilleures pratiques en matière de programmes d'inclusion des citoyens, y compris une nouvelle formation pour les collectivités locales qui va au-delà de l'information des citoyens (QE 3, 4, 5).
Le gouvernement du Sénégal devrait...	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter des politiques et des procédures de transparence dans la gestion des dossiers (QE 2) • Renforcer le soutien aux institutions décentralisées et résoudre les dysfonctionnements liés au partage d'informations entre les différents niveaux de gouvernance (QE 1)

INTRODUCTION

OBJECTIF DE L'EVALUATION

Le projet Gouvernance locale pour le développement (GoLD) mis en œuvre par Research Triangle Institute (RTI) pendant sept ans, s'est terminée au début de l'année 2023. La Mission de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au Sénégal a chargé la Plateforme de Suivi, Evaluation et Apprentissage au Sénégal (MEL Plateforme) de mener l'évaluation finale des performances du projet. L'équipe d'évaluation (ET) a examiné les cinq résultats attendus du programme, dont trois ont été conçus lors du lancement du projet et deux ont été ajoutés après une évaluation à mi-parcours en 2020.

L'objectif de cette évaluation était de fournir à l'USAID/Sénégal une évaluation indépendante des réalisations de GoLD. Le Bureau Démocratie, Droits humains, Gouvernance et Paix (DRGP) a publié une demande d'information (*Request For Information - RFI*) pour la suite de GoLD (GoLD Plus) en janvier 2023, de ce fait, les résultats de l'évaluation ne sont pas susceptibles d'informer la conception de l'activité de suivi, mais peuvent orienter le plan de travail de la première année. Le public visé par l'évaluation est le bureau DRGP et le prochain partenaire d'exécution (IP), bien que des recommandations puissent être formulées à l'intention des parties prenantes concernées aux niveaux central et local du gouvernement du Sénégal (GdS).

L'équipe d'évaluation était composée d'un chef d'équipe ayant une expérience de la gouvernance et de travail au Sénégal, d'un spécialiste des finances publiques, d'un spécialiste de la décentralisation et de la gouvernance locale, et de plusieurs membres de l'équipe de la Plateforme. L'équipe est décrite en détail à l'annexe A.

QUESTIONS D'EVALUATION (QE)

L'annexe B présente une analyse détaillée des questions et sous-questions explorées dans le cadre de l'évaluation. Cette évaluation visait à répondre aux questions suivantes :

1. Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration/coordination entre les institutions centrales et locales (collectivités territoriales/CT et services techniques) afin d'améliorer la fourniture de services aux communautés ?
2. Comment GoLD contribue-t-il à l'augmentation des taxes locales et des recettes des collectivités territoriales ?
3. Comment les interventions de GoLD (ressources techniques, financières et humaines) ont-elles amélioré les investissements des CT dans les secteurs clés (eau, assainissement et hygiène [WASH], nutrition, santé et éducation) ? Ces interventions sont-elles durables ?
4. Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils amélioré de manière pertinente et efficace la participation des citoyens et la transparence dans la prestation de services ?
5. Comment les interventions de GoLD ont-elles favorisé des conditions propices à l'égalité des genres, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion sociale dans la prestation de services et la gouvernance locale ?

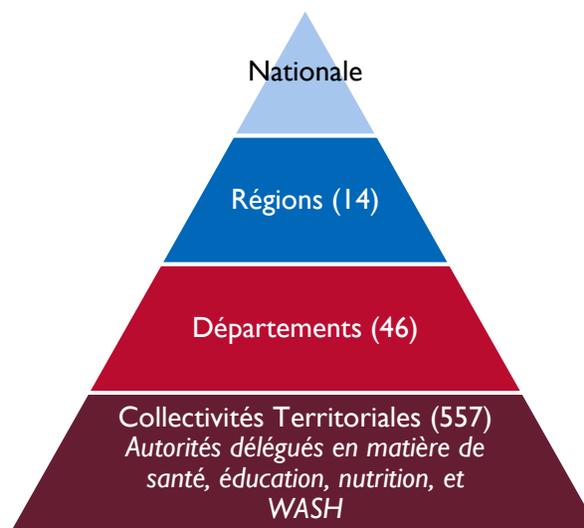
CONTEXTE DU PROJET

En août 2016, l'USAID a octroyé à RTI et à ses partenaires¹ un accord de coopération de cinq ans (AID-685-A 16-00006) pour mettre en œuvre le projet Gouvernance locale pour le développement (GoLD), d'une valeur de 19 998 364 dollars. En 2021, l'USAID a accordé une extension des coûts jusqu'en février 2023 et a ajouté 4 900 000 dollars, ce qui a porté le montant total de l'accord à 24 898 364 dollars. En 2023, l'USAID a accordé une extension sans coût supplémentaire jusqu'en août 2023 pour la clôture administrative. Grâce à son modèle de financement mixte, au renforcement des capacités techniques, et à son intégration, GoLD visait à atteindre les cinq résultats attendus (RA) suivants :

1. La capacité des autorités locales à répondre à la demande des citoyens est renforcée ;
2. La mobilisation et la gestion des ressources publiques locales se sont améliorées ;
3. La participation des communautés à la gestion des services (santé, éducation, WASH et agriculture) est améliorée ;
4. La capacité des institutions nationales à améliorer les systèmes de gouvernance locale et à transférer des ressources (ajouté en 2020) est renforcée ; et
5. L'inclusion sociale et la communication sont améliorées (ajouté en 2020).

Les résultats attendus 4 et 5 ont été ajoutés après l'évaluation à mi-parcours en 2020 afin de mieux saisir le processus de déconcentration entre les niveaux local et national du GdS et d'ajouter des dimensions supplémentaires pour l'inclusion sociale et l'égalité des genres au sein des structures de gouvernance locale. GoLD a travaillé dans quatre régions (Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda) à travers des Collectivités Territoriales (CT) ciblées pour faciliter l'intégration entre les acteurs de la gouvernance locale et encourager la mobilisation des ressources et l'investissement dans les secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) en articulant, en transférant et en renforçant les structures de gouvernance locale, et le renforcement des principes de bonne gouvernance. Avec l'extension des coûts en 2021, GoLD est passé de 63 à 90 CT. La Figure 1 montre les différents niveaux de gouvernance.

Figure 1 Niveaux de gouvernance au Sénégal



Le contrat a été mis en œuvre dans un contexte de réforme de la gouvernance et d'efforts de déconcentration au Sénégal, un processus en cours qui a commencé avec la loi de 1996 créant les CT et plusieurs réformes ultérieures visant à renforcer les capacités techniques au niveau local. Bien que des

¹ Le consortium comprenait l'Espace de Co production des Offres Populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (ENDA ECOPOP), la Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS), World Vision et Africa Enjeux.

compétences techniques dans neuf secteurs clés soient transférées du gouvernement central aux Collectivités locales, ces efforts ont connu une variation selon les secteurs et les régions géographiques.

Malgré ces défis à améliorer la gouvernance locale, le gouvernement sénégalais continue de considérer les collectivités territoriales comme une porte d'entrée importante pour l'engagement et l'autonomisation des citoyens, ainsi qu'un pilier du développement futur du pays. Dans le cadre du Plan Sénégal Émergent (PSE) adopté en 2014, le gouvernement sénégalais a mobilisé des fonds supplémentaires permettant aux collectivités territoriales d'investir dans des secteurs clés, tels que la santé et l'éducation, affirmant ainsi leur importance pour l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté au Sénégal.

Le processus de décentralisation au Sénégal reste confronté à d'énormes défis, notamment une dépendance excessive à l'égard du niveau central pour financer les programmes de développement et les initiatives de prestation de services, des faiblesses dans la mobilisation de recettes propres, et des insuffisances en termes de ressources humaines et de capacités au niveau local. Ces problèmes persistants entravent la capacité des gouvernements locaux à fournir des services dans des secteurs clés et indispensables, tels que la santé, l'éducation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

GoLD visait à renforcer la coordination entre les autorités nationales, régionales et communautaires afin de mieux coordonner leurs interventions, renforcer les recettes et la prestation de services au niveau local tout en encourageant la collaboration intersectorielle et la gouvernance citoyenne participative. Le projet a également piloté un système de collecte d'impôts numérisé (Y-Tax) dans quatre communes, afin d'augmenter les recettes fiscales et d'accroître la capacité des collectivités territoriales à maintenir et à augmenter les dépenses dans les secteurs clés.

Y-Tax est un système de collecte numérique des recettes journalières provenant des marchés, des installations commerciales et des droits de stationnement des véhicules de transport. Le collecteur dispose d'un appareil de paiement électronique équipé d'une imprimante et tous les droits et taxes collectés à l'aide de Y-Tax sont pré-enregistrés. L'appareil est connecté au bureau du maire, du percepteur et d'autres responsables chargés du suivi de la collecte en temps réel (GoLD, secrétaire municipal, chef du service de la collecte, etc.). Le système est équipé d'un GPS qui permet de suivre les déplacements du collecteur et de gérer le système à distance (autorisation du collecteur, suspension de l'utilisation du terminal par le collecteur, etc.), réduisant sensiblement les risques de fraude.

GoLD a également été mis en œuvre pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a affecté les efforts de planification durant la période de respect de la distanciation sociale. La planification s'est orientée vers des mesures de sensibilisation et de santé pour soutenir les campagnes de prévention du COVID-19, interrompant ainsi certaines activités de gouvernance locale.

MÉTHODES ET LIMITES

Cette section résume les méthodes d'évaluation et leurs limites. Voir l'annexe C pour une description plus détaillée. L'évaluation a été réalisée entre juillet et octobre 2023, y compris 21 jours de collecte de données sur le terrain ayant eu lieu du 24 juillet au 11 août 2023.

La méthodologie utilisée pour cette étude s'appuie sur une approche mixte, en plusieurs étapes, combinant des données quantitatives financières collectées par GoLD, triangulées avec des données qualitatives collectées lors des visites sur le terrain, d'entretiens avec des informateurs clés (EIC) et de groupes de discussions/focus group (GD/FG) menées dans 16 sites dans les régions et à Dakar.

METHODOLOGIE

PHASE 1 : EXAMEN DES DOCUMENTS

L'équipe d'évaluation a examiné les documents du projet pour évaluer sa mise en œuvre, l'adaptation à mi-parcours et les résultats obtenus. Il s'agit notamment du document d'attribution de GoLD, des plans de travail annuels, des rapports de performance trimestriels et annuels, et du plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage (AMELP) détaillant les objectifs et les résultats réels. L'équipe a également consulté la littérature scientifique et politique sur la gouvernance intégrée, le partenariat et les initiatives de gouvernance locale au Sénégal afin de mieux comprendre le contexte historique, les succès et les défis rencontrés par GoLD. L'équipe a consulté ces documents pour comprendre les objectifs, la stratégie et la mise en œuvre du projet. Veuillez-vous référer à la section « Références » pour une liste complète des documents et à la section « Limites » pour plus de détails.

PHASE 2 : COLLECTE DE DONNÉES QUALITATIVES (TRAVAIL SUR LE TERRAIN)

L'équipe a ensuite utilisé les informations issues de la revue documentaire pour élaborer des outils de collecte de données qualitatives. Il s'agissait de sept guides d'EIC) et de quatre guides de GD/FG, chacun adapté à une cible spécifique et aux questions d'évaluation les plus pertinentes pour cette cible.

Focus Groups. Des focus groups ont été organisés avec des membres de la communauté, notamment des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap et des membres d'organisations communautaires. Les discussions ont porté sur les perceptions et appréciations du succès de GoLD, les défis rencontrés dans la collaboration entre les CT et les communautés, et les expériences à la mobilisation des recettes fiscales. Voir l'annexe D pour une description des acteurs.

KII et GD. Les EIC et les GD (entretiens avec 2 à 4 personnes) ont été menés avec sept différentes catégories d'acteurs, dont l'USAID et les IP, le personnel de GoLD et ses partenaires du consortium, le personnel des ministères et des agences nationales et régionales, le personnel des services techniques régionaux et locaux des secteurs clés, et les acteurs communautaires. Les catégories de participants sont décrites plus en détail dans le [tableau 3](#) et dans l'annexe D.

PHASE 3 : TRIANGULATION DES DONNÉES QUANTITATIVES

Parallèlement et à la suite de la phase 2, l'équipe a également cherché à recueillir des données quantitatives pour trianguler avec les données qualitatives collectées sur le terrain. Le plan initial de collecte prévoyait de recueillir des données financières sur le terrain dans les CT visitées, cependant, l'accès à ces données s'est avéré difficile (décrit ci-dessous dans la section Limites). L'équipe a préféré procéder à une revue et analyse secondaire des données quantitatives collectées par RTI entre 2017 et 2020 pour mesurer les progrès réalisés.

ÉCHANTILLONNAGE

Pour identifier les parties prenantes pour les EIC, les GD de 2 à 4 personnes et les FG de plus de 8 personnes, l'équipe a utilisé un échantillonnage raisonné basé sur les activités, les participants au projet, les parties prenantes et les partenaires dans chaque région. En plus de la collecte dans quatre régions, l'équipe a rencontré les parties prenantes du projet à Dakar. Voir le [tableau 2](#) pour plus de détails sur les types de répondants.

L'échantillon des 16 CT dans les quatre régions a été choisi délibérément pour mesurer les effets de GoLD dans les communes rurales et urbaines, les nouvelles et les anciennes communes, et les CT pilotes et non pilotes de Y-Tax. Il visait également à fournir une analyse sur les succès et les défis, sur la base de l'examen initial de la documentation. Des entretiens supplémentaires ont été menés à Dakar avec des acteurs institutionnels et des autorités centrales. Un tableau énumérant les CT sélectionnés et les raisons du choix de l'échantillon se trouve à l'annexe C. L'échantillon final de chaque région est présenté dans le Tableau 3.

Tableau 2 : Sources de données

CATEGORIE	ACTEURS SPECIFIQUES
USAID	Bureau Démocratie, Droits humains, Gouvernance et Paix (DRGP), Bureau de la croissance économique (EGO), Santé, Éducation
Partenaires de mise en œuvre	RTI, ENDA ECOPOP, World Vision, FAFS, Enjeux Afrique, Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal (URAC)
Ministères et agences nationaux	Ministère des Collectivités territoriales, du développement et de l'aménagement des territoires (MCTDAT) - Direction des Collectivités Territoriales (DCT), Agence de développement local (ADL) ; Ministère des Finances et du Budget (MFB) - Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor (DGTCP) et Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID) ; programmes gouvernementaux : Programme national de développement local (PNDL), Agence de développement municipal (ADM)
Services techniques et fiscaux régionaux	Service Régional d'Appui au Développement Local (SRADL), Agence Régionale de Développement (ARD), Trésoriers-Payeurs régionaux (TPR), Centre des Services Fiscaux (CSF), Service Régional de l'Hydraulique, Inspection de l'Éducation et de la Formation (IEF)
Acteurs municipaux	Maires (plus adjoints et personnel), commissions municipales (santé, éducation, finances et nutrition), <i>Animateur de collectivité territoriale (ACT)</i> , commissions départementales.
Acteurs communautaires	Femmes, jeunes (18-35 ans), personnes vivant avec un handicap, <i>Comité de développement sanitaire (CDS)</i> , <i>Comité de gestion d'école (CGE)</i> , <i>Commission de fiscalité locale (CFL)</i> , <i>Comité de pilotage des forages (CPF)</i> .

Tableau 3 : Sources de données par type et par région

RÉGION	ENTRETIENS AVEC DES INFORMATEURS CLÉS	GROUPES DE DISCUSSIONS	TOTAL
Dakar	18	0	18
Kédougou	19	9	28
Kolda	14	13	27
Sédhiou	14	12	26
Tambacounda	18	9	27
Total	83	43	126

SYNTHESE, TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

Pour analyser les données recueillies lors des EIC, des GD et des FG, ainsi que les données quantitatives, l'équipe a utilisé l'approche standard d'EnCompass : Analyse, intégration et synthèse des données (DAIS). Cette approche a permis à l'équipe d'intégrer et d'interpréter les données issues de méthodes mixtes (revue documentaire et composantes qualitatives et quantitatives) de manière efficace

et rigoureuse en analysant d'abord les données recueillies par acteur, puis par QE. Cette approche a permis à l'équipe (1) de trianguler différents types de données à travers les QE tout en mettant en lumière les limites de l'évaluation, (2) de comprendre les grands thèmes et les perspectives qui ont émergé non seulement par question mais aussi par acteur, et (3) d'appréhender les différences régionales et démographiques. Le DAIS a également permis à tous les membres de l'équipe de coconstruire des résultats, des conclusions et des recommandations, ce qui a permis une synthèse et un encadrement plus significatifs des résultats.

LIMITES

Outre les considérations habituelles en matière de recherche, l'équipe a rencontré des difficultés et des limites au cours de la mise en œuvre de cette évaluation.

DISPONIBILITÉ DES PARTICIPANTS

L'accès à certains informateurs clés a été rendu difficile en raison de problème de calendrier et des manifestations qui ont limité les déplacements, en particulier dans la région de Sédhiou, suite à l'arrestation en juillet 2023 de l'ancien maire de Ziguinchor, Ousmane Sonko, un candidat clé de l'opposition à l'élection présidentielle de 2024. Lorsqu'il n'a pas été possible de se rencontrer en personne, l'équipe a programmé des entretiens virtuels et téléphoniques avec les participants afin de compléter l'échantillon.

DISPONIBILITÉ DE LA DOCUMENTATION DU PROJET

L'équipe a reçu certains documents tardivement, notamment la documentation financière des CT, les documents de 2023 et des documents de référence spécifiques tels que le plan de durabilité. En outre, l'équipe n'a pas pu accéder à certains documents clés (notamment les informations financières pour tous les CT étudiés), ce qui a considérablement limité la capacité de l'équipe à analyser certains aspects couverts par les questions d'évaluation. L'équipe a utilisé les sources disponibles pour traiter les informations existantes, en recherchant des détails supplémentaires lors de la collecte de données qualitatives.

DISPONIBILITÉ DES PARTICIPANTS COMMUNAUTAIRES

Certains participants recrutés au sein de la communauté n'étaient pas disponibles le jour de l'entretien ou du FG, ce qui a réduit le nombre de participants de certains focus group. Cela concerne particulièrement les personnes vivant avec un handicap et les jeunes.

Lorsque cela était nécessaire, l'équipe a cherché à remplacer les groupes par des entretiens supplémentaires avec les acteurs de la communauté. Un seul des 16 maires était présent lors de la collecte sur le terrain, l'équipe a donc rencontré leurs adjoints et autres membres du personnel, ce qui a souvent conduit à avoir des perspectives plus techniques sur la mise en œuvre de GoLD et pas nécessairement des perspectives politiques et l'intégration du programme avec les acteurs politiques.

DIFFICULTÉ À OBTENIR DES DONNÉES FINANCIÈRES

Avant de se rendre sur le terrain, l'équipe d'évaluation avait compris que la collecte de données financières pourrait s'avérer difficile. Une fois sur place, les autorités municipales étaient réticentes à fournir les données sur le budget, les recettes et les dépenses, les qualifiant de sensibles. En l'absence

de de données quantitatives des 16 CT choisies directement comparables ? l'équipe a découvert que GoLD avait lui-même collecté ces données financières auprès de 15 CT entre 2017 et 2020, ce qui recoupe en partie les CT choisis pour le travail de terrain. Ces données ont ensuite été utilisées pour confirmer les thèmes et les conclusions des données qualitatives. La nature agrégée de ces données a limité la capacité de l'équipe à analyser précisément les variations et les augmentations des taxes perçues, ainsi que les investissements des CT dans les différents secteurs. Les données globales fournies par RTI comprennent les budgets des CT qui détaillent les ressources provenant à la fois des impôts locaux et des fonds transférés par l'État central. Le gouvernement du Sénégal était également réticent à fournir des données financières, invoquant des problèmes de légalité et de protection des données. Il est donc difficile de discerner l'impact des autres programmes de l'État et des partenaires, et de noter dans quelle mesure des progrès ont été réalisés.

CONSTATATIONS

QE I. COLLABORATION POUR AMELIORER LA PRESTATION DE SERVICES

Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration/coordination entre les institutions centrales et locales (collectivités territoriales et services techniques) afin d'améliorer la fourniture de services aux communautés ?

CONSTATATION I : Les acteurs institutionnels ont indiqué que GoLD a favorisé une bonne collaboration entre les différents niveaux d'acteurs du GdS, les services techniques et les CT.

Les acteurs institutionnels appartenant aux organes nationaux, régionaux et locaux du GdS ont constaté que GoLD favorisait la collaboration et la communication entre les services centraux et régionaux, en particulier dans le domaine fiscal. En créant des cadres et des mécanismes de communication, en facilitant l'échange d'informations et en intégrant des ressources dédiées au niveau local pour tirer parti des relations et construire cette collaboration à partir des communautés elles-mêmes, GoLD a pu renforcer les relations pour améliorer les services fiscaux et techniques.

ACTIVITES DE SUIVI

GoLD a mis en place plusieurs mécanismes qui ont aidé les services centraux et régionaux à contrôler la collecte des recettes fiscales et les allocations provenant des autorités centrales aux niveaux régionaux. Cela incluait un meilleur accès aux données grâce à une communication améliorée entre les organes du gouvernement, ce qui a aidé les CT à contrôler les flux fiscaux et les dépenses consacrées aux activités sectorielles clés. Ces mesures ont permis non seulement de renforcer les collaborations techniques entre les acteurs, mais aussi de créer des cadres de concertation à l'image de Dialacoto, Missirah et Sinthiou Maléme, qui ont établi des points de contact pour tous les niveaux de services.

REFORME DE LA COLLECTE DES IMPOTS

La collaboration a été facilitée par la mise en œuvre de véritables réformes du processus de collecte des impôts afin de soutenir les activités sectorielles clés. Dans la CT de Tambacounda, la collaboration entre GoLD et les services fiscaux décentralisés (le Trésor, le directeur général des impôts et les bureaux du cadastre) ont permis d'identifier la liste de tous les contribuables et de planifier des activités de

sensibilisation pour augmenter les paiements, ce qui a permis d'accroître les recettes à près d'un milliard de francs ouest-africains (FCFA) et d'augmenter l'éligibilité de la CT aux subventions du Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN)² et à d'autres sources de financement. Dans la région de Kédougou, la collaboration entre les services (impôts, trésorerie et cadastre) du Ministère des Finances et du Budget (MFB) a permis la mise en place de commissions locales des impôts dans les communes de Kédougou, Salémata et Saraya, augmentant ainsi leurs recettes fiscales et leur éligibilité au PACASEN. Au-delà de l'augmentation des recettes fiscales, ces activités ont contribué à augmenter de 20 % les investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour la CT de Dimboli.

IMPLICATION DES AUTORITES REGIONALES

Les autorités régionales de Kédougou et de Tambacounda se sont engagées dans la mise en œuvre de GoLD et ont facilité la mobilisation des services déconcentrés et leur contribution à la planification et à la mise en œuvre des activités. Les gouverneurs des régions de Kédougou, Tambacounda et Kolda ont manifesté leur soutien au projet en mobilisant personnellement l'ARD et les services techniques et en utilisant leurs relations personnelles et leur influence pour promouvoir la communication. Les gouverneurs ont également accompagné GoLD à mettre en place des cadres de concertation entre les services techniques et les CT dans les communes de Tambacounda, Dialacoto, Missirah, Koumpentoum et Sinthiou Maléme.

CONSTATATION 2 : Les acteurs institutionnels des régions de Kolda et de Sédhiou ont souligné un manque de collaboration et de communication entre les services du trésor et ceux des impôts et du cadastre.

Contrairement aux régions de Tambacounda et Kédougou, les acteurs institutionnels de Kolda et Sédhiou ont estimé que la collaboration et la communication étaient insuffisantes, ce qui a limité le succès de GoLD. Selon les autorités municipales de 11 CT de ces régions, la collaboration entre le directeur général des impôts et les services du Trésor s'est le plus souvent limitée à la seule transmission des déclarations d'impôts. Les autres formes de collaboration et de communication développées dans d'autres régions, telles que les cadres de communication dédiés, les réunions de consultation et le partage d'informations, n'ont pas été mises en place dans ces régions en raison, selon les répondants, de dysfonctionnements institutionnels dans ces régions. Selon eux, cela a limité les capacités des CT à couvrir pleinement tout le potentiel de leur assiette fiscale, car les données ne pouvaient pas être vérifiées de manière croisée.

Comparativement aux autres régions, le niveau d'implication des autorités administratives dans ces régions est limité, certains chefs de service ne pouvant se réunir qu'avec l'approbation ou la saisine de l'autorité administrative (gouverneurs, préfets, sous-préfets). Cela assure certes un contrôle

² Le Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (PACASEN) s'inscrit dans une démarche globale visant à appuyer le Programme d'Opérationnalisation de l'Acte III de la Décentralisation du Gouvernement du Sénégal. Le PACASEN a été conçu par le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MCTDAT) pour réorganiser le paysage des collectivités locales à travers la réorganisation des agglomérations, la dissolution des régions et la recréation des départements en CT. Ces régions ont également bénéficié d'un financement important de la part d'autres donateurs dans des secteurs clés, ce qui a pu contribuer à la baisse des dépenses du gouvernement.

administratif mais contribue aussi à ralentir les processus et à rendre les relations de travail moins productives .

CONSTATATION 3 : Le staff de GoLD et les autorités municipales ont constaté que la création du poste d'ACT a facilité la collaboration entre les services décentralisés et les CT, ainsi qu'entre les acteurs communautaires et les CT.

GoLD prévoyait des postes intégrés dans les CT d'intervention, un poste connu sous le nom d'Animateur des Collectivités Territoriales (ACT). Ce poste a permis de renforcer les capacités des différents acteurs évoluant dans le cabinet du maire, et d'avoir des points de contact dédiés pour faciliter les cadres de consultation et la résolution des problèmes entre les services (fiscaux et techniques) et les collectivités territoriales. Ces postes sont maintenus dans certaines localités dépendant de la capacité des CTs à mobiliser des fonds supplémentaires permettant de les prendre en charge ou alors de les redéployer avec de nouvelles responsabilités au sein du cabinet du maire comme c'est le cas à Sédhiou.

Le poste d'ACT n'a pas seulement contribué à améliorer les relations entre le gouvernement et les CT, il a également contribué à améliorer les relations entre les élus locaux et la communauté en renforçant la capacité des CT à communiquer et à impliquer les citoyens dans les processus décisionnels, en fournissant davantage d'informations et d'espaces de dialogue, et en facilitant les réunions d'une manière organisée et coordonnée afin de susciter une plus grande coopération.

« C'est Gold qui nous a informés des prérogatives de la collectivité en termes d'accompagnement. Ce qui nous a, d'ailleurs, permis de changer nos relations avec la collectivité... Avant nous n'étions pas informés de beaucoup de choses liées à certaines opportunités gérées par la collectivité. Mais maintenant la donne a changé grâce à GoLD. » — **Acteur communautaire, FG, région de Sédhiou**

CONSTATATION 4 : Les acteurs institutionnels, les acteurs municipaux et les ACT ont déclaré que les activités de renforcement des capacités de GoLD en faveur des élus et des acteurs communautaires ont renforcé la collaboration entre les services décentralisés et les CT, ainsi qu'entre les ARD et les CT.

Les activités de renforcement des capacités de GoLD et l'accent mis sur la création de passerelles entre les acteurs impliqués dans la fourniture de services ont permis à ces derniers de collaborer plus efficacement dans la fourniture de services dans les secteurs clés. Les activités se sont concentrées sur la formation et la mise à disposition d'outils aux CT, aux services techniques du GdS impliqués dans la prestation de services.

« Dans la commune, maintenant il y a aussi une autre activité phare initiée avec GoLD, avec vraiment... dans le cadre d'une synergie hein, avec l'administration, le service technique, l'ARD et les collectivités, ce qu'on appelle le forum des partenaires. » — **Service technique, entretien, région de Kédougou**

OUTILS

GoLD et ses partenaires ont produit des brochures illustrées pour transmettre des messages importants qui touchent tous les secteurs clés dans les CT. Au total, 22 municipalités de la région de Tambacounda, 19 CT de la région de Kolda, 18 de la région de Sédhiou et 17 de la région de Kédougou ont reçu les brochures. Les livrets ont été conçus comme un outil d'éducation pour les communautés et les acteurs techniques chargés de la mise en œuvre, ce qui a permis d'améliorer la compréhension et la coordination, et d'éliminer les erreurs de communication.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

GoLD a soutenu la tenue de réunions régulières consacrées aux cadres de concertation technique et aux comités de développement - Comité Régional de Développement (CRD), Comité Départemental de Développement (CDD) et Comité Local de Développement (CLD) - en plus d'organiser des sessions de formation auxquelles ont participé les différents services techniques décentralisés du GdS, de l'ARD et des CT. Ces réunions ont contribué à rapprocher ces acteurs, permettant aux CT de comprendre leurs responsabilités et aux ARD et autres services techniques de comprendre les besoins des communautés, les lacunes à combler en termes de capacités techniques et de communication globale, et d'aider à la résolution des problèmes. Ces activités ont facilité la mobilisation des services techniques décentralisés par les autorités locales avec l'appui des ARD.

« Lors de cette phase, nous avons été activement impliqués dans la formation sur le rôle et responsabilité des élus. » — Service technique, entretien, région de Sédhiou

CONSTATATION 5 : Les entretiens avec les acteurs institutionnels régionaux ont révélé que GoLD a facilité la collaboration entre les ARD et les CT, ce qui a entraîné des résultats positifs en termes de communication, de fréquence des interactions et de sentiment plus positif de la part des communautés.

Selon les acteurs institutionnels du TPR, du CRSF et de l'ARD, le soutien de GoLD à l'autonomisation des ARD et à la mobilisation des ressources humaines par le biais des ACT a renforcé leurs capacités et leurs compétences en leur fournissant des formations, des campagnes de communication supplémentaires et en facilitant les interactions entre les différents niveaux de gouvernance. Toutes les CT interrogées à Tambacounda, Bounkiling et Diannah Malary ont souligné la présence de l'ARD dans les activités de formation des élus et des agents municipaux. Dans les CT de Diaobé, Kolda, Tanaff, Bagadadji et Dimboli, l'ARD a apporté un appui technique à l'élaboration des plans de développement local, en travaillant en étroite collaboration avec les responsables des CT et la communauté.

Les femmes et les jeunes ayant participé à cinq FG se sont déclarés très satisfaits de la formation dispensée par GoLD sur la manière de travailler avec le maire et d'améliorer la collaboration. En outre, trois groupes de femmes et de jeunes ont estimé que la collaboration avec l'ARD s'était améliorée.

QE 2. MOBILISATION DES RESSOURCES FISCALES

Comment GOLD contribue-t-il à l'augmentation des impôts locaux et des recettes des collectivités territoriales ?

CONSTATATION 6 : Les activités de sensibilisation lancées par GoLD par le biais de forums de quartier et d'émissions radiophoniques ont largement contribué à accroître le recouvrement des impôts au sein des CT.

SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ ET CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

La majorité des acteurs institutionnels interrogés dans les 16 CT ont apprécié la manière dont les activités de GoLD ont permis aux municipalités d'accroître leurs ressources financières. Ces activités comprenaient le renforcement des capacités, des campagnes de sensibilisation, des réunions d'échange, des formations entre pairs et des visites d'échange, de partage d'expériences et de bonnes pratiques. En outre, certains acteurs communautaires ont évoqué l'importance de la sensibilisation sur le paiement des impôts et leur perception selon laquelle les autres membres de la communauté payaient leurs impôts grâce aux activités de sensibilisation soutenues par GOLD. Ces activités de sensibilisation ont suscité l'adhésion des communautés dans le processus de collecte grâce à l'implication des délégués de quartier, des membres du cadre de concertation et de la commission fiscale locale. Cela a contribué à dissiper les malentendus fréquents sur la gestion et l'utilisation transparente des fonds collectés, comme cela fut le cas à Koumpentoum où il était difficile auparavant, d'établir une compréhension commune du système fiscal local.

« Il y avait une autre phase qui concernait la mobilisation des ressources. Et dans le cadre de la mobilisation des ressources, les acteurs principaux ont bénéficié d'une formation et à leur niveau ils ont mené des activités d'information et de sensibilisation auprès des contribuables. » — Acteur communal, Entretien, Région de Sédhiou

Les entretiens avec les ACT ont également montré que les activités de sensibilisation des contribuables ont favorisé un changement de comportement en ce qui concerne l'obligation des citoyens de payer les impôts qui leur sont redevables.

RECENSEMENTS FISCAUX ET NOUVELLES SOURCES DE REVENUS

GoLD a appuyé le processus d'identification et d'exploitation de nouvelles sources de revenus, telles que les impôts fonciers et les impôts sur les revenus précédemment impayés, les recensements des contribuables des petites entreprises, la mise en place et l'opérationnalisation des commissions locales de fiscalité pour gérer ces processus. Par exemple, les acteurs de la CT de Bounkiling ont souligné que GoLD avait soutenu la CT, tandis qu'à Bagadadji, les acteurs de la CT ont confirmé que le renforcement des capacités et la sensibilisation de la communauté à la mobilisation de nouvelles sources de revenus avaient simultanément suscité une prise de conscience des acteurs municipaux aux nouveaux moyens d'obtenir des revenus et aux systèmes nécessaires afin d'en garantir le respect et la continuité. Les acteurs de la CT à Salémata ont également affirmé que le recensement relatif à l'utilisation des terres et la formation des comités de quartier sur ces nouvelles sources d'impôts fonciers ont conduit à la fois à la participation des citoyens et à l'amélioration globale des recettes fiscales.

RADIO COMMUNAUTAIRE

La majorité des autorités municipales ont confirmé que les campagnes d'information et de sensibilisation sur le respect des obligations fiscales menées par GoLD à travers des émissions diffusées sur les radios communautaires soutenues par l'URAC, de forums de quartier, de Voix et Actions des Citoyens (CVA), etc. ont contribué à améliorer le respect des obligations fiscales et à augmenter les recettes fiscales. Des

émissions radiophoniques ont été diffusées en plus des réunions communautaires pour sensibiliser les populations aux impôts, y compris l'impôt minimum dans les CT de Tanaff et de Kédougou, ce qui a permis d'améliorer le respect des obligations fiscales et l'adhésion de la communauté à des processus collectes plus vastes.

Ces campagnes ont suscité l'adhésion des contribuables au recensement effectué par les services fiscaux en collaboration avec le cadastre, et aux opérations de recouvrement menées par la CT et le trésor.

Malgré ces efforts de sensibilisation, des difficultés de recouvrement ont été constatées dans certaines communes rurales telles que Dialacoto et Kothiary, où la communication de bouche à oreille est restée plus importante que les émissions radiophoniques.

« Il y a eu une autre phase de mobilisation des ressources. Et dans le cadre de la mobilisation des ressources, les principaux acteurs ont bénéficié d'une formation et ont mené à leur niveau des actions d'information et de sensibilisation auprès des contribuables. » — Acteur communal, Entretien, Région de Sédhiou

CONSTATATION 7 : Les acteurs des quatre collectivités pilotes, les commissions, les ACT et certains acteurs institutionnels ont déclaré que l'utilisation de l'outil Y-Tax a contribué à améliorer les recettes de leur communauté.

Les acteurs des services déconcentrés (TPR et ARD) ont indiqué que les recettes collectées au moyen de Y-Tax, ont augmenté dans les quatre collectivités pilotes de Kédougou, Tanaff, Bagadadji, et Koumpentoum. Selon eux, Y-Tax constitue une innovation qui a non seulement contribué à la modernisation du système de collecte des recettes, au suivi du recouvrement des impôts, au renforcement de la confiance et des capacités locales, mais aussi à l'amélioration des compétences des collecteurs eux-mêmes. Y-Tax n'a pas seulement contribué à moderniser le recouvrement de l'impôt chez les contribuables, mais a également amélioré la capacité des CT à collecter les taxes au niveau des marchés, sur les droits de stationnement et autres droits municipaux. Cela a permis d'augmenter les recettes et permis à ces CT de satisfaire aux exigences minimales en matière d'imposition.

L'équipe d'évaluation n'a pas été en mesure de recueillir des données quantitatives sur le terrain pour l'ensemble de la période de mise en œuvre de Y-Tax. Cependant, lors des entretiens sur le terrain, les acteurs des CT ont noté que la CT de Bagadadji a récupéré 633 000 FCFA au cours de la période de six mois pendant laquelle Y-Tax a été utilisé, ce qui représente un grand progrès comparativement aux efforts précédents où elle ne percevait pas de taxes.

D'autres exemples incluent la CT de Tanaff, qui a vu les recettes collectées grâce à Y-Tax augmenter de 87 pour cent, passant de 3 421 300 FCFA en 2020 à 6 408 600 FCFA en 2022. Le montant collecté au cours du premier semestre 2023 s'élève à 3 284 400 FCFA, soit la quasi-totalité de la collecte de 2020.

Cependant, selon certaines parties prenantes, l'utilisation de Y-Tax n'est pas le seul facteur ayant permis les augmentations enregistrées. Ces parties prenantes ont déclaré que d'autres soutiens de GoLD tels que les campagnes de sensibilisation des communautés, la sensibilisation des contribuables, et la formation et l'équipement des collecteurs ont augmenté les résultats de Y-Tax.

Avantages de Y-Tax. La plupart des acteurs institutionnels interrogés ont énuméré divers avantages du système Y-Tax, notamment une transparence accrue pour les citoyens et les autorités dans la

collecte des recettes, la possibilité d'un contrôle de la collecte des impôts et des collecteurs en temps réel, la sécurisation du processus de collecte des recettes et la réduction du risque de fraude et, du non-respect des obligations fiscales. Contrairement à la collecte manuelle et à la délivrance de reçus fiscaux, les acteurs institutionnels ont estimé que Y-Tax engendrait une plus grande conformité et une plus grande adhésion communautaire. Dans les collectivités non-pilotes, les succès de Y-Tax ont été largement relayés incitant les communautés à exprimer le souhait de bénéficier de Y-Tax, comme l'ont souligné les acteurs de la CT à Bounkiling.

CONSTATATION 8 : Les autorités locales, institutionnelles et communautaires ont évoqué des contraintes techniques et juridiques et des défis liés à la collecte des taxes, notamment la disponibilité des ressources humaines, les risques climatiques et le déficit de sensibilisation.

La majorité des responsables municipaux interrogés ont confirmé qu'en dépit du succès de la collecte des impôts, la mobilisation des revenus des CT était confrontée à des difficultés liées aux capacités techniques, aux contraintes sociales et aux barrières institutionnelles.

D'une part, les activités de recensement menées dans le cadre de GoLD n'étaient pas régulières et de nombreuses CT ne les considéraient pas comme des opportunités durables de mobilisation des sources de revenus, ce qui signifie que les revenus générés dans le cadre des activités initiales n'étaient pas des sources de revenus fiables. En outre, les compétences et les capacités acquises dans le cadre des activités de recensement, en particulier chez les jeunes, risquaient d'être perdues si l'activité n'était pas maintenue dans la durée. Les migrations et les déplacements de population ont également rendu plus nécessaire que jamais la poursuite de ces activités afin que les CT puissent générer des revenus durables et répondre aux exigences régionales et nationales d'accès aux fonds de développement.

Les membres des commissions des finances des CT qui ont été interrogés ont également fait état de contraintes sociales, telles que l'analphabétisme d'une partie importante de la population, la mobilité des contribuables, les contextes défavorables à la collecte des impôts (par exemple, les problèmes liés aux conditions météorologiques) et le non-respect des obligations fiscales en raison du déficit de sensibilisation et de compréhension du système fiscal dans les CT en milieu rural.

Les contraintes institutionnelles se manifestaient à la fois au niveau local et au niveau régional/national. Au niveau local, de nombreuses CT rurales avaient du mal à générer suffisamment de recettes sur le plan institutionnel, car leurs assiettes fiscales étaient extrêmement réduites, leurs populations étaient souvent peu nombreuses, et elles recevaient moins de fonds de la diaspora que les CT urbaines à l'instar de Bagdadji. Aux niveaux régional et national, les autorités des CT ont estimé que le manque de contrôle de la chaîne fiscale et le manque de ressources humaines de qualité dans les services de l'État contribuaient à la faiblesse de la collecte des recettes fiscales.

CONSTATATION 9 : Les parties prenantes des CT ont noté que les CT pilotes de Y-Tax étaient confrontées à des contraintes contextuelles, à une compétence limitée des agents de recouvrement et à un besoin de sensibilisation plus important en général.

À l'instar des préoccupations concernant les capacités générales de recouvrement des impôts dans les CT de GoLD, les CT pilotes de Y-Tax ont fait face à des contraintes techniques, de défis sociaux et à des dysfonctionnements institutionnels.

La récurrence des coupures de courant, l'instabilité de la connexion Internet et le manque de couverture réseau dans certaines régions ont engendré des problèmes dans la délivrance des reçus de Y-Tax et dans la collecte des recettes, en particulier dans les régions les plus reculées du Sénégal. En outre, le manque de compétences des collecteurs dans la manipulation de l'outil Y-Tax, les défis techniques liés aux tickets Y-Tax générés en tant que valeurs inactives (et donc non payables), la maintenance nécessaire et négligée des appareils, et la mauvaise qualité du papier d'impression ont été des inconvénients majeurs soulignés par la majorité des collecteurs, des responsables de l'ARD, et des parties prenantes des quatre municipalités pilotes interrogées. L'illisibilité des tickets de Y-Tax a été évoquée comme exemple incitant les chauffeurs de la gare routière de Tanaff à refuser de payer les frais de stationnement, obligeant ainsi la municipalité à reprendre la collecte manuelle. Cela a conduit à l'inefficacité de la collecte et à la méfiance de la communauté.

Par ailleurs, les contraintes sociales telles que l'analphabétisme et la méconnaissance des composantes et des étapes de collecte de l'Y-Tax ont entraîné des difficultés de mise en œuvre, certains contribuables ne comprenant pas l'objectif de l'outil et pensant qu'ils seraient facturés plusieurs fois. Certains acteurs des CT de Tambacounda et de Kédougou ont déclaré que leurs électeurs ont soulevé des problèmes juridiques associés à Y-Tax. Ces problèmes incluaient entre autres la validité des tickets reçus et ceux émis par Y-Tax (en raison de la qualité du papier ou de l'encre), la capacité légale de la CT et de ses acteurs à collecter physiquement les taxes (par opposition aux organismes régionaux de collecte des taxes), et le risque de collecte illégale des taxes par des collecteurs de Y-Tax non autorisés qui pourraient exiger des doubles taxes ou s'engager dans la corruption.

Enfin, les défis institutionnels au niveau local et régional/national ont entravé la mise en œuvre et l'utilisation de Y-Tax. Au niveau local, par exemple dans la CT de Bagadadji, l'absence de rémunération a conduit la quasi-totalité des collecteurs à démissionner en l'espace de six mois, nécessitant une nouvelle formation et le renforcement des compétences de la CT sur le système, ce qui a ralenti la collecte des recettes et fait perdre la confiance de la communauté.

Etant donné que le système Y-Tax dépend fortement des services fiscaux régionaux et nationaux, toute défaillance des systèmes de communication ou institutionnels entraînait un gaspillage de ressources et une frustration au sein des CT pilotes, qui passaient souvent beaucoup de temps à rechercher un soutien technique ou institutionnel lorsque des problèmes se posaient. Les acteurs des CT interrogés aussi bien à Kédougou qu'à Bagadadji ont indiqué que ces frustrations constituaient une entrave à l'utilisation du système, même si cela n'a pas diminué leur volonté de poursuivre l'expérimentation vu les effets positifs qu'il pourrait avoir sur les recettes fiscales. Les acteurs des CT ont indiqué qu'une formation supplémentaire, une mise en relation avec des équipes de soutien dédiées et une formation continue pourraient aider à atténuer certains de ces défis.

La CT de Tanaff continue d'utiliser le système Y-Tax, sauf à la gare routière où les transporteurs ont refusé de payer à cause de l'illisibilité des tickets imprimés et du fait que leur mauvaise qualité pourrait entraîner des cas de fraudes. Ce problème a été soulevé par d'autres acteurs des CT et, dans toutes les régions, la qualité de l'encre et/ou du papier utilisé a été jugée peu satisfaisante. Par ailleurs, les acteurs de la CT de Tanaff ont déclaré qu'après le départ de l'ancien maire, ils n'ont pas pu trouver le logiciel de suivi des taxes et n'ont pas compris que l'application se trouvait sur le web. Ces acteurs ont indiqué qu'avec la fermeture de GoLD, ils ont été obligés de solliciter l'appui d'un responsable d'ENDA ECOPOP basé à Dakar pour les dépannages.

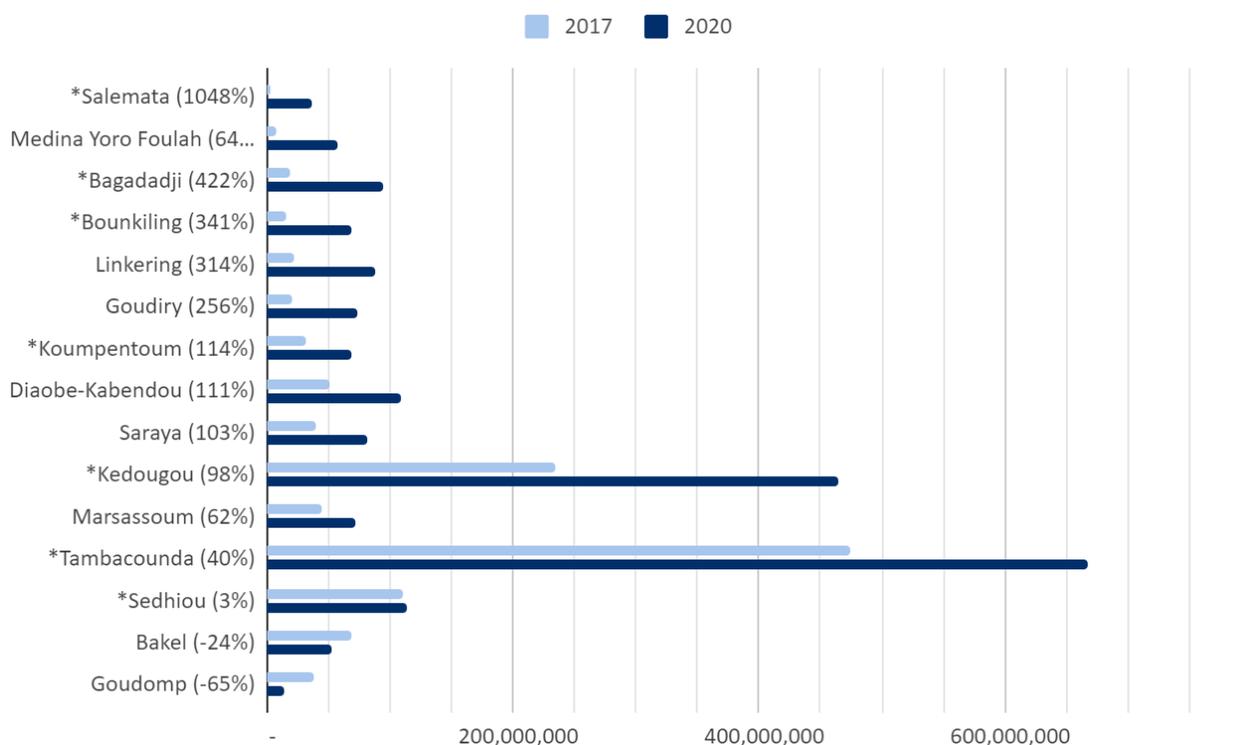
En outre, à Bagadaji, la collecte a été suspendue en raison du refus des collecteurs de travailler sans rémunération poussant la CT à conserver les appareils. Le superviseur a prévu de poursuivre l'expérimentation de Y-Tax à condition que des fonds soient disponibles pour recruter d'autres collecteurs.

CONSTATATION 10 : Treize des 15 CT étudiées dans le cadre de GoLD ont augmenté leurs revenus entre 2017 et 2020.

Comme indiqué précédemment, toutes les CT mentionnées dans les données de suivi et d'évaluation (S&E) de GoLD n'étaient pas incluses dans l'échantillon de la collecte des données qualitatives, mais plusieurs d'entre elles y figurent et leurs conclusions complètent celles du travail qualitatif sur le terrain.

Dans la base de données, 86 pour cent des 15 collectivités locales étudiées ont enregistré une augmentation significative de leurs recettes totales, soit une hausse de 74 pour cent entre 2017 et 2020, avec un montant total de 878 322 762 FCFA. Dans les régions de Kolda et de Kédougou, toutes les collectivités locales étudiées ont enregistré une nette augmentation de leurs recettes, tandis que 75 pour cent des CT de Sédhiou et de Tambacounda ont vu leurs recettes augmenter. Par rapport aux fonds du PACASEN, les données disponibles ne permettaient pas de différencier les augmentations selon les sources de financement, encore moins d'isoler l'effet des interventions de GoLD sur la mobilisation de ressources financières. Cependant, les données qualitatives recueillies confirment que l'appui de GoLD a impacté les deux, car une mobilisation accrue des recettes était une condition préalable nécessaire au financement du PACASEN. La Figure 2 présente l'évolution des recettes pour chaque CT étudié par GoLD, ainsi que le pourcentage d'évolution. Les astérisques indiquent les CT incluses dans l'évaluation finale des performances et dans la base de données de suivi et d'évaluation de GoLD.

Figure 2 : Évolution des recettes selon les données collectées par GoLD, 2017-2020 (FCFA)



CONSTATATION II : Les appuis de GoLD à la création de commissions fiscales locales et aux activités de renforcement des capacités ont contribué à l'augmentation des recettes des CT.

L'appui de GoLD par le biais des activités de renforcement de capacités et d'équipement en faveur des acteurs des CT, y compris les membres des Commissions de Fiscalité Locale (CFL), a contribué à améliorer les performances de ces derniers dans la mobilisation des recettes. En effet, dans de nombreuses municipalités, GoLD a fourni les ressources nécessaires à la création de ces commissions. Cependant, malgré la création des CFL et le soutien technique qui leur est apporté, certaines communautés ont eu du mal à les exploiter pleinement. Ces difficultés incluent le développement des compétences pour la maîtrise des systèmes de collecte des taxes sur tablette, le traitement des données ainsi que la gestion des programmes de recensement fiscal. GoLD a également soutenu les entités locales et régionales de collecte des impôts dans leurs activités de recensement en renforçant les capacités des agents de recouvrement, ce qui a permis d'élargir l'assiette fiscale, de tirer profit des subventions supplémentaires provenant du programme PACASEN, et d'augmenter la contribution d'autres investisseurs et de la diaspora. En outre, d'autres parties prenantes interrogées telles que l'ARD, les TPR, le Centre régional des services fiscaux (CRSF) et le Bureau des Collectivités Territoriales/Direction Générale des Impôts et Domaines (BCT/DGID) ont indiqué que le soutien de GoLD à l'établissement des CFL dans les municipalités d'intervention a contribué à améliorer la mobilisation fiscale en responsabilisant les autorités locales par le biais de la sensibilisation et du recensement des contribuables. Le traitement des données collectées a également permis d'améliorer la gestion fiscale et de faciliter la collecte des recettes.

La majorité des membres des commissions de l'éducation, de la santé et des finances interrogés ont déclaré que les interventions de GoLD ont largement contribué à améliorer le processus de collecte des recettes fiscales. Ceci a été confirmé par les différents responsables du top management de GoLD qui ont noté que le recensement des ressources locales et la mobilisation des taxes sur ces ressources constituaient un facteur d'amélioration de la collecte des impôts dans les CT.

QE 3 : AMELIORATION DES INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS

Comment les interventions de GoLD (ressources techniques, financières et humaines) ont-elles amélioré les investissements des collectivités territoriales dans les secteurs clés (eau, assainissement et hygiène, nutrition, santé et éducation) ? Ces interventions sont-elles durables ?

CONSTATATION 12 : Les responsables de GoLD, des CT ainsi que les organisations partenaires du projet ont constaté des progrès dans la qualité des services locaux, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé, dans une moindre mesure dans le secteur de l'eau et de la nutrition.

AUGMENTATION DES DÉPENSES DANS LES SECTEURS CLÉS

Les autorités municipales ont souligné l'augmentation des investissements dans les secteurs de l'éducation et de la santé, notamment la construction de salles de classe, de collèges, de maternités et de logements pour les sage-femmes et les infirmières en chef. Selon les données collectées par GoLD entre 2017 et 2020, 11 des 15 CT ont augmenté de 32 % leurs dépenses liées à la santé, à l'éducation et à d'autres secteurs clés. Cette augmentation a connu une variation selon les régions : Kolda, Kédougou et Sédhiou ont respectivement enregistré des augmentations de 211 millions, 89,6 millions et 106 millions de FCFA, tandis que Tambacounda a réduit ses dépenses de 135 millions de FCFA.³

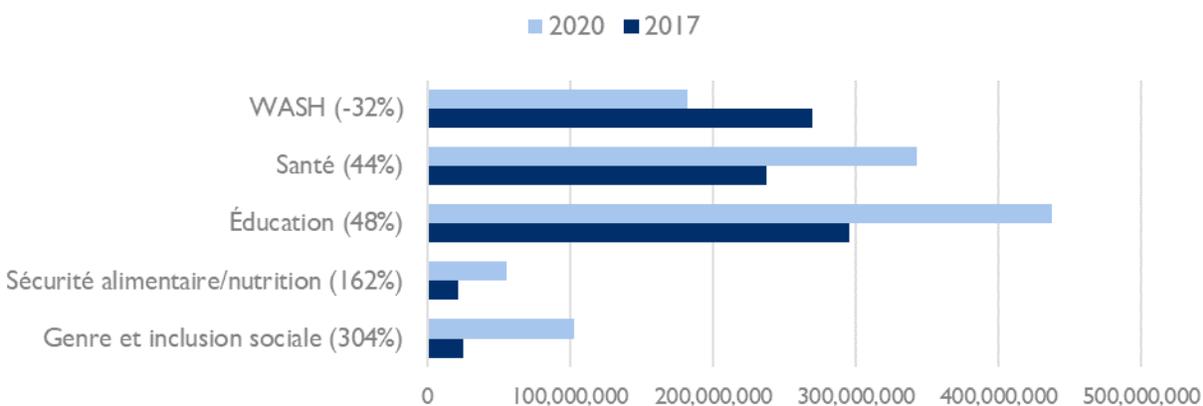
« Je dirais que l'impact le plus important de GoLD au niveau municipal est celui des puits. J'ai vu l'école primaire, le bâtiment n'était pas aussi durable. Mais le puits était toujours là. Nous y avons consacré beaucoup d'efforts et j'étais toujours là à travailler avec les gars. Nous organisons des réunions pour voir quelle méthode était utilisée, etc.. » — Acteur communal, entretien, région de Sédhiou

Les parties prenantes interrogées au niveau local ont perçu une augmentation des investissements dans les domaines de la santé et l'éducation, mais moins pour l'eau et pour la nutrition. Cette tendance est confirmée par les données collectées par le projet avec une augmentation respective de 44 et 48 % pour les dépenses en santé et en éducation et une baisse des dépenses en matière d'eau, assainissement et hygiène (voir Figure 3). Cependant, les dépenses pour la sécurité alimentaire et la nutrition ont considérablement augmenté, passant de 3 % du budget global du secteur en 2017 à 5 % en 2020. Les montants relativement modestes pourraient être difficiles à percevoir par les acteurs communautaires. Le coaching et l'appui de GoLD ont permis à certaines collectivités locales (Kolda, Kédougou,

³ Les acteurs locaux ont fait état d'une augmentation des dépenses pour Tambacounda dans un passé récent (2021-2022), bien que les données montrent qu'il y a eu un réalignement des priorités en matière de dépenses au cours des premières années du GoLD, ce qui s'est traduit par une réduction des dépenses dans des secteurs clés.

Tambacounda, etc.) de remplir les Conditions Minimales Obligatoires (CMO) ainsi que les indicateurs de performance. Pour bénéficier des fonds du PACASEN visant à soutenir l'opérationnalisation de l'Acte III de la décentralisation, les CT doivent remplir certains critères parmi lesquels les CMO qui constituent huit conditions d'éligibilité. En effet, le respect des conditions d'éligibilité permet aux collectivités locales de bénéficier de financements et de ressources supplémentaires. C'est dans ce sens que la commune de Tambacounda a réalisé un bénéfice de 800 millions de FCFA en 2022-2023 en remplissant ces conditions. Plusieurs CT (Kolda, Tambacounda, Kédougou et Sédhiou) ont reconnu que l'appui de GOLD leur a permis de respecter la date limite de transmission de leur budget et de leur Plan Annuel d'Investissement (PAI) - au plus tard le 31 décembre de l'année N-1, ce qui leur a valu de bénéficier de financements supplémentaires.

Figure 3 : Investissements sectoriels, 2017-2020 (en FCFA)



La plupart des autorités locales et les acteurs communautaires ont déclaré que les services ont connu des améliorations grâce à l'accroissement des financements, qu'ils ont souvent attribué aux interventions de GoLD sans disposer de données financières spécifiques pour étayer leurs points de vue. Ces améliorations se traduisent par la disponibilité des infrastructures de meilleure qualité, de meilleurs services et/ou une plus grande disponibilité des services. Dans le cadre du projet, l'augmentation des investissements dans les secteurs clés (santé, éducation, WASH et nutrition) ayant permis d'améliorer les installations hospitalières, les bâtiments scolaires et d'augmenter le nombre de forages dans les communautés, a été rendue possible par la capacité des CT à mobiliser davantage de revenus propres et à obtenir des subventions provenant de partenaires, y compris l'accès au financement du PACASEN. Bien que les critères d'éligibilité au PACASEN aient été déterminés par le GdS, les collectivités territoriales n'étaient éligibles que si elles amélioraient leurs recettes locales et remplissaient les conditions spécifiques en matière de bonne gouvernance et de collecte des recettes.

Les communautés et les responsables des CT ont estimé que les efforts déployés par GoLD ont contribué à l'obtention de ces fonds supplémentaires, qui ont facilités les interventions de développement et améliorés leur vie de tous les jours.

« Ce sont les mesures du PACASEN. Avant si je prends le vote du budget, une condition obligatoire c'était de voter le budget avant le 31 décembre. Avant, on avait des problèmes à le réussir. Mais c'est GoLD qui nous a accompagnés rapidement, à travers une procédure de budget participatif, de voter le budget avant le 31 décembre. Et depuis on respecte ce processus-là. » — Acteur municipal, Entretien, Région de Tambacounda

« C'est ça que je retiens le plus important, qu'ils nous ont accompagnés dans la mobilisation des ressources ou dans le cadre du PACASEN pour nous permettre de réussir notre évaluation en fin d'année. C'est vrai qu'ils sont venus en 2020, et on était avec le PACASEN depuis 2018. 2018, 2019 jusqu'en 2020 on a eu souvent des difficultés pour valider les items sur la mobilisation des ressources. Et quand GoLD est venu, j'ai constaté que là facilement on validait la chaîne là. Et donc ça il faut le dire, c'est relié en tout cas c'est pourquoi on avait justement sollicité GoLD. » —

Acteur municipal, Entretien, Région de Kolda

Les initiatives de GoLD visant à soutenir le renforcement des capacités sur les rôles et les responsabilités, à organiser les CVA et les forums de quartier, ainsi qu'à promouvoir l'adoption de la budgétisation participative ont contribué à l'atteinte des objectifs du projet. Les sessions de formation destinées aux autorités et commissions municipales, aux comités de développement local et aux acteurs communautaires ont aidé les CT à planifier les investissements éducatifs tels que la fourniture de matériel scolaire (kits scolaires, intrants), la construction de murs de clôture, l'approvisionnement en eau et en électricité dans les écoles. Des campagnes de sensibilisation ont été également menées pour faciliter l'enregistrement des enfants à l'état civil, assurant ainsi leur inscription à l'école.

Cependant, bien que des améliorations aient été apportées aux services, des facteurs contextuels ont empêché certaines CT d'atteindre leurs objectifs en matière de prestation de services. Dans certaines localités, les acteurs communautaires ont mis en évidence des défis persistants tels que l'accès à l'eau pour les communautés, l'installation de sanitaires pour les filles dans les écoles, la difficulté d'occuper certaines écoles pendant les périodes de forte chaleur. Les services nécessitant plus de technicité, comme ceux liés aux améliorations hydrologiques (forages, puits, etc.) ont été plus difficiles à mettre en œuvre et à gérer au niveau local par les CT. En effet, certains acteurs institutionnels ont indiqué que les défaillances des forages et les problèmes d'approvisionnement en eau constituaient des obstacles à l'amélioration de ces investissements.

« Je reviens sur l'eau, nous n'avons pas d'eau dans le quartier et nous demandons de l'aide, nous nous levons à 5h pour avoir de l'eau et à 8h on n'a plus une goutte d'eau, nous évoluons dans le marâchage qui nous rapporte de l'argent et nous consommons aussi ce que nous cultivons. » —

Femme acteur communautaire, FG, Kothiary, région de Tambacounda

Malgré l'augmentation des recettes, certaines CT n'ont toujours pas réussi à équilibrer leur budget entre les recettes et les dépenses, ce qui a conduit au sous-financement de secteurs clés. Enfin, certaines municipalités ont noté que les budgets de fonctionnement (par exemple, le personnel) dépassaient de loin le budget d'investissement (par exemple, les infrastructures).

CONSTATATION 13 : Les acteurs institutionnels interrogés n'ont pas souligné l'existence d'une stratégie clairement définie et mise en œuvre de manière efficace pour assurer la durabilité des actions et des outils mis en place par GoLD après la clôture du programme.

Bien que le staff de GoLD et ses partenaires aient mis l'accent sur le potentiel de durabilité, tout au long de la durée du programme, il n'était pas évident de savoir comment la communauté pourrait s'approprier les acquis et résultats du projet, compte tenu des capacités opérationnelles dans de nombreuses CT. Dans certaines CT, les acteurs communautaires ont indiqué que GoLD avait facilité leur participation aux activités, mais ils se demandaient si celle-ci se poursuivrait au-delà de la fin du

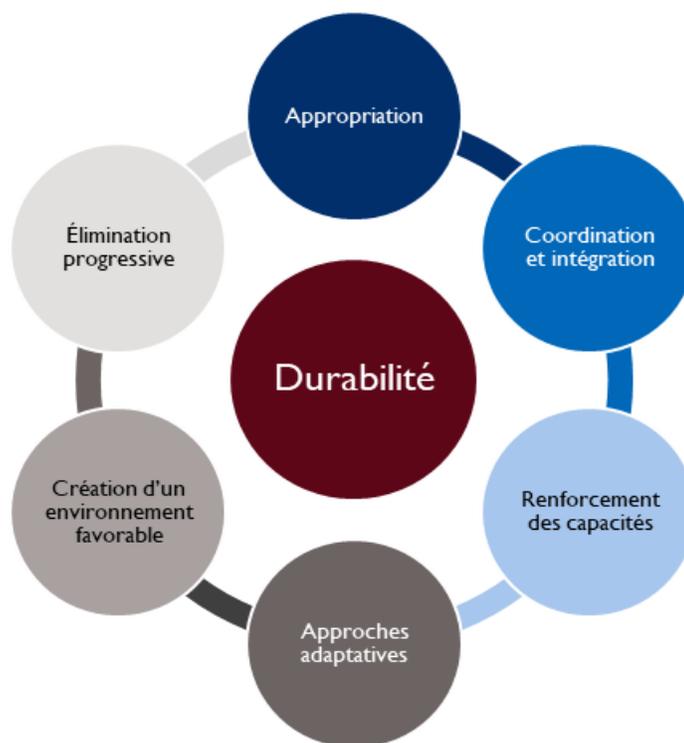
projet. Cependant, GoLD s'est efforcé de favoriser l'appropriation par les communautés des améliorations apportées.

« Par exemple une action importante que nous avons eu également est "Faciliter les transitions politiques", c'est-à-dire vous savez s'il y a des élections locales, souvent ce qui se passe c'est que quand il y a des nouvelles équipes municipales qui arrivent en place eh bien on repart à zéro ce qui pose la question sur la durabilité, et donc il se posait la question est-ce que tout ce que Gold avait fait avec les équipes municipales, qu'est-ce qui se passe lorsqu'il y'a une nouvelle élection et qu'une nouvelle équipe arrive en place ? » — **Acteur de l'USAID, entretien, Dakar**

Malgré la mise en place d'un plan initial de durabilité par GoLD (voir Figure 4), certains éléments de ce plan ont eu moins de succès que d'autres, en raison de problèmes contextuels et programmatiques. D'une part, la pandémie de COVID 19 a obligé GoLD à ajuster certaines activités pour répondre aux besoins spécifiques des communautés en matière d'éducation et de services de santé au cours de l'épidémie. Cela a naturellement réduit l'intérêt accordé aux autres volets du projet durant cette période.

Par ailleurs, les approches de GoLD en matière de durabilité se sont largement concentrées sur l'autonomisation des acteurs locaux et la sensibilisation des membres des CT et des acteurs communautaires eux-mêmes. Cela a sans doute eu des incidences négatives sur les objectifs de durabilité, car le GdS et les acteurs de la décentralisation, dont l'adhésion était nécessaire pour soutenir les efforts, en particulier l'ARD, n'ont pas été suffisamment mis en avant ou ciblés. Un certain nombre d'acteurs institutionnels se sont également inquiétés du manque de capacités techniques et de programmation de l'ARD pour poursuivre les activités. L'ARD est une agence gouvernementale préexistante issue d'un programme de financement de la Banque mondiale de 1998 et elle vise à renforcer la gouvernance locale. GoLD a déployé des efforts considérables pour développer une approche synergique entre l'ARD, les services décentralisés de l'État, les CT et les membres de son consortium. En d'autres termes, cela signifie que les ACT ont agi à la fois comme des facilitateurs communautaires et des points d'appui entre les différents échelons de gouvernance et les différents ministères techniques, un rôle qui avait été assigné à l'origine à l'ARD. Les acteurs institutionnels, à tous les niveaux de gouvernance, se sont demandés si l'ARD pouvait jouer ce rôle de manière indépendante, sans l'appui de GoLD.

Figure 4 : Plan de durabilité de GoLD



QE 4 : PARTICIPATION DES CITOYENS ET TRANSPARENCE

Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils amélioré de manière pertinente et efficace la participation des citoyens et la transparence dans la prestation de services ?

CONSTATATION 14 : Les acteurs institutionnels, communautaires et des collectivités territoriales ont affirmé que le CVA a contribué à renforcer la participation citoyenne conduisant ainsi à une plus grande transparence et une confiance accrue des citoyens dans les actions de gouvernance locale.

Les acteurs institutionnels ont indiqué que le CVA a contribué à renforcer la participation des citoyens à la gestion et à la supervision des affaires et des ressources de la CT. Cela a également permis de renforcer l'inclusion sociale des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap, ainsi que la qualité des principaux services publics. C'est le cas des acteurs institutionnels de Sédhiou qui ont déclaré avoir tiré profit de l'organisation de CVA pour évaluer les dépenses de santé et d'éducation.

« Il y a aussi les CVA, un outil qui permet cette inclusion sociale. Le projet s'est appuyé sur les leaders communautaires qu'on appelle les nouveaux influenceurs pour aider à asseoir la stratégie, chacun s'est senti impliqué et ça été un succès pour Bagadadji. C'est pour cela que je disais que le CVA est un outil qui profite à la communauté, c'est une bonne façon d'agir pour la communauté parce qu'il y a des espaces où les élus peuvent engager des organisations responsables dans l'espace municipal. » — ARD, Entretien, Région de Kolda

Par ailleurs, les autorités locales et les membres des commissions ont indiqué que le CVA avait renforcé la transparence et l'adhésion des citoyens aux actions des CT, ce qui a permis de conforter leur participation et de créer un cercle vertueux. Le CVA a permis aux autorités et institutions décentralisées de renforcer la participation des citoyens à la gestion des affaires des CT en privilégiant la consultation et la collaboration (voir Tableau 4). En effet, la participation citoyenne va au-delà de simples échanges d'informations avec les autorités des CT et a permis aux deux entités de s'influencer mutuellement dans les décisions prises dans la gouvernance locale. À Bounkiling, par exemple, la création du CVA a donné à la communauté l'occasion d'exprimer son besoin de rénover la maternité de l'hôpital. Le CVA a permis à la municipalité de Tambacounda d'utiliser un mécanisme unique pour échanger et partager des informations, rendre compte à la communauté et promouvoir l'engagement des citoyens. Les acteurs municipaux de Kolda ont déclaré avoir utilisé le CVA pour mettre en œuvre les décisions relatives aux dépenses de développement, notamment en préconisant des préférences au sein des comités locaux et en travaillant avec les organisations de parents d'élèves et d'autres groupes dirigés par la communauté.

Tableau 4 : Exemples de niveaux de participation des citoyens dans le projet GoLD

NIVEAU ET DESCRIPTION	TECHNIQUES	EXEMPLE PROVENANT DE GOLD	PREVALENCE DANS GOLD ⁴
Informations Communication à sens unique, pas d'influence publique	Transmettre l'information	Des brochures ont été créées pour informer les citoyens sur les principales dépenses sectorielles dans toutes les régions d'intervention.	 Haute
Consultation Communication à double sens, influence limitée du public	Demander et écouter le public, prendre en compte sa voix dans la prise de décision.	Presque toutes les CT ont organisé des consultations spécialisées pour les investissements proposés dans les secteurs clés et les populations marginalisées ont été spécifiquement incluses (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap).	 Modérée
Collaboration Dialogue, influence publique modérée	Organiser des événements, répartir les tâches et prendre des décisions ensemble.	Presque toutes les CT examinées disposaient de forums facilités par l'ACT par l'intermédiaire des CVA ou d'autres commissions locales inclusives.	 Modérée
Autonomisation Dialogue et contrôle public total	Organiser des événements pour les citoyens, leur donner le plein pouvoir de décision et mettre en œuvre ce qu'ils ont décidé.	La CT de Bounkiling a créé une proposition citoyenne pour une maternité, une option qui n'avait pas été discutée auparavant par les dirigeants de la CT.	 Faible

Dans la CT de Tambacounda, par exemple, les acteurs municipaux ont noté une forte présence de la communauté lors des réunions d'élaboration du budget. De plus, les acteurs de la CT de Salémata ont révélé l'existence de groupes de plaidoyer pour le contrôle des normes d'infrastructure, démontrant ainsi que les élus locaux impliquent désormais la communauté dans leur gestion.

« Lors de la restitution, il y a beaucoup de représentants : le préfet, le maire, le personnel, le MCD [médecin-chef de district]. Au moment de la restitution, un plan d'action est élaboré - un plan d'action d'engagement communautaire pour toutes les activités prioritaires du centre de santé. Pour chaque activité, la personne responsable est identifiée. Soit c'est le CDS, soit c'est le maire, soit c'est le MCD, soit des partenaires comme le conseil départemental ou autres. » — Entretien avec le Conseil départemental de la région de Tambacounda (Koumpentoum)

Par ailleurs, GoLD jouissait d'une forte notoriété auprès des acteurs communautaires - les participants aux FG connaissaient bien les activités de GoLD et avaient pour la plupart une opinion très positive du programme, en particulier de la formation, de la budgétisation participative et du CVA. Peu d'entre eux

⁴ Comptabilisé par le nombre discret de mentions dans les entretiens qualitatifs et les groupes de discussion. Élevé indique que 40 % ou plus des CT ont mentionné le type de communication, Modéré indique qu'entre 20 et 40 % des CT l'ont mentionné, et Faible indique que moins de 10 % des CT de l'échantillon qualitatif l'ont mentionné.

ont cité le CVA par son nom, mais beaucoup ont été capables de décrire les actions mises en place grâce au processus du CVA. Ils avaient souvent une bonne idée de ce que cela signifiait en termes de compréhension de la manière dont les services locaux devraient fonctionner.

« Avant toutes rencontres, il y a au préalable une réunion d'informations. Ils nous informent des activités à venir sur la santé et l'éducation ... Qu'est-ce qu'il a besoin de faire pour l'amélioration des conditions des jeunes au niveau des quartiers et des zones. Nous nous rencontrons au niveau du quartier et identifions les besoins des enfants et des jeunes. Ensuite les différentes demandes sont affichées, étudiées ensemble. Finalement les choix de la majorité l'emportent. Après ces besoins sont appliqués. Ils ont fait beaucoup d'activités, ils ont été satisfaits. » — Acteur communautaire, FG, région de Sédhiou

CONSTATATION 15 : Les parties prenantes ont indiqué que le budget participatif a favorisé l'adhésion et l'engagement des membres de la communauté dans la gestion et la supervision des ressources de la CT.

De nombreuses autorités locales interrogées ont souligné que le renforcement de capacités et la mise en œuvre du processus de budgétisation participative ont favorisé une meilleure appréciation de la gestion des ressources par les communautés. Cela a aidé les municipalités à améliorer leurs performances et à remplir les conditions d'éligibilité à certains revenus supplémentaires et à certains programmes de soutien qui transmettent des fonds du niveau central aux CT.

La transparence étant une question importante, les autorités locales ont indiqué qu'elles avaient l'impression que le processus de budgétisation participative leur conférait une plus grande crédibilité auprès de la communauté.

« Aujourd'hui pour le vote du budget participatif nous le faisons en plein air à la mairie, nous montons des tentes pour cela et tout le monde vient, les populations viennent s'imprégner de la situation et poser leurs questions, pour ceux qui n'ont pas pu venir comme c'est retransmis en direct à la radio, les gens peuvent appeler et intervenir. » — Acteur municipal, Salémata CT

« Lorsque les gens savaient comment leur argent allait être dépensé, ils étaient plus motivés. Nous avons établi des rapports budgétaires et invité tous les groupes pour leur expliquer ce qui avait été fait avec GoLD. Tout le monde a été invité, même pour les orientations budgétaires, à dire comment l'argent sera dépensé. Ils sont donc motivés parce qu'ils savent que ce n'est pas le maire qui détourne l'argent. » — Équipe municipale, entretien, Bagadadji, région de Kolda

Les acteurs communautaires ont positivement apprécié la budgétisation participative qui leur a permis d'avoir voix au chapitre dans la gouvernance locale. Ils ont également déclaré que cette approche participative a contribué à une meilleure compréhension du budget municipal ainsi que la clé de répartition des dépenses. Ils ont souvent mentionné le rôle de GoLD dans le soutien au budget participatif.

« Ici, nous privilégions le budget participatif. Avant le vote du budget, des réunions sont organisées. L'ensemble de la population participe à des réunions de quartier organisées par les délégués de quartier. Tous les besoins y sont exprimés, y compris ceux liés à l'éducation, à la santé, au développement, etc. La population est interrogée sur toutes ces questions communautaires. Toutes

ces informations sont prises en compte lors du vote du budget. » — **FG avec des femmes dans la commune de Kédougou, région de Kédougou**

« Il y a un sérieux problème de partage d'information entre les conseillers et la population. Mais heureusement, Gold nous a conseillés et orientés sur comment nous organiser et présenter nos doléances à la collectivité. » — **Représentant du GCE, entretien, Diannah Malary, région de Sédhiou**

CONSTATATION 16 : Les autorités municipales ont mieux expliqué les avantages de l'EDIC en tant qu'outil de gouvernance que les acteurs communautaires, révélant ainsi un écart dans la compréhension et l'adhésion de la communauté.

Les autorités municipales ont affirmé que les Espaces de dialogue et d'interpellation citoyenne (EDIC) sont nécessaires car pouvant favoriser la promotion de la responsabilité sociale et de la transparence tout en suscitant la participation de la communauté à la gouvernance locale. Cependant, leur mise en œuvre n'a pas connu de régularité dans de nombreuses CT visitées. Les autorités municipales de Tambacounda ont décrit les EDIC comme des espaces d'échanges et de communication avec les communautés, prouvant ainsi que la population est dépositaire du pouvoir local et non le maire. De nombreuses municipalités ont adopté l'EDIC grâce à l'appui de GoLD, ce qui leur a permis de renforcer leur légitimité dans la gestion locale à l'image de la commune de Salémata. De plus, la mise en œuvre des EDIC a permis de rassembler les cadres de concertation locaux existants dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH).

« La journée d'interpellation citoyenne EDIC, nous l'organisons chaque année maintenant, nous ne la connaissions pas [auparavant]. C'est GoLD qui nous a appris, nous sommes maintenant habitués à voter le budget à temps, à présenter le compte administratif à temps, et tout cela grâce à la formation de GoLD. » — **Maire, entretien, Salémata, région de Kédougou**

Peu d'acteurs communautaires ont cité le terme « EDIC », même s'ils connaissaient l'outil, car ils ont généralement apprécié la transparence que GoLD a permis d'instaurer. Les acteurs communautaires de deux communautés ont cité EDIC par son nom, soulignant sa contribution à la transparence parce qu'il permettait à la municipalité de rendre compte à la communauté. Par exemple, les jeunes participants au FG de Dialocoto (région de Tambacounda) ont expliqué comment l'EDIC a aidé les gens à comprendre que ce qu'ils croyaient être en train de se passer différait de la réalité, ce qui, selon eux, a permis à l'équipe du maire de « pousser un grand soupir de soulagement. » Certains ont exprimé des inquiétudes quant à la durabilité, la liant directement à la volonté de la municipalité de continuer.

« Ah, cela dépend de la volonté de la municipalité, si tout le monde pense que c'est une bonne chose, je pense que cela devrait continuer. Vous savez il y a 10 quartiers dans la commune - s'ils vont dans chaque quartier pour écouter les préoccupations des populations, peut-être qu'ils ne pourront pas les résoudre toutes mais le fait de les connaître et de chercher à en résoudre certaines est la meilleure façon de faire. » — **Représentant du CDS, entretien, Koumpentoum (région de Tambacounda)**

Cela illustre la nécessité d'obtenir l'adhésion de la communauté pour que les acquis de GoLD soient plus durables à long terme. Cela implique également le fait que la commune doit parvenir à cette conclusion indépendamment du projet.

CONSTATATION 17 : Certains acteurs de la CT ont utilisé l'outil BBGI et ont mentionné son efficacité dans l'évaluation de leur niveau de référence.

Les acteurs locaux interrogés sur l'outil BBGI - un outil conçu par GoLD pour mesurer la responsabilité sociale et la performance de la CT en matière de planification du développement - ont estimé que l'instrument était efficace et permettait de créer une base de référence, de fixer des objectifs, de remplir des conditions d'efficacité pour être éligible à certains programmes, et ainsi d'améliorer la gouvernance et le financement de la CT. En mettant en place le BBGI, GoLD a permis à certaines municipalités d'établir leurs situations de référence, comme dans la commune de Bourouco à Kolda, d'atteindre les conditions minimales obligatoires et les indicateurs de performance (Tambacounda) pour être éligibles au financement du PACASEN, et de se positionner auprès des citoyens comme des praticiens de la bonne gouvernance. Bien que la plupart des ACT interrogés aient parlé de la nécessité d'un tel outil dans leurs CT, ils ont été moins nombreux à l'utiliser qu'ils ne l'auraient souhaité. De plus, de nombreuses autorités municipales ont évoqué des dysfonctionnements dans l'utilisation du BBGI, notamment des employés qui ont été formés et qui sont partis, comme dans le cas de Diaobe, ou qui se sont sentis déconnectés de l'outil parce qu'il n'était utilisé que par certains acteurs municipaux (par exemple, le maire) et n'était pas nécessairement connu par d'autres. Bien qu'ils aient apprécié les capacités d'évaluation, elles nécessitaient une formation et du temps, et les autres acteurs municipaux ne savaient pas toujours comment utiliser l'outil BBGI pour faire progresser la gouvernance locale.

QE 5. ÉGALITE DES GENRES ET INCLUSION SOCIALE (GESI)

Comment les interventions de GoLD ont-elles favorisé des conditions propices à l'égalité des genres, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion sociale dans la prestation de services et la gouvernance locale ?

CONSTATATION 18 : Les acteurs communautaires et municipaux ont noté que les activités du GoLD ont amélioré la participation des femmes dans la gestion des CT. Cependant, le contexte socioculturel sénégalais a limité leur implication.

PARTICIPATION DES FEMMES

Les acteurs communautaires se sont montrés très élogieux à l'égard des efforts déployés par GoLD pour promouvoir la participation des femmes et ont souvent reconnu que le projet avait modifié la façon dont les autorités locales percevaient la participation, l'action et le leadership des femmes. Les participantes aux groupes de discussion et les représentants du CDS, du CPF et du CGE interrogés se sont déclarés satisfaits des rôles de leadership que les femmes ont été en mesure d'assumer grâce à ce jet, tout en soulignant les défis qui restent à relever. Parmi ces rôles, on peut citer la gestion de comités communautaires, l'exercice de fonctions plus significatives à des postes de responsabilité au sein du gouvernement et la gestion d'organisations de responsabilité sociale au sein de leurs communautés.

GoLD a utilisé le renforcement des capacités et la formation à la gouvernance locale et à la participation citoyenne pour encourager les femmes et promouvoir leur leadership malgré les contraintes sociales dans les régions. Ces contraintes, plus importantes dans les zones rurales, empêchaient les femmes d'exercer leur pleine autonomie sans l'approbation de leurs homologues masculins ou les empêchaient

de participer à des communautés ou à des activités en dehors des domaines domestiques de l'éducation des enfants ou de la gestion du foyer.

« À mon avis, la meilleure activité que GoLD ait menée ici est WOMAN LEADER. Avant cette formation, nous, les femmes, étions marginalisées, nous avons peur de nous montrer. Mais maintenant, avec cette formation WOMEN LEADERS, nous n'avons plus peur de nous imposer. »

— Femme acteur communautaire, FG, Salémata, région de Kédougou

« Je suis conseillère à la mairie et il n'est jamais arrivé qu'une femme dirige une commission, mais depuis l'arrivée de GoLD, je dirige la commission agriculture en tant que présidente et c'est la première fois qu'un tel poste est entre les mains d'une femme. Ceci grâce à GoLD qui nous a convaincu que notre place n'était pas derrière les hommes mais plutôt à côté d'eux. »

— Femme acteur communautaire, FG, Koumpentoum, région de Tambacounda

Lors des discussions de groupe, certains acteurs communautaires féminins ont affirmé ne pas être au courant des possibilités qui leur étaient offertes. Les femmes se sont inquiétées des préjugés culturels et religieux, notamment de la tendance des hommes à se faire entendre plus que les femmes ou à prendre des décisions sans tenir compte de l'avis des femmes. Les contraintes à la participation comprennent la difficulté pour la plupart des femmes de s'engager dans des activités communautaires sans la permission de leur mari, l'analphabétisme, le manque de formation et l'hésitation des femmes à s'engager ou à s'exprimer publiquement. Ces préjugés sont nés à la fois de l'héritage historique de la participation des femmes aux travaux domestiques, ainsi que des connotations religieuses du rôle des femmes dans les familles musulmanes et de la nécessité pour les femmes de servir les hommes et de gérer les ménages.

« En ce qui concerne le budget, je dirais que nous ne sommes pas impliquées, peut-être [seulement] celles qui font partie de la mairie ou du conseil. D'un autre côté, nous ne sommes jamais informées si nous n'en faisons pas partie, et je ne sais vraiment pas comment se déroule le vote. »

— Femme acteur communautaire, FG, Koumpentoum, région de Tambacounda

CONSTATATION 19 : Les entretiens avec les commissions municipales et les jeunes ont révélé une implication limitée des jeunes dans la gestion des CT, à l'exception de quelques activités spécifiques (le recensement des contribuables, le budget participatif et l'organisation des audiences foraines), et peu d'opportunités de leadership.

PARTICIPATION DES JEUNES

Les jeunes avaient pour la plupart une opinion positive de leur participation, avec un petit groupe disant qu'ils n'étaient pas du tout informés ou impliqués. Plusieurs ont noté que leur participation était limitée à des activités spécifiques, telles que le recensement des contribuables et le budget participatif, et qu'ils étaient généralement contactés par l'intermédiaire d'entités déjà constituées, telles que l'association sportive et culturelle locale (ASC) ou le conseil municipal de la jeunesse. Ils sont beaucoup plus pessimistes quant à leur capacité à influencer la prise de décision ou à obtenir des postes de responsabilité, citant le manque de confiance et de motivation comme des contraintes. Culturellement, on fait moins confiance aux jeunes pour occuper des postes de responsabilité ou pour s'exprimer dans le processus décisionnel de la communauté parce qu'ils sont perçus comme manquant d'expérience. Les aînés ont également l'impression que les jeunes doivent « attendre leur tour » pour occuper des postes

de responsabilité au sein de la communauté. La Figure 5 décrit l'éventail des points de vue exprimés par les participants.

Figure 5 : Diversité des points de vue des jeunes sur leur participation

		
<p>MAJORITAIREMENT POSITIVE</p> <p>Je pense que l'implication des jeunes dans la gestion a été remarquable. Certains ont suivi une formation sur le plaidoyer avec GoLD. D'ailleurs, c'est grâce au plaidoyer qu'un projet est venu réparer un des forages qui fonctionnait mal, en l'occurrence celui du village de Wassadou. Dans les zones où il y a de l'eau, les jeunes ont investi dans le maraîchage. — Jeune acteur communautaire, FG, Diacototo, région de Tambacounda</p>	<p>MIXTE</p> <p>Je dirais que la mairie fait de son mieux pour attirer le plus de jeunes possibles et les impliquer dans ses projets. Cependant, je trouve qu'il y a un certain manque de motivation chez certains jeunes. Et comme je l'ai dit précédemment, il y a un manque de communication entre la mairie et les jeunes. — Jeune acteur communautaire, FG, Commune de Tambacounda, Région de Tambacounda</p>	<p>MAJORITAIREMENT NÉGATIVE</p> <p>Aucun jeune ne participe à l'élaboration du budget. En ce qui concerne les jeunes maintenant, nous ne sommes pas invités à participer à cette budgétisation. — Acteur communautaire, FG, Bembou, région de Kédougou</p>

CONSTATATION 20 : Les PVH ont reconnu que le programme GoLD avait fourni des efforts pour les inclure dans les organes de décision et leur permettre de participer et d'exprimer leurs opinions sur la gestion des CT, mais elles n'ont pas encore accédé à des postes de direction.

Les PVH ont des avis mitigés sur leur participation accrue, et très peu d'entre eux ont fait état d'une plus grande capacité à influencer les décisions. Dans certains cas, elles ont observé des progrès dans leur participation aux réunions communautaires, y compris au processus de budgétisation participative. Elles ont fait remarquer qu'elles ne se sentaient pas représentées au sein de la municipalité, que ce soit au niveau du personnel ou des postes de responsabilité, ce qui, selon elles, facilite la non-prise en compte de leurs besoins. Cela peut être dû à des facteurs culturels qui limitent leur participation. Dans les zones rurales, les communautés et les dirigeants considèrent que les PVH sont moins capables de participer aux processus décisionnels ou qu'elles ont des intérêts particuliers qui ne s'appliquent pas à la plupart des membres de la communauté.

« Il y a des changements parce que lorsque les municipalités ont des activités, elles appellent les personnes handicapées pour obtenir leur avis. Mais en ce qui concerne le recrutement, il n'y a pas encore de changement. Ils n'ont pas encore recruté de personnes handicapées qui puissent nous représenter dans la commune. C'est maintenant que les choses ont commencé à changer grâce à

GoLD. GoLD nous a permis d'avoir maintenant des conseillers qui nous représentent à la CT. » — **Acteur communautaire PVH, FG, municipalité de Kolda, région de Kolda**

« Nous avons rencontré le maire, mais il ne nous a donné qu'une réponse négative en tant qu'autorité locale principale. Il nous a mis en contact avec son secrétaire municipal. Ce dernier nous dit à chaque fois que le Maire n'est pas disponible, parfois il nous dit que le Maire a voyagé. Le Maire n'a jamais satisfait les demandes des PVH. Lors du budget participatif, nous avons pris la parole et nous avons exposé tous les maux dont souffrent les PVH. C'était en 2020. Il a dit devant tout le monde que les PVH seront prises en compte dans le budget 2020, malheureusement ce n'est pas le cas. » — **Acteur communautaire PVH, FG, Koumpentoum, région de Tambacounda**

CONCLUSIONS

CONCLUSION 1 : De nombreuses améliorations réelles et significatives ont été apportées à la gouvernance locale, notamment en ce qui concerne la compréhension par les citoyens des processus de gouvernance locale et de l'allocation des ressources pour les services d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement.

Les dirigeants de GoLD, les représentants du GdS et les acteurs communautaires ont tous convenu qu'il y avait eu des changements positifs significatifs au cours de l'intervention de GoLD, tant au niveau de la compréhension par les citoyens de leurs rôles et responsabilités qu'au niveau du rôle de la CT (et de ses acteurs associés) dans le processus de gouvernance locale. Cela a été particulièrement important pour comprendre, gérer et fournir un soutien budgétaire pour les ressources décentralisées clés dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement dans les quatre régions d'intervention. Dans presque toutes les CT, les acteurs communautaires ont déclaré être mieux informés sur ces processus, ce qui a conduit à d'autres formes d'engagement telles que la participation au CVA et l'exposition répétée à des campagnes de sensibilisation. De solides indicateurs quantitatifs de changement dans l'ensemble des données recueillies par le programme GoLD illustrent l'augmentation de la collecte des impôts et des dépenses sectorielles dans la quasi-totalité des collectivités territoriales étudiées, démontrant une relation corollaire entre les perceptions qualitatives de la participation citoyenne et les changements réels et mesurables.

CONCLUSION 2 : Les outils de gouvernance initiés par GoLD sont utilisés dans les CT, y compris le budget participatif, ce qui a conduit à une plus grande adhésion de la part des communautés.

Alors que le programme GoLD a utilisé une variété d'outils et d'approches de gouvernance dans les CT, seuls deux ont été signalés comme ayant un degré élevé de réussite. Il s'agit de l'approche du budget participatif et des forums de sensibilisation des communautés par l'intermédiaire du CVA. Dans de nombreuses CT des quatre régions, les acteurs communautaires et les autorités municipales ont parlé du processus de budgétisation participative, notamment des multiples réunions de consultation, des décisions prises par la communauté à la suite du processus et de la hiérarchisation des investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement.

Le processus global a permis une plus grande adhésion de la communauté tout au long du cycle fiscal, car les citoyens ont pu plus facilement obtenir des informations sur la collecte et les recettes auprès des autorités locales, ont eu la possibilité d'exprimer leurs opinions sur la manière dont les taxes collectées devraient être réparties dans la communauté et sur leurs besoins, et ont pu contrôler les dépenses et les flux d'informations. Le CVA a complété le processus de budgétisation participative en offrant aux citoyens un lieu où s'organiser, exprimer leurs opinions et, pour les populations marginalisées, être présentes, s'exprimer et même occuper des postes de responsabilité.

Les acteurs de la CT ont déclaré avoir utilisé d'autres outils et approches de gouvernance, tels que des réunions facilitées entre les différents niveaux de gouvernement, des émissions de radio, des campagnes de sensibilisation, le BBGI et d'autres outils de mesure, mais les membres de la communauté les ont moins utilisés. Cela suggère que ces outils et leur utilisation pourraient être moins durables sans l'adhésion de la communauté. L'adhésion de la communauté était plus évidente dans les processus participatifs, ce qui confirme la littérature académique et les meilleures pratiques en matière de développement.

Le moyen de pérenniser les réalisations de GoLD pourrait résider dans la formation continue, la sensibilisation et l'appropriation des outils par les acteurs ainsi que par les CT.

CONCLUSION 3 : La gouvernance des systèmes fiscaux et des recettes a considérablement amélioré le recouvrement des impôts et des recettes dans les CT où GoLD est intervenu, grâce à l'amélioration des processus, à l'inventaire des assiettes fiscales et aux campagnes d'éducation citoyenne.

La facilitation par le projet GoLD de l'amélioration du système fiscal et des recettes par le biais d'une intervention tripartite - assistance technique et technologique, renforcement des capacités des percepteurs et des gestionnaires fiscaux, et sensibilisation et éducation des communautés - a permis d'améliorer les recettes fiscales des CT dans l'ensemble des quatre régions d'intervention. Selon les données collectées par GoLD, 99 % des CT ont amélioré leurs sources de revenus pour faciliter le financement de secteurs clés grâce à des recettes fiscales supplémentaires et à l'accès à d'autres fonds du gouvernement pour les CT qui ont respecté la responsabilité fiscale minimale et amélioré leurs scores de gouvernance.

Les entretiens sur le terrain ont confirmé les propres conclusions de GoLD, de nombreux acteurs des CT décrivant comment l'assistance technologique et technique a conduit à de nouveaux recensements des ménages et des entreprises dans les CT, ce qui leur a permis de réaliser davantage de recettes fiscales. Les CT et les acteurs institutionnels des services fiscaux ont également déclaré que le renforcement des capacités au niveau local pour les collecteurs d'impôts, le CFL et d'autres entités signifiait que ces systèmes pouvaient fonctionner plus efficacement et éliminer certaines erreurs entraînant la réduction des contributions. Enfin, la sensibilisation des communautés, les campagnes radiophoniques et les activités de sensibilisation ciblées (auprès des vendeurs sur les marchés, par exemple) ont engendré un esprit de coopération et un engagement à payer les impôts de la part des acteurs communautaires, ce qui a permis d'augmenter les recettes.

Les améliorations ont également été confirmées lors de l'examen des documents, où l'équipe a constaté que GoLD soutenait les CT cibles pour améliorer leurs campagnes de sensibilisation des populations et de collecte des impôts. Par exemple, au cours de l'exercice 2021, le programme a collaboré avec les ARD pour organiser des journées de sensibilisation et des opérations de collecte de l'impôt minimum de

4ème catégorie (IMF4) et des taxes municipales dans 29 municipalités partenaires des quatre régions (Rapport annuel, 2021). GoLD a également obtenu des résultats encourageants lors de la phase de test de -Tax dans quatre CT pilotes, avec une amélioration moyenne du recouvrement de 234 % par rapport aux recettes de l'année précédente.

Bien qu'il n'ait pas été possible de désagréger les augmentations par source de financement et d'isoler l'effet du soutien de GoLD sur la mobilisation des recettes par rapport au financement du PACASEN, compte tenu des preuves qualitatives fournies, il est probable que le soutien de GoLD ait affecté les deux, car une mobilisation accrue des recettes était une condition préalable nécessaire au financement du PACASEN.

CONCLUSION 4 : En raison de l'amélioration de la gouvernance dans les CT, des améliorations notables ont été apportées à la prestation de services. Toutefois, ces améliorations sont inégales selon les régions et les secteurs. Les services de santé et d'éducation sont ceux qui ont le plus bénéficié des interventions du programme de GoLD.

Les données collectées sur le terrain, celles issues des indicateurs quantitatifs de suivi et l'examen des documents montrent tous qu'une augmentation substantielle de la mobilisation des impôts locaux a conduit à des investissements plus importants dans l'éducation, la santé et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). De multiples CT ont donné des exemples anecdotiques tels que la rénovation de postes de santé et la prise en charge de ressources humaines à Tambacounda, l'équipement d'écoles élémentaires et un meilleur accès à l'eau potable à Koussanar. Les données quantitatives font état d'une amélioration moyenne significative (34 %) des dépenses sectorielles dans les CT étudiées.

Toutefois, ces investissements ne sont pas similaires dans toutes les CT, certaines régions ayant même réduit leurs dépenses dans des secteurs clés. Certains secteurs ont été moins favorisés que d'autres, notamment les programmes de nutrition par rapport à la santé et à l'éducation. Le lien de causalité établi par les dirigeants communautaires sur la façon dont une plus grande mobilisation des revenus conduirait à davantage d'investissements dans les secteurs clés suggère qu'une mobilisation plus importante des revenus dans les secteurs permet à certaines communautés d'envisager des dépenses dans des catégories sous-financées. Les choix des secteurs et des raisons sont variés et dépendent du contexte. Les acteurs communautaires et municipaux semblent penser que les secteurs de l'éducation et de la santé reçoivent le plus d'investissements parce qu'ils touchent la plus grande partie de la population.

CONCLUSION 5 : Malgré les réalisations de GoLD, les interventions dans les CT ne présentent pas un degré élevé de durabilité sans le soutien et la facilitation de GoLD, en particulier les réalisations liées à la coordination et à la collaboration.

Bien que GoLD ait inclus un plan de durabilité dans le rapport annuel de l'exercice 2017 et qu'il ait mis en œuvre certaines activités de ce plan au fil du temps, comme la suppression progressive du soutien de GoLD tout au long du cycle de vie de l'activité, de graves menaces pèsent toujours sur la longévité des interventions sans ce soutien financier et technique. En particulier, les acteurs des CT et les acteurs institutionnels ont déploré la nécessité du financement et des services des ACT. Bien que les ACT

puissent théoriquement devenir des employés du GdS, de nombreuses municipalités, même urbaines comme Sédhiou, n'avaient pas le budget nécessaire pour le faire.

Si le programme GoLD a permis de renforcer les capacités au niveau des CT, dans certains cas, ces capacités ont été perdues lorsque les personnes qui avaient été employées par les interventions de GoLD ou en avaient bénéficié sont parties travailler ailleurs, ou lorsque le financement a été épuisé pour mener à bien les projets, comme dans le cas du recensement à Tambacounda. Il était donc difficile d'assurer la viabilité du programme sans un soutien continu et significatif aux ressources humaines.

Les acteurs institutionnels ont exprimé peu de plans concrets pour poursuivre les réunions facilitées par GoLD qui ont favorisé la collaboration et la communication entre les niveaux de gouvernement sans une ressource dédiée pour les diriger. Bien qu'ils se soient félicités de l'aide apportée par ces consultations pour résoudre les problèmes techniques et de communication, ils ne les considèrent pas comme des activités qu'ils pourraient s'approprier.

CONCLUSION 6 : Les processus participatifs de budgétisation et la prise en compte de la voix des citoyens ont accru le rôle et la responsabilité des citoyens dans les processus de gouvernance locale ; toutefois, des lacunes subsistent en ce qui concerne la participation des femmes, des jeunes et des PVH.

Lorsque les acteurs communautaires ont été interrogés sur leur capacité à participer, à exprimer leur opinion et à être inclus dans le processus décisionnel de la communauté, ainsi qu'à occuper des postes de responsabilité, les perceptions des interventions de GoLD sur ces dimensions ont présenté une image mitigée.

Certaines opportunités pour les groupes marginalisés ont augmenté dans le cadre de GoLD, en particulier la capacité des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap à participer au processus de budgétisation et aux forums CVA, et à occuper des postes de responsabilité dans certaines associations. Cependant, il existe encore des lacunes dans l'autonomisation globale de ces populations ainsi que des inégalités entre les groupes marginalisés et leur accès à l'autonomisation et aux positions de pouvoir réel.

Ce sont les femmes qui ont le plus bénéficié de l'amplification des effets de la parité au niveau local et des efforts du projet GoLD par l'intermédiaire du FAFS, ce qui leur a permis d'occuper des postes de responsabilité, de mieux se faire entendre et d'être incluses dans le processus de prise de décision de la communauté. En tant que membres de la communauté, elles jouent un rôle central dans les forums d'engagement communautaire (CVA) pour discuter des questions de base, mais leur influence sur les processus de prise de décision doit être renforcée.

Le contexte social de la parité au Sénégal, inscrite dans la Constitution de 2001, a également contribué à amplifier les efforts de GoLD en faveur de l'inclusion des femmes. Même avec ces multiplicateurs, les femmes membres de la communauté ont signalé qu'il y avait encore des lacunes dans la participation en raison de l'analphabétisme et des contraintes sociales sur ce que les femmes seraient autorisées à décider ou à dire. Selon les documents de GoLD, les femmes étaient encore sous-représentées dans les activités de renforcement du leadership au cours des dernières années du programme (environ 30 %, rapport annuel 2021).

Les jeunes et les PVH ont moins bénéficié des initiatives de gouvernance locale participative, ce que les acteurs municipaux attribuent au fait que ces groupes n'ont pas le statut social nécessaire pour exprimer leurs opinions et contribuer de manière significative à la prise de décision locale. Les jeunes peuvent être considérés comme une ressource importante pour l'élargissement de l'assiette fiscale d'une CT, mais s'ils peuvent être la cible d'activités de sensibilisation, ils ne sont pas souvent informés ou inclus dans le processus de prise de décision, et leur statut social ne leur permet pas de se voir confier des responsabilités. Les personnes vivant avec un handicap sont confrontées aux mêmes difficultés, leur statut social les empêchant d'être pleinement intégrées.

RECOMMANDATIONS

Bien que l'équipe d'évaluation n'ait pas eu l'occasion d'organiser l'atelier de recommandations pour une élaboration conjointe avec l'USAID et le partenaire d'exécution avant la rédaction de ce rapport, l'équipe a formulé quelques recommandations basées sur les résultats et les conclusions, qui sont regroupées ci-dessous par acteur.

USAID

L'USAID devrait envisager d'exiger une collecte et un suivi plus complets des données financières, compte tenu des difficultés d'accès à ces données. En travaillant en partenariat avec le GdS et le prochain partenaire d'exécution, l'USAID pourrait exiger la collecte de données fiscales désagrégées plus significatives dans un échantillon plus large, voire dans l'ensemble de la zone d'intervention. Cela permettrait à l'Agence et au partenaire d'exécution d'évaluer de manière plus crédible l'impact des programmes, de créer des partenariats plus durables avec le GdS et de renforcer la capacité des systèmes de gestion des données et des ressources humaines qui y sont impliquées. L'USAID pourrait aborder la sensibilité autour de la collecte de données fiscales en fournissant une formation et des ressources au GdS pour faciliter le partage des données, ainsi qu'une formation et un renforcement des capacités sur les initiatives de développement axées sur les données que le GdS pourrait entreprendre pour renforcer les efforts du programme. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 2, 3*

L'USAID devrait envisager un suivi spécifique au genre afin d'identifier, de documenter et d'analyser l'aspect sexospécifique des diverses initiatives des CT. La collecte de données sur le genre et les groupes marginalisés identifiant spécifiquement les dimensions de genre dans le projet, par exemple l'accès à l'eau et à des services de santé spécifiques, pourrait permettre à l'USAID de comprendre et de suivre l'impact spécifique des activités soutenues par les CT où les femmes et d'autres groupes marginalisés ont été davantage impliqués, et de retracer les processus d'autonomisation et de prise de décision. Ces informations pourraient également permettre un apprentissage croisé des programmes au Sénégal et dans d'autres contextes dominés par les hommes, ce qui permettrait à l'Agence de planifier des investissements plus spécifiques pour lutter contre les inégalités entre les genres. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 1, 5*

L'USAID devrait envisager des dérogations ou d'autres objectifs programmatiques et financements spécifiques pour répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap et d'autres groupes marginalisés. Il est apparu clairement au fil de la mise en œuvre de GoLD que l'inclusion de divers groupes marginalisés dans les processus de gouvernance locale pouvait avoir un effet positif significatif sur les CT et la gouvernance locale. La dimension d'inclusion sociale de l'intervention (domaine de résultats 5) a été ajoutée plus tard dans la mise en œuvre de GoLD, après l'évaluation à mi-parcours. Cet effort était important et nécessaire pour le projet, et l'USAID pourrait amplifier ces efforts dans la prochaine itération de l'intervention de GoLD en finançant délibérément un quota d'idées proposées par les jeunes et les personnes vivant avec handicap dans chaque lieu lors des consultations publiques. Ces exclusions permettraient de maximiser la participation au cours de la mise en œuvre, mais pourraient également être intégrées de manière plus durable dans les communautés en renforçant la capacité des groupes marginalisés à s'engager dans le dialogue et en leur donnant les ressources nécessaires pour construire une voie vers l'avenir. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 5*

LE PROCHAIN PARTENAIRE D'EXECUTION

Le prochain partenaire d'exécution devrait utiliser une définition de la durabilité plus fiable, mesurable et réalisable, qui permette un suivi et une traçabilité tout au long de la durée de vie du projet. L'un des défis majeurs de GoLD a été d'intégrer la durabilité dans les efforts du projet et d'aider les acteurs à trouver des moyens d'intégrer ses efforts dans leur planification future. Bien que RTI ait établi des plans de viabilité dès le début, cela revenait à exiger des CT qu'ils poursuivent leur financement, ce qui s'est finalement avéré difficile, car les dirigeants et les acteurs des CT avaient souvent d'autres priorités. Les efforts de durabilité n'étant pas bien définis, il était également plus difficile de les suivre dans le temps et donc de les évaluer à moyen et à long terme. La mise en place d'un système de suivi mieux défini et l'établissement de rapports sur ces mesures pourraient permettre de rectifier le tir si nécessaire et d'inciter les CT à s'engager plus systématiquement dans leurs propres stratégies de développement durable. En suivant ces données dans le temps, le prochain partenaire d'exécution pourrait offrir une possibilité de financement en partenariat avec le GdS ou d'autres bailleurs, afin de continuer à financer les ACT et à tirer profit de leurs réalisations, même lorsque le programme prend fin. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 1, 2, 4*

Capitaliser sur les acquis de GoLD en matière de processus de budgétisation participative en ajoutant au futur programme des processus de budgétisation participative qui tiennent compte de l'égalité des genres et des groupes marginalisés. Les processus budgétaires participatifs ont été une réussite du premier effort du projet GoLD. En incluant des composantes qui abordent la budgétisation participative au regard de la dimension genre et des groupes marginalisés, le prochain partenaire d'exécution pourrait multiplier deux résultats attendus très importants : l'égalité des genres et l'inclusion sociale, et l'augmentation de la participation des citoyens en général. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 5*

Instituer les meilleures pratiques en matière de programmation pour l'inclusion des citoyens, y compris de nouvelles formations pour les gouvernements locaux qui vont au-delà de l'information des citoyens. Si les efforts de l'intervention de GoLD ont permis de réaliser des progrès significatifs en matière d'inclusion des citoyens dans l'ensemble des CT étudiés dans le cadre de cette évaluation, il reste encore beaucoup à faire pour aller au-delà d'une participation unidirectionnelle des citoyens à la gouvernance locale. Les acteurs communautaires notent l'augmentation de la communication et de l'information de la part des fonctionnaires locaux, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires pour impliquer directement les citoyens dans la conception, la prise de décision, la mise en œuvre et la surveillance responsable. Le prochain partenaire d'exécution pourrait axer sa formation et son renforcement des capacités sur cette ligne d'action spécifique. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 3, 4, 5*

LE GOUVERNEMENT DU SENEGAL

Le gouvernement du Sénégal devrait adopter davantage de politiques et de procédures de transparence dans la tenue des dossiers afin de capitaliser sur les progrès réalisés dans le cadre de GoLD pour renforcer la confiance des citoyens dans la gouvernance des CT. En se concentrant sur une dimension de l'amélioration de la tenue des dossiers (la transparence), le gouvernement du Sénégal pourrait tirer profit des progrès réalisés dans le cadre de GoLD en continuant à étendre la transparence et le partage des données dans le cadre du prochain projet visant à améliorer la confiance et l'adhésion des citoyens à la collecte des impôts, aux investissements sectoriels clés et à d'autres activités de gouvernance, y compris les lignes d'efforts connexes telles que les recensements et les registres des naissances. Ce partage de données pourrait être lié à l'initiative globale de transparence budgétaire au Sénégal et à la revitalisation du Cadre multipartite de suivi budgétaire (CMSB), créé par l'arrêté n° 065-88 du 27 avril 2016 du ministre chargé de la promotion de la bonne gouvernance, et pourrait inclure des éléments tels

que le partage des budgets annuels, le partage des recettes fiscales et autres recettes annuelles, et la présentation des dépenses désagrégées. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 2*

Le gouvernement du Sénégal devrait soutenir davantage les institutions décentralisées et améliorer les dysfonctionnements dans les processus d'échange d'informations entre les services techniques. Un soutien plus cohérent de la part des institutions centrales permettrait d'améliorer la collaboration et la communication avec les autorités décentralisées et les niveaux décentralisés, ce qui réduirait l'inefficacité et améliorerait la facilitation des services fournis aux communautés locales. *Question(s) d'évaluation pertinente(s) : 1*

RÉFÉRENCES

Brinkerhoff, Jennifer et Derick Brinkerhoff. 2021. « Évaluation des partenariats : Application d'un cadre de développement au projet de gouvernance et de développement local au Sénégal ». Évaluation et planification des programmes 89, 1-10.

Frazer, S, Anna Wetterberg et Eric Johnson. 2021. « La valeur de l'intégration de la gouvernance et des programmes sectoriels : Données probantes du Sénégal. » Résumé de recherche de RTI Press No. RB 0028-2109.

RTI. 2023. GoLD en Chiffres-Niveau Global Sommaire de Résultats.

RTI. Carte des Collectivités territoriales partenaires Programme USAID Gouvernance pour le Développement Local.

USAID et FHI 360. 2015. Guide du Baromètre de la Bonne Gouvernance.

Rapport annuel 2017 de l'USAID GoLD.

Rapport annuel 2018 de l'USAID GoLD.

Rapport annuel 2019 de l'USAID GoLD.

Rapport annuel 2020 de l'USAID GoLD.

Rapport annuel de l'USAID GoLD FY 2021.

Lettre d'attribution de l'USAID, Accord de coopération, AID-685-A-00006, 19 août 2016.

Plan de travail de l'année 1 de l'USAID GoLD, année fiscale 2017.

Plan de travail de l'année 2 de l'USAID GoLD, année fiscale 2018.

Plan de travail de l'année 3 de l'USAID GoLD, année fiscale 2019.

Plan de travail de l'année 4 de l'USAID GoLD, année fiscale 2020.

Plan de travail de l'année 5 de l'USAID GoLD, année fiscale 2021.

Plan de travail de l'année 6 de l'USAID GoLD, année fiscale 2022.

Plan de travail de l'année 7 de l'USAID GoLD, année fiscale 2023.

Plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID GoLD de l'année fiscale 2018.

Plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID GoLD de l'année fiscale 2019.

Plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID GoLD de l'année fiscale 2020.

Plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID GoLD de l'année fiscale 2021.

Plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID GoLD de l'année fiscale 2022.

Plan de suivi des activités, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID GoLD de l'année fiscale 2023.

Évaluation des performances à mi-parcours de l'USAID GoLD, décembre 2019.

Wetterberg, Anna, Sarah Frazer, et Eric Johnson. 2023. « Aborder les problèmes des services de santé locaux par le biais de la gouvernance intégrée : Une étude de cas au Sénégal ». *Le développement dans la pratique*, 33, n o. 3, 346- 360.

ANNEXES

ANNEXE A : ÉQUIPE D'ÉVALUATION

Cara Jones, PhD, chef d'équipe. Cara Jones est une experte en gouvernance et en transition qui possède plus de 15 ans d'expérience dans la recherche, le suivi, l'évaluation, les conflits et l'analyse de l'économie politique. Elle est spécialisée dans la gouvernance locale et la lutte contre l'extrémisme violent. Elle a une grande expérience de la conduite d'évaluations, notamment en matière de gouvernance démocratique, et a travaillé dans toute l'Afrique, y compris au Sénégal. Elle comprend la méthodologie d'évaluation, y compris la conception, le développement d'outils de collecte de données, les entretiens, l'analyse des données et la rédaction de rapports. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et études africaines et d'une maîtrise en sciences politiques de l'université de Floride. Elle est titulaire d'une licence en gouvernement et politique de l'Université du Texas-Dallas. Elle parle couramment le français.

Cheikh Abdou Lo, spécialiste de la mobilisation des ressources publiques locales. M. Lo a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la décentralisation et de la gouvernance locale, y compris la décentralisation fiscale et la mobilisation des recettes locales. Il a notamment travaillé sur le volet des recettes dans le cadre de l'activité de renforcement de l'autonomie locale (DGL FELO) financée par l'USAID de 2000 à 2004. Il est ancien formateur en « Ressources financières des territoires urbains et ruraux » pour le Master 2 en Aménagement du Territoire, Décentralisation et Développement Local au Département de Géographie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Il a dispensé des formations aux autorités locales élues et a travaillé dans toute l'Afrique de l'Ouest, notamment au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Togo, souvent en mettant l'accent sur la décentralisation fiscale. Il a participé à une évaluation à mi-parcours de la construction d'écoles au Sénégal. Il est titulaire d'un Master of Business Administration de la Northern Illinois University (USA), d'un Diplôme d'études supérieures en commerce et administration des affaires (DESCAE) et d'un Diplôme de technologie (DUT) de l'École nationale supérieure de technologie (ENSUT) de Dakar, au Sénégal.

Ali Khoudia Diaw, spécialiste de la réforme de la politique de décentralisation. M. Diaw a 20 ans d'expérience dans le domaine de la politique de décentralisation et de la gouvernance locale. Il est enseignant en politique de décentralisation et de développement territorial et formateur en administration et gestion des collectivités territoriales à l'Institut supérieur du développement local. Il a servi à deux reprises dans une autorité de gouvernance locale, notamment en tant que président de la délégation spéciale de la nouvelle municipalité de Sangalkam. Il est une personne ressource au MCDAT et a été formateur de conseillers municipaux et de fonctionnaires. Il maîtrise les outils de gouvernance utilisés par GoLD, notamment le budget participatif, le système de mesure de la performance des CT (SMP/CT), le baromètre intégré de la bonne gouvernance (BBGI), la Citizen Voice Action (CVA) et les outils de recouvrement des impôts (Comer, Y-Tax, etc.). Il a participé à l'évaluation à mi-parcours de GoLD en 2019. Il est titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en sociologie de l'UCAD et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS II) en planification, décentralisation et développement territorial de l'École nationale d'économie appliquée (ENEA).

Abdoulaye Bousso, responsable du suivi et de l'évaluation. M. Bousso est actuellement responsable en suivi et évaluation au sein de la plateforme de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID au Sénégal. Il apporte avec lui une solide expérience de plus de 10 ans dans les domaines de la recherche quantitative et qualitative, de l'évaluation de projets/programmes de développement et de la

communication sociale. Il possède une grande expertise dans la conception et la mise en œuvre d'outils de gestion, le suivi et l'évaluation de la performance des projets, ainsi que la rédaction de rapports techniques. Il a précédemment fait partie de l'équipe du projet de suivi et d'évaluation de l'USAID (MEP/Sénégal). Titulaire d'une maîtrise en sociologie de la Faculté des sciences humaines de l'UCAD, il a travaillé pendant plus d'une décennie en tant qu'assistant en suivi et évaluation et en tant que consultant pour divers projets et organisations internationaux, notamment USAID, JICA, FHI 360, la Banque mondiale, etc.

Kim Mahling, gestionnaire de tâches. Mme Mahling est actuellement chef de projet de la plateforme de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de l'USAID au Sénégal. Elle a plus de 25 ans d'expérience dans le domaine du développement international, avec un accent particulier sur la gouvernance démocratique et les transitions post-conflit. Elle a conçu, mis en œuvre, géré et évalué des projets visant à renforcer les institutions (médias, partis politiques et société civile) et les processus (sécurité de l'information, résolution des conflits, engagement civique, droits de l'homme et pluralisme politique) dans plus de 20 pays. Professionnelle polyvalente du développement, elle a été impliquée dans tous les aspects des projets financés par l'USAID, y compris la conception du programme, la budgétisation, le lancement du programme, l'élaboration du plan de travail, le suivi financier et des performances, la planification stratégique, la rédaction de rapports et l'évaluation.

Data Center of Senegal a formé et déployé huit enquêteurs et deux chefs d'équipe (six femmes et quatre hommes) qui ont mené des groupes de discussion et des entretiens avec des acteurs communautaires.

ANNEXE B : CAHIER DES CHARGES

I. Termes de références (SOW) détaillés

Responsable SOW de l'USAID	Samba Ba
Plate-forme MEL COR	Fatou Thiam
Responsable SOW de la plateforme MEL	Souleymane Barry
Titre de l'activité	Gouvernance pour le développement Local (GoLD)
Période d'activité	Septembre 2016-mai 2023
Numéro d'attribution/du contrat	Accord de coopération n° AID-685-A-16-00006
Financement	24,898,364 dollars américains
Organisation de mise en œuvre	Research Triangle Institute (RTI)
Couverture géographique	Régions de Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda
Tâche	Évaluation finale des performances
Dates de début et de fin de la tâche	Mars-juillet 2023

2. Description de l'activité

En août 2016, l'USAID a accordé au Research Triangle Institute un accord de coopération de cinq ans (AID 685-A-16-00006) pour l'activité Gouvernance locale pour le développement (GoLD), d'une valeur de 19 998 364 \$. En 2021, l'USAID a accordé une extension des coûts jusqu'en février 2023 et a ajouté 4 900 000 dollars, ce qui a porté le montant total de l'accord à 24 898 364 dollars. En 2023, l'USAID a accordé une extension sans coût supplémentaire jusqu'en mai 2023. GoLD comprend les cinq principaux résultats suivants :

- Résultat 1. La capacité des collectivités locales à répondre aux demandes des citoyens est renforcée ;
- Résultat 2. La mobilisation et de la gestion des ressources publiques locales se sont améliorées ;
- Résultat 3 La participation de la communauté à la gestion des services (santé, éducation, eau, assainissement et hygiène [WASH], agriculture) est améliorée.
- Résultat 4 : Le renforcement de la capacité des institutions nationales à améliorer les systèmes de gouvernance locale et les ressources transférées
- Résultat 5. L'amélioration de l'inclusion sociale et de la communication

Le programme GoLD travaille dans quatre régions (Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda). Travaillant à travers des Collectivités Territoriales (CT) ciblées, GoLD facilite l'intégration entre les acteurs de la gouvernance locale pour favoriser la mobilisation des ressources et l'investissement dans les secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) en impliquant toutes les parties prenantes et en articulant les principes de bonne gouvernance. GoLD collabore étroitement avec les bureaux techniques et les partenaires de mise en œuvre de l'USAID afin d'améliorer la prestation de services au niveau local. Le consortium GoLD comprend World Vision,

enda ECOPOP, la Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS), Afrique Enjeux, et l'Union des Radios Associatives et Communautaires du Sénégal (URAC).

3. Hypothèse de développement et mise en œuvre

La théorie du changement prévoit de promouvoir avec succès - dans le cadre d'une approche de la gouvernance entièrement intégrée et basée sur les systèmes - les activités de GOLD conçues pour renforcer l'efficacité et la collaboration des CT, accroître l'engagement et la surveillance des citoyens et améliorer la collecte et la gestion des ressources publiques locales. Les gouvernements locaux acquerront un large éventail de compétences. Grâce à leur participation, les communautés et le secteur privé auront plus confiance aux performances des gouvernements locaux - en particulier lorsque les services de santé, d'éducation, d'eau, d'assainissement et de sécurité alimentaire s'amélioreront - dans un environnement plus propice au changement. L'approche systémique de GoLD prend en compte les influences interconnectées de tous les acteurs clés pour s'assurer que les améliorations de la prestation de services et de la croissance sont durables.

4. Sources d'information sur les performances existantes

L'USAID et le partenaire d'exécution fourniront à l'équipe d'évaluation des documents de référence, notamment :

- La section C du document d'attribution
- Les plans de suivi, d'évaluation et d'apprentissage des activités (AMELP), avec les cibles annuelles, les derniers résultats et les fiches de référence des indicateurs de performance.
- Les plans de travail annuels
- Les rapports annuels
- Les études ou évaluations spéciales (par exemple, la collecte de données de base, les enquêtes périodiques auprès des participants, les évaluations internes).
- Des témoignages de succès

Le programme GoLD prendra fin en mai 2023. Plusieurs bureaux régionaux ont déjà fermé ou sont sur le point de le faire. La Plateforme demandera à GoLD de fournir les contacts des principaux membres du personnel régional pour les entretiens avec les informateurs clés (EIC). Il se peut que certains de ces membres du personnel ne soient plus employés par GoLD ou les membres de son consortium, donc l'équipe d'évaluation proposera des entretiens en ligne s'ils ne sont plus disponibles pour des entretiens en face-à-face lors du travail sur le terrain. La Plateforme demandera les contacts des parties prenantes avant la clôture du projet et travaillera avec l'USAID et le personnel restant de GoLD pour les présenter aux parties prenantes. La Plateforme a déjà demandé une liste complète de documents, sachant que GoLD est en train de clôturer le projet, et a demandé à savoir la date à laquelle les données des indicateurs seraient disponibles dans leur forme finale. Certaines données sont peut-être déjà disponibles.

5. But de la tâche, cible et utilisations prévues

Le but de cette évaluation finale est de fournir une évaluation indépendante des réalisations et des succès de GoLD. Le Bureau Démocratie, Droits humains, Gouvernance et Paix (DRGP) a déjà publié une demande d'information (RFI) pour l'activité de suivi, GoLD Plus. L'évaluation n'influencera pas la conception de l'appel d'offres, qui sera probablement émis avant que l'évaluation ne soit terminée, mais elle influencera ce que l'USAID requerra au contractant dans le plan de travail de la première année. Le

public visé par l'évaluation est donc le DRGP et le prochain partenaire d'exécution, bien que des recommandations puissent être formulées à l'intention des parties prenantes concernées aux niveaux central et local.

L'équipe d'évaluation validera les résultats avec le bureau DRGP lors d'une présentation des résultats préliminaires et animera un atelier de co-création de recommandations avec toutes les parties prenantes afin d'élaborer des recommandations pratiques, raisonnables et réalisables bénéfiques pour le futur programme. Le partenaire d'exécution aura la possibilité d'examiner la présentation et de formuler des commentaires, en plus de participer à l'atelier sur les recommandations.

6. Exigences de la tâche

L'USAID a développé cinq questions d'évaluation dans sa demande de mission. L'équipe d'évaluation peut encore affiner les questions d'évaluation au cours de la phase de conception, une fois que l'examen des documents a eu lieu. L'évaluation finale des performances de GoLD cherchera à répondre aux questions suivantes :

QE 1. Dans quelle mesure le programme GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration/coordination entre les institutions centrales et locales (collectivités territoriales et services techniques) afin d'améliorer la fourniture de services aux communautés ?

Résumé de l'interprétation : Cette question d'évaluation porte sur les activités mises en œuvre dans le cadre du résultat 4, qui a été ajouté à la suite de l'évaluation à mi-parcours réalisée en 2020. La décentralisation consiste à décider des autorités et des responsabilités à transférer du niveau central au niveau local. Les CT ont des compétences spécifiques en matière de santé et d'éducation ... et des compétences générales en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), mais doivent collaborer avec les bureaux régionaux des ministères de tutelle pour fournir ces services de manière efficace. Ces bureaux régionaux rendent compte à leur ministère de tutelle. L'équipe d'évaluation explorera cette question par le biais d'entretiens avec les autorités centrales, les ministères de tutelle, leurs bureaux régionaux, les autorités administratives régionales (gouverneurs, préfets, sous-préfets) et les représentants des CT.

QE 2 : Comment (ou dans quelle mesure) GoLD contribue-t-il de manière significative à l'augmentation des taxes et des recettes des collectivités territoriales ?

Résumé de l'interprétation : Le transfert de ressources financières aux CT constitue un obstacle qui limite leur capacité à exercer pleinement les pouvoirs qui leur sont conférés. Les recettes fiscales générées au niveau local sont transférées aux autorités centrales, qui les transfèrent aux CT. Dans le résultat 2, GoLD a entrepris d'aider les CT à mobiliser les recettes locales par le biais de taxes et d'autres moyens et a déployé l'outil Y-Tax pour numériser la collecte des recettes fiscales. L'équipe examinera cette question avec les CT et l'équipe de GoLD, en leur demandant des données sur les recettes mobilisées et la contribution de GoLD, ainsi que leur expérience avec l'outil Y-Tax, y compris le potentiel de durabilité. Les données secondaires sur les recettes générées alimenteront une analyse quantitative de l'évolution dans le temps, tandis que les entretiens avec les informateurs clés (y compris avec les services compétents du ministère des finances et du budget) viseront à déterminer la contribution de GoLD ainsi que les facteurs contribuant ou entravant le succès.

QE 3 : Comment les interventions de GoLD (ressources techniques, financières et humaines) ont-elles amélioré de manière significative les investissements des collectivités territoriales dans les secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation) ? Ces interventions sont-elles durables ?

Résumé de l'interprétation : Cette question d'évaluation porte sur les activités mises en œuvre dans le cadre du résultat 2 (mobilisation et gestion des ressources publiques locales) et du résultat 3 (participation de la communauté à la gestion de la prestation de services). L'équipe d'évaluation examinera comment les activités de GoLD ont contribué aux processus de planification et de budgétisation des CT, comment les ressources sont mobilisées au niveau local, comment elles gèrent ces ressources et si la participation des citoyens a amélioré l'allocation et la gestion des ressources. L'équipe mènera des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe avec des représentants des CT et des communautés afin de comprendre les différentes forces à l'œuvre qui contribuent à la mobilisation et à la gestion efficaces des fonds, ainsi que des entretiens avec des informateurs clés dans les secteurs de prestation de services ciblés.

QE 4 : Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils amélioré de manière pertinente et efficace la participation des citoyens et la transparence dans la fourniture des services ?

Résumé de l'interprétation : Cette question d'évaluation porte sur les activités du résultat 1 (participation des citoyens) et du résultat 3 (participation de la communauté à la gestion de la prestation de services). L'équipe examinera les résultats des efforts de GoLD en matière de budgétisation et de planification stratégique participative (PSBP), soutenant le processus de planification et de budgétisation dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de la nutrition ; l'utilisation du processus de voix et d'action des citoyens (CVA) ; et l'utilisation du système de mesure des performances/guide pour les autorités locales (SMP-CT/GMP-CT), parmi d'autres. L'équipe mènera des entretiens avec les CT, les services techniques décentralisés et les groupes impliqués dans la mobilisation communautaire. L'équipe mènera des FG avec les CT et les organisations locales de la société civile (CSO).

QE 5 : Comment les interventions de GoLD ont-elles favorisé des conditions propices à l'égalité des genres, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion sociale dans la prestation de services et la gouvernance locale ?

Résumé de l'interprétation : Le programme GoLD a ajouté l'inclusion sociale comme cinquième résultat à la suite de l'évaluation à mi-parcours réalisée en 2020. Cette question se concentrera sur les activités mises en œuvre dans le cadre du résultat 5, ainsi que sur l'intégration du GESI dans tous les autres résultats. L'équipe d'évaluation examinera les résultats des efforts de GoLD pour encourager un plus grand engagement des femmes, des jeunes et des PVH dans les structures et processus de gouvernance locale, par exemple le PSBP. L'équipe d'évaluation cherchera à comprendre si ou comment leur participation aux CT a changé au cours des sept dernières années, si/comment leur leadership dans la mobilisation ou la participation communautaire a changé, et si/comment les CT, les ministères et les agences ont créé l'espace nécessaire à leur participation et à leur leadership. Il sera important de comprendre les facteurs qui contribuent à ces changements et les approches adoptées par GoLD pour les faciliter.

7. Ventilation par genre et effets différenciés selon le genre

L'ADS 205 exige la ventilation par genre de toutes les données relatives aux personnes et recommande vivement que les évaluations comprennent un examen détaillé des questions de genre pertinentes pour les secteurs concernés et des lacunes en matière de genre qui pourraient entraver les résultats globaux du projet. La QE 5 se concentre entièrement sur les considérations de genre qui ont été formellement ajoutées à GoLD à la suite de l'évaluation à mi-parcours.

8. Approche

Conception

La conception de l'évaluation sera qualitative et intégrera des données quantitatives secondaires collectées par RTI et par ses partenaires. Les données sont essentiellement qualitatives et comprennent un examen de la documentation, un examen des données secondaires collectées par le partenaire d'exécution et les CT, des entretiens avec des informateurs clés et des discussions avec des groupes cibles.

Les méthodes qualitatives fourniront une description narrative de la mesure dans laquelle GoLD a atteint son but et ses objectifs prévus. L'analyse tiendra compte des variations dans la mise en œuvre ou les résultats en fonction de paramètres clés tels que la région, l'intensité du soutien et le genre.

Méthodes de collecte des données

L'équipe d'évaluation appliquera des méthodes qualitatives en deux phases, en commençant par l'examen des documents et en complétant avec un travail sur le terrain dans les quatre régions de mise en œuvre.

Phase I : Examen des documents

L'équipe d'évaluation examinera les documents du projet GoLD afin d'absorber et d'analyser pleinement les différents paramètres de la planification, de la mise en œuvre et des réalisations de GoLD. Cet examen des documents comprendra le document d'attribution du contrat à RTI, tous les rapports annuels, les plans de SEA, les études de base ou d'autres sources de données, les exemples de succès et toute autre documentation pertinente mise à disposition par l'USAID, RTI, ou les partenaires et parties prenantes du projet. L'examen des objectifs et des résultats de l'AMELP pour l'année et la durée de vie du projet contribuera à l'analyse des résultats obtenus. Plusieurs indicateurs sont liés aux données collectées par les CT, par exemple les recettes fiscales.

La comparaison des deux sources de données permettra à l'équipe de trianguler les sources et de comprendre la durabilité des efforts. Ces sources de données secondaires sont les suivantes :

- Recettes fiscales et redevances générées au niveau local, telles que suivies par Y-Tax ;
- Baromètre intégré de la bonne gouvernance (BBGI) ; et
- Système intégré de mesures de performance pour les CT (SMP-CT).

L'équipe d'évaluation utilisera également l'examen des documents pour identifier les acteurs et les parties prenantes pertinents pour la collecte de données quantitatives et qualitatives et pour développer les instruments de collecte de données (guides d'entretien et de discussion). L'examen des documents se poursuivra tout au long de la période de collecte des données et prendra en compte toute documentation supplémentaire fournie par les entités gouvernementales impliquées dans la mise en œuvre de GoLD.

Phase 2 : Recherche qualitative sur le terrain

L'équipe d'évaluation complétera les données issues de l'examen des documents par une collecte de données auprès des acteurs du projet, des parties prenantes et des bénéficiaires dans les différentes zones d'intervention de GoLD au Sénégal. L'équipe se rendra dans les quatre régions où GoLD met en œuvre des activités, en sélectionnant un mélange de départements et de communes où GoLD a travaillé depuis sa création, ainsi que ceux ajoutés en 2021 avec l'extension des coûts. Le plan de travail définira la méthodologie de sélection de ces départements.

9. Collecte de données

Collecte de données qualitatives

L'équipe d'évaluation utilisera des méthodes qualitatives pour recueillir des informations auprès des parties prenantes et des bénéficiaires. Dans ce contexte, l'équipe utilisera deux techniques de collecte de données : les entretiens semi-structurés et les groupes de discussion. Les données et les informations collectées approfondiront et compléteront les données issues de l'examen des documents et les données quantitatives secondaires afin de mieux rendre compte des réalisations et des performances de GoLD au Sénégal. Une liste illustrative des parties prenantes pour la participation à l'évaluation peut être trouvée dans le tableau BI, qui sera élaborée plus en détail dans le plan de travail.

Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (EIC)

L'équipe d'évaluation mènera des entretiens semi-structurés avec divers acteurs nationaux et locaux dans les régions où se déroulera le travail sur le terrain. Ces acteurs comprennent des représentants de l'USAID, du projet GoLD et des partenaires du consortium, des ministères et des agences gouvernementales, des CT, des associations de maires et de départements, des stations de radio communautaires et des CSO concernées. Ils sont décrits ci-dessous. Le plan de travail fournira des détails supplémentaires.

Tableau BI : exemple de KII

ACTIONNAIRE	DESCRIPTION
USAID	Personnel du DRGP AOR/COR des bureaux de l'éducation, de la santé et de la croissance économique dont les projets collaborent avec GoLD
Partenaires du Consortium GoLD	RTI COP, DCOP, responsables techniques, équipe de suivi et d'évaluation, et personnel dans les régions Consortium : World Vision, ENDA ECOPOP, FAFS, Afrique Enjeux, et URAC
Ministères et agences du GdS	Ministère des collectivités territoriales, du développement et de l'aménagement du territoire (MCTDAT) et bureaux concernés Ministère des Finances et du Budget (MFB) et bureaux concernés
Autorités régionales	Gouverneurs, préfets et sous-préfets Ministères de tutelle (éducation, santé, eau et assainissement) et directeurs des bureaux régionaux, Agence régionale de développement (ARD) Services techniques décentralisés
CT	Maires, députés et commissions concernées (environnement, budget, etc.) Conseils départementaux
CSO et médias	Associations de maires, de départements, d'élus locaux CSO locales ayant participé à des campagnes de mobilisation citoyenne

➤ Groupes de discussions (FG)

L'équipe d'évaluation organisera des groupes de discussion avec les CT et les CSO locales afin de trianguler les données collectées lors des entretiens d'information clés et de recueillir d'autres points de vue. Les discussions pourront porter sur un grand nombre de thèmes identiques, ce qui permettra à l'équipe d'évaluation de comprendre les points communs et les principales différences. Les thèmes peuvent inclure les perceptions de la collecte des impôts, la budgétisation et la gestion participatives, la contribution de la participation des citoyens aux activités des CT, la pertinence et la durabilité des outils de soutien de GOLD, ainsi que la participation et le leadership des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans les CT et les efforts de mobilisation des communautés.

Couverture géographique

L'équipe d'évaluation identifiera la couverture géographique de l'évaluation dans le plan de travail, y compris les visites de sites en dehors de Dakar pour les EIC et les FG. L'équipe interrogera les parties prenantes au niveau central à Dakar avant de commencer le travail de collecte de données dans les autres régions ciblées. L'équipe se rendra dans les quatre régions où GoLD opère (Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda), y compris un mélange de départements où GoLD travaille depuis sa création et de nouvelles communes et départements ajoutés en 2021. Le plan de travail définira la méthodologie d'échantillonnage pour la sélection des CT.

10. Limites et atténuation

Le plan de travail comprendra une discussion sur les limites de la méthodologie et de l'approche, ainsi que sur les limites des données à utiliser, qu'il s'agisse de données primaires ou secondaires, dans le cadre de l'évaluation. Le rapport d'évaluation décrira clairement les limites méthodologiques et les difficultés rencontrées sur le terrain, en mettant l'accent sur les moyens mis en œuvre par l'équipe d'évaluation pour atténuer ces limites.

Accès limité aux principales parties prenantes : L'accès aux principales parties prenantes, y compris les bénéficiaires, qui fourniront des informations cruciales pour répondre aux questions de l'évaluation, pourrait également constituer un défi à mesure que le projet touche à sa fin. Le personnel de RTI a déjà commencé à se réduire. Pour faciliter l'accès, l'équipe d'évaluation collaborera avec le partenaire d'exécution et établira des relations de confiance avec les groupes de parties prenantes par l'intermédiaire de partenaires et de dirigeants locaux. En outre, l'équipe d'évaluation fera preuve de souplesse dans les modes de collecte des données. Par exemple, certains bénéficiaires ou participants à des projets pourraient préférer fournir des informations par téléphone plutôt que lors d'un entretien en personne.

11. Livrables

Les livrables de cette évaluation sont les suivants

- **Plan de travail** : Un plan de travail détaillé indiquera la méthodologie, les sources de données, le plan d'analyse des données et le calendrier détaillé. Le plan de travail comprendra également des outils de collecte de données et un plan de rapport en annexe. La plateforme de SEA soumettra le plan de travail au COR et au point de contact technique (Point of contact - POC) pour approbation avant le travail sur le terrain.

- **Revue des données :** Une discussion avec l'USAID après la collecte des données pour examiner les constatations préliminaires et les preuves et données collectées pour soutenir les constatations. Les apports de cette discussion permettront de guider l'équipe d'évaluation au fur et à mesure qu'elle avancera dans le processus de rédaction du rapport.
- **Matrice des recommandations :** L'équipe organisera un atelier pour créer des recommandations avec l'USAID, le personnel de GoLD et les parties prenantes concernées. L'équipe présentera les résultats préliminaires lors de l'atelier et organisera les participants en groupes de travail pour élaborer des recommandations. L'équipe partagera la matrice avec l'USAID à la suite de l'atelier et l'adaptera pour l'inclure dans le draft de rapport.
- **Rapport d'évaluation provisoire :** L'équipe d'évaluation soumettra un draft de rapport au COR et au POC technique de la plateforme MEL, qui fourniront des commentaires pour la révision et la finalisation du rapport dans les dix jours ouvrables suivant la soumission du projet. L'AOR de GoLD peut également le partager avec le partenaire d'exécution pour commentaires.
- **Rapport final :** Un rapport écrit suivra les lignes directrices de l'USAID en matière de rapport d'évaluation et comprendra une table des matières, un résumé, une introduction, un objectif, une méthodologie et des sections pour les constatations, les conclusions et les recommandations. La plateforme de SEA soumettra le rapport final en anglais, qui comprendra les éléments suivants :
 - Un rapport de 30 pages avec une présentation claire des données et des preuves, les constatations subséquents à chaque question d'évaluation découlant de l'analyse des données probantes, les conclusions découlant des constatations, et les recommandations (le cas échéant) générées par les conclusions. Les autres détails du rapport seront joints en annexe.
 - Un résumé exécutif de 3 à 5 pages qui présente brièvement la méthodologie, les constatations, les conclusions et les recommandations.
 - Un résumé : une description en 250 mots de l'objectif, des questions, de la méthodologie et des résultats de l'évaluation/de la recherche ; c'est-à-dire les constatations, les conclusions et les recommandations.
 - D'autres produits et événements d'apprentissage peuvent être développés au cours de l'évaluation en fonction de la disponibilité des fonds et de l'intérêt (par exemple, une infographie d'une page représentant les leçons critiques tirées de l'évaluation).
- **Une présentation à l'échelle de la mission :** En fonction des préférences de la mission, l'équipe peut proposer une présentation finale à toutes les parties intéressées au niveau de la mission, y compris le directeur de la mission inclus.
- **Atelier d'apprentissage post-évaluation.** Selon les préférences de la Mission, le personnel de la Plateforme peut animer un atelier avec le personnel du DRGP pour discuter des recommandations et décider de la marche à suivre. La Mission peut choisir d'accepter, de rejeter ou de modifier les recommandations issues de l'évaluation, y compris de les adapter à l'année de mise en œuvre de l'activité GoLD Plus, qui peut être attribuée avant l'achèvement de l'évaluation.

12. Composition de l'équipe

La composition de l'équipe reflétera les principaux résultats de GoLD, y compris la participation des citoyens, la mobilisation et la gestion des ressources locales, la prestation de services locaux, la réforme de la politique de décentralisation et le GESI. La Plateforme prévoit que le chef d'équipe puisse avoir une ou plusieurs de ces compétences et qu'un spécialiste sectoriel puisse également avoir une expérience en

matière de GESI. La Plateforme estime qu'il est possible de trouver une personne qui possède les compétences nécessaires pour s'occuper à la fois de la décentralisation et de la prestation de services ou de la mobilisation des ressources, et que le chef d'équipe peut avoir une expertise dans un ou plusieurs domaines. Bien que six spécialistes soient mentionnés, la Plateforme prévoit d'engager quatre consultants pour l'évaluation, bien qu'elle en ait inclus cinq à des fins budgétaires.

- Le chef d'équipe est chargé de diriger l'évaluation de GoLD à toutes les étapes (analyse documentaire, identification des répondants, élaboration du plan de travail, collecte et analyse des données, rédaction du rapport et présentations) et de gérer le travail de l'équipe d'évaluation. Le chef d'équipe doit avoir de l'expérience dans un ou plusieurs des domaines énumérés ci-dessous, en remplissant ce rôle au sein de l'équipe.
- Le spécialiste de la mobilisation et de la gestion des recettes locales contribue à l'évaluation de GoLD à toutes les étapes, en se concentrant sur la mobilisation des recettes nationales au niveau local. Il/elle doit être familiarisé(e) avec le cadre des recettes fiscales au Sénégal, en particulier en ce qui concerne les Collectivités Territoriales et les mécanismes et outils de budgétisation utilisés au niveau local.
- Le spécialiste de la réforme des politiques de décentralisation se concentre sur les relations entre les niveaux central et local, en particulier sur les liens entre leurs autorités et responsabilités respectives et les questions liées à la décentralisation fiscale. Il/elle doit être familier(e) avec le cadre de la décentralisation au Sénégal et les réformes qui ont eu lieu depuis 1996. Il/elle est également familier(ère) avec les outils utilisés dans le domaine de la gouvernance locale, par exemple le Baromètre de la bonne gouvernance.

Tous les membres de l'équipe doivent fournir une déclaration signée attestant qu'ils n'ont pas de conflit d'intérêts ou une déclaration décrivant tout conflit d'intérêts existant. Toute personne ayant travaillé avec GoLD en tant que membre du personnel ou consultant ne pourra pas faire partie de l'équipe d'évaluation.

Le personnel de la plateforme soutiendra et guidera l'évaluation à toutes les étapes :

- Le spécialiste sénior en suivi et évaluation (SMES), Souleymane Barry, supervisera l'évaluation, en veillant à ce que la méthodologie utilisée par l'équipe soit adéquate pour répondre aux questions de recherche et que les produits livrables soient de haute qualité, et en soutenant l'équipe si nécessaire.
- Un responsable suivi et évaluation soutiendra la planification des entretiens, participera aux entretiens et contribuera à l'analyse des données et à la rédaction des rapports.
- Huit enquêteurs soutiendront les entretiens et les discussions de groupe pendant le travail sur le terrain.
- La cheffe de projet (COP) et la cheffe de projet adjointe (DCOP) examineront les constatations, les conclusions et la matrice des recommandations, ainsi que le projet de rapport et le rapport final pour en vérifier la qualité technique.

Le Tableau B2 ci-dessous résume le calendrier de l'évaluation, les tâches et les livrables, ainsi que le niveau d'effort (LOE) pour les spécialistes identifiés ci-dessus. Comme indiqué, la Plateforme prévoit d'engager une équipe de quatre consultants, mais a prévu un budget de cinq afin de garantir une expertise technique adéquate au sein de l'équipe. Le tableau associe le niveau d'effort à la tâche.

Tableau B2 : exemples de tâches/prestations, calendrier et niveau d'effort (LOE)

TÂCHES	DATES	LOE DU CHEF D'ÉQUIPE	LOE DU SPECIALISTE DE LA MOBILISATION DES RECETTES	LOE DU SPECIALISTE DE LA REFORME DES POLITIQUES	LOE DES ENQUETEURS (8)
Réunion de coordination de l'équipe	23 mai 2023	1	1	1	
Analyse documentaire, identification des informateurs clés	23-29 mai 2023	4	4	4	
Élaborer un plan de travail détaillé pour les outils de recherche primaire sur le terrain et le matériel de formation	30 mai-7 juin 2023	7	5	5	
Soumettre à l'USAID et au comité éthique (IRB)	14 juin 2023				
Examiner le plan de travail par l'USAID et l'IRB	14-27 juin 2023	-			
Le TL arrive à Dakar	1er et 2 juillet 2023	2			
Formation des enquêteurs	Du 3 au 7 juillet 2023				5
Travail sur le terrain à Dakar	Du 3 au 7 juillet 2023	5	5	5	15
Travail sur le terrain dans les régions	Du 10 au 21 juillet 2023	10	10	10	
Le TL revient du terrain et travaille sur le livre de codes	17-18 juillet 2023				
Le TL quitte Dakar	20-21 juillet 2023	2			
Transcription des groupes de discussion et des entretiens	10 juillet - 28 juillet	-			
Codage des transcriptions	Du 17 juillet au 4 août 2023	-			
Analyse des données, DAIS et préparation des premières constatations	Du 7 au 25 août 2023	12	10	10	
Revue virtuelle des données (présentation des résultats préliminaires) avec le bureau technique	28 août 2023	1	1	1	

TÂCHES	DATES	LOE DU CHEF D'ÉQUIPE	LOE DU SPECIALISTE DE LA MOBILISATION DES RECETTES	LOE DU SPECIALISTE DE LA REFORME DES POLITIQUES	LOE DES ENQUETEURS (8)
Finalisation du tableau de bord et préparation de l'atelier de recommandation	29-30 août 2023	2	2	2	
Atelier de recommandations	5 septembre 2023	-			
Rédaction d'un rapport provisoire	Du 6 au 14 septembre 2023	7	3	3	
Soumission du rapport provisoire pour révision technique, édition et mise en forme.	14 septembre 2023	-			
La plateforme soumet un projet de rapport à l'USAID	29 septembre 2023	-			
Commentaires de l'USAID sur le projet de rapport	13 octobre 2023	-			
Finaliser le rapport sur la base des commentaires de l'USAID, élaborer un résumé et finaliser tous les produits livrables.	27 octobre 2023	3	1	1	
Présentation à l'échelle de la mission	TBD	1	1	1	
Total		57	43	43	

13. Participation du personnel et des partenaires de l'USAID

L'équipe d'évaluation travaillera avec l'équipe de l'USAID afin d'étoffer les éléments du plan de travail détaillé, y compris les lieux de visite, les informateurs clés du gouvernement et les outils de collecte de données. Une fois le plan de travail et le développement des outils terminés, l'USAID devra examiner et approuver le plan de travail et les outils. Pour s'assurer que la communication entre l'USAID et la Plateforme MEL reste ouverte, des contrôles bihebdomadaires auront lieu, soit par téléphone, soit en personne. L'équipe d'évaluation interrogera le personnel de l'USAID qui connaît bien GoLD. A la fin du travail sur le terrain, il est prévu que le personnel de l'USAID participe à une revue des données pour présenter les constatations préliminaires. Une fois les constatations et les conclusions finalisées, l'équipe d'évaluation les présentera au personnel de GoLD et aux fonctionnaires du GdS lors d'un atelier de co-création afin d'élaborer des recommandations.

14. Planification et logistique

La plateforme MEL se chargera de toute la logistique du travail sur le terrain. L'équipe demandera à l'USAID de préparer des lettres d'introduction adressées aux ministères concernés à Dakar. Le personnel de la plateforme élaborera des projets de lettres de présentation en français pour examen et signature par l'USAID. Le personnel et les membres de l'équipe prendront tous les rendez-vous.

15. Diffusion

L'équipe prévoit que les constatations, les conclusions et les recommandations de cette évaluation seront partagés avec l'ensemble de la Mission, ainsi qu'avec le personnel de GoLD. Des copies du rapport en français seront communiquées à toutes les parties prenantes concernées.

16. Exigences en matière de rapports

La Plateforme MEL prévoit de traduire le rapport final en français. Le rapport lui-même ne devrait pas dépasser 30 pages au total, sans compter les annexes. La Plateforme MEL marquera le rapport avec les exigences de marquage standard de l'USAID et le soumettra formellement sur le site web dédié aux ressources de l'USAID (intitulé Development Experience Clearinghouse-DEC) après approbation. Des copies supplémentaires du rapport final en français seront mises à la disposition de toutes les parties prenantes participant à l'atelier de recommandations. Les copies en anglais seront partagées avec les bureaux concernés du gouvernement américain au sein de l'USAID/Sénégal et de toute autre agence pertinente.

ANNEXE C : METHODOLOGIE DETAILLEE

L'évaluation finale des performances de GoLD était une étude à méthodes mixtes qui suivait une conception convergente. Elle comprenait une combinaison de recherches documentaires, d'entretiens personnels et de groupe, et un examen des données quantitatives secondaires recueillies par le programme. La première phase a consisté en un examen des documents, qui a servi de base à la conception et aux phases ultérieures, y compris l'analyse. La deuxième phase comprenait la collecte et l'analyse de données qualitatives.

L'approche comportait les éléments suivants :

1. **Examen des documents** : Un examen approfondi des documents du programme et du matériel d'appui afin d'éclairer la collecte de données qualitatives et de fournir un aperçu de l'analyse des données secondaires.
2. **Entretiens avec des informateurs clés** : Environ 80 entretiens avec des informateurs clés décrits ci-dessous ayant observé, participé et bénéficié du programme GoLD.
3. **FG** : Environ 34 groupes de discussion avec des membres de groupes de défense et des dirigeants de la société civile, des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans les communautés enquêtées, ainsi qu'avec l'Union des associations des élus locaux (AEL), afin d'obtenir un sentiment d'inclusion sociale et de genre, ainsi qu'une collaboration et une participation citoyenne accrues dans le cadre du programme GoLD.
4. **Analyse des données quantitatives secondaires** provenant de la période d'enquête, en analysant les tendances entre les efforts du programme et les augmentations de revenus. L'équipe s'efforcera de déterminer comment, quand et dans quel volume ces données ont été collectées, répondant ainsi à une question clé sur l'efficacité locale en matière de collecte et de conservation des données. Si ces informations s'avèrent disponibles, l'équipe les utilisera alors pour analyser quels CT ont été les plus efficaces dans la collecte de ces données et quelles mesures ont été prises pour soutenir cet effort.
5. **Analyse des données du travail qualitatif sur le terrain** : Comme décrit plus loin, l'équipe analysera les données qualitatives collectées sur le terrain afin d'identifier les succès et les défis rencontrés par le programme GoLD au cours de son histoire et de déterminer l'impact et la durabilité du programme.

L'équipe a identifié des méthodes de collecte de données et leurs sources pour chaque question d'évaluation. Les méthodes de collecte de données sont décrites en détail dans le tableau CI.

Tableau CI : Méthodes et sources de collecte de données

NUMÉRO	QUESTION D'ÉVALUATION	MÉTHODE DE COLLECTE DES DONNÉES	SOURCES DE DONNÉES
QE 1	Dans quelle mesure le programme GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration/coordination entre les institutions centrales et locales (collectivités territoriales et services techniques) afin d'améliorer la fourniture de services aux communautés ?	Examen documentaire (documents et rapports de GoLD, documents officiels du GdS) EIC	Documents du programme KII avec : <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement central : Bureaux du MCTDAT (DCT, ADL), Direction des impôts du MFB (DGTCP, DGID) et les programmes gouvernementaux concernés (PNDL, ADM). • Bureaux régionaux/déconcentrés : SRADL, ARD, bureaux et services techniques régionaux déconcentrés (santé, éducation, nutrition, Eau, assainissement et hygiène) • Autorités administratives régionales : Gouverneurs, préfets, sous-préfets • Niveau communal : Maires, représentants des CT et CSO locales • USAID
QE 2	Comment le programme GOLD contribue-t-il de manière significative à l'augmentation des taxes locales et des recettes des collectivités territoriales ?	Examen documentaire (documents et rapports de GoLD, documents officiels des CT cibles et des ministères de tutelle) Collecte et analyse de données financières (tendances, performances) EIC FG	Documents du programme KII avec les principales parties prenantes : <ul style="list-style-type: none"> • Directions fiscales du MFB (DGCTP, DGID-BCT) • MCTDAT, en particulier DCT et ADL • PNDL, ARD • Les maires et leurs bureaux financiers/administratifs • Utilisateurs finaux du Y-Tax (collecteurs d'impôts et contribuables) • USAID <p>Des groupes de discussion avec des groupes et des associations représentant les jeunes, les femmes, les personnes vivant avec un handicap (dirigeants et membres) et d'autres personnes pour déterminer si les interventions de GoLD ont contribué à sensibiliser les contribuables à leur devoir civique de payer des impôts.</p>
QE 3	Comment les interventions du programme GoLD (ressources techniques, financières et humaines) ont-elles amélioré de manière significative les investissements des collectivités territoriales dans les secteurs clés (eau, assainissement et hygiène, nutrition, santé et éducation) ?	Examen des documents officiels EIC FG	EIC avec : <ul style="list-style-type: none"> • SRADL, ARD • Ministères de tutelle et bureaux et services techniques régionaux déconcentrés • Maires, personnel et commissions sectorielles (éducation, santé, nutrition, eau, assainissement et hygiène) • Autres partenaires d'exécution, y compris les projets complémentaires financés par l'USAID, impliqués dans la prestation de services <p>FG avec des groupes locaux et des associations représentant les jeunes, les femmes, les enseignants, les personnes vivant avec un handicap, etc.</p>

NUMÉRO	QUESTION D'ÉVALUATION	MÉTHODE DE COLLECTE DES DONNÉES	SOURCES DE DONNÉES
	Ces interventions sont-elles durables ?		
QE 4	Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par le programme GoLD ont-ils amélioré de manière pertinente et efficace la participation des citoyens et la transparence dans la prestation de services ?	EIC FG	<p>EIC avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les maires et leur personnel chargé de la gestion financière • Bureaux et services techniques régionaux • ARD, PNDL <p>FG avec des groupes locaux et des associations représentant les jeunes, les femmes, les enseignants, les personnes vivant avec un handicap, etc.</p>
QE 5	Comment les interventions de GoLD ont-elles favorisé des conditions propices à l'égalité des genres, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion sociale dans la prestation de services et la gouvernance locale ?	EIC FG	<p>EIC avec</p> <ul style="list-style-type: none"> • Unité Genre du MCTDAT • USAID et autres partenaires de mise en œuvre • Partenaire du consortium de GoLD FAFS • Commissions sectorielles de la CT (santé, nutrition, éducation, eau, assainissement et hygiène) <p>FG avec des groupes locaux et des associations représentant les jeunes, les femmes, les enseignants, les personnes vivant avec un handicap, etc.</p>

Les stratégies d'échantillonnage ont tenu compte des questions d'évaluation et des connaissances contextuelles de l'équipe.

Échantillon géographique et justification

L'équipe a sélectionné une combinaison d'anciennes (celles qui faisaient partie du programme à l'origine) et de nouvelles (celles qui ont été ajoutées au cours de la période d'extension) CT, ainsi que des communes urbaines et rurales, afin de fournir des données fondées sur des preuves pour chaque QE. Le processus de sélection s'est appuyé sur un examen minutieux des documents de projet afin de s'assurer que les données seraient collectées dans les CT où GoLD était censé avoir réussi à renforcer la gouvernance locale, à augmenter les recettes et à améliorer la prestation de services, ainsi que dans les CT où des défis et des lacunes importants avaient été identifiés. Dans les deux cas, l'évaluation fondée sur les données formulera des recommandations orientées vers l'avenir afin de capitaliser sur ces acquis (en cas de succès) et de combler les lacunes dans le futur programme (en cas de résultats décevants). L'équipe a également recherché les CT dans lesquels GoLD a appliqué des outils et des processus tels que l'Y-Tax, la CVA et le budget et la planification stratégiques participatifs (PSBP).

Tableau C2 : Sélection de l'échantillon

RÉGION	CT	ANCIENNE/URBAINE/ NOUVELLE RURALE	JUSTIFICATION DE LA SÉLECTION	
Kédougou	Kédougou	Ancienne	Urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Principale ville de la région • CT pilote pour l'Y-Tax
	Dimboli	Nouvelle	Rurale	<ul style="list-style-type: none"> • CT pilote pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action ; pratiques de bonne gouvernance • Soutien de GoLD aux commissions techniques
	Bembou	Nouvelle	Rurale	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de mobilisation des recettes locales • Financement par des acteurs privés et étrangers (diversification des revenus)
	Salémata	Ancienne	Urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Ville principale du département • Amélioration de la procédure budgétaire (a satisfait les exigences minimales obligatoires MMR pour bénéficier du Fonds d'équipement des collectivités territoriales (FECT))
Kolda	Bagadadji	Ancienne	Rurale	<ul style="list-style-type: none"> • Pilote Y-Tax, rare collaboration avec les programmes agricoles de l'USAID
	Pata	Ancienne	Rurale	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la prestation de services - enseignement primaire • Investissements dans l'équipement et l'infrastructure de l'éducation • Présence d'autres programmes de l'USAID
	Vélingara	Ancienne	Urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Effort soutenu de dialogue communautaire, contrôle citoyen, EDIC (Espace de dialogue et d'engagement citoyen) • Budget participatif • Ville principale du département • Amélioration de la procédure budgétaire (a satisfait les exigences minimales obligatoires MMR pour recevoir le FECT)
	Kolda	Nouvelle	Urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Principale ville de la région • Amélioration de la procédure budgétaire (a satisfait les exigences minimales obligatoires MMR pour recevoir le FECT)

RÉGION	CT	ANCIENNE/URBAINE/ NOUVELLE RURALE	JUSTIFICATION DE LA SÉLECTION
Sédhiou	Sédhiou	Ancienne Urbaine	• Principale ville de la région
	Tanaf	Ancienne Urbaine	• CT pilote pour l'Y-Tax
	Boukiling	Ancienne Urbaine	• Ville principale du département • Budget participatif
	Dianamalary	Nouvelle Rurale	• Succès signalés en matière de sensibilisation et de mobilisation fiscale • Engagement des citoyens et dialogue communautaire grâce à EDIC
Tambacounda	Koumpentoum	Ancienne Urbaine	• CT pilote pour l'Y-Tax • Amélioration de la procédure budgétaire (a satisfait les exigences minimales obligatoires MMR pour recevoir le FECT)
	Tambacounda	Ancienne Urbaine	• Principale ville de la région • Pilote pour l'Y-Tax
	Bamba Thialène	Ancienne Rurale	• Amélioration des services de santé
	Kothiary	Nouvelle Urbaine	• Seule CT sélectionnée dans le département de Goudiry, à proximité de Tambacounda • Budget participatif • Processus d'engagement des citoyens

Échantillon qualitatif

Pour la composante qualitative, l'équipe a utilisé une approche raisonnée pour identifier les informateurs clés et les organisations à interroger aux niveaux national, régional, départemental et local. Plusieurs considérations ont guidé la sélection des participants, notamment la connaissance directe des activités GoLD, l'engagement auprès du projet et de ses partenaires, et l'expertise en matière de décentralisation et de déconcentration, de gouvernance locale, de finances publiques, de prestation de services, d'autonomisation des femmes et d'inclusion sociale. L'équipe du programme GoLD a fourni à l'équipe d'évaluation une liste complète de ses partenaires et de ses contacts les plus récents, que l'équipe a utilisés pour établir les listes d'entretiens, décrites en détail ci-dessous. Le processus d'examen des documents a également aidé l'équipe à identifier les principaux partenaires du projet et l'éventail des parties prenantes avec lesquelles il collabore, mettant ainsi en évidence les informateurs clés pour l'évaluation.

Pour recruter les participants aux EIC, le responsable SEA, en coordination avec l'équipe d'enquêteurs sénégalais, a contacté les participants potentiels par téléphone environ deux semaines avant le début du travail sur le terrain, en utilisant un script préparé par l'équipe. En utilisant cette liste, l'équipe a également demandé aux informateurs clés potentiels des informations supplémentaires sur les anciens partenaires de GoLD, et aux fonctionnaires du gouvernement les contacts les anciens fonctionnaires afin d'améliorer les informations actuelles et de rechercher d'autres participants qui auraient pu être disponibles pour des entretiens si les membres de la liste initiale ne l'étaient pas.

Tableau C3 : Stratégie d'échantillonnage pour les EIC, par type de répondant

TYPE DE RÉPONDANT	APPROCHE DE LA SÉLECTION DES RÉPONDANTS
USAID/Sénégal	Échantillon raisonné du personnel ayant le plus d'expérience avec le programme GoLD
Gouvernement central (GdS)	Échantillon raisonné de personnel ayant le plus d'interactions avec les interventions du programme GoLD, visant à une large représentation du genre et des âges.

Personnel de GoLD et partenaires du consortium	Échantillon raisonné du personnel ayant le plus d'expérience avec le programme GoLD
Autorités régionales	Échantillon raisonné du personnel ayant le plus d'interactions avec les interventions du programme GoLD, en veillant à la répartition des genres et des âges, le cas échéant.
CT	Échantillon raisonné du personnel ayant le plus d'interactions avec les interventions du programme GoLD, en veillant à la répartition des genres et des âges, le cas échéant.
Groupes locaux	Échantillon raisonné de groupes de femmes et de jeunes dans les communautés bénéficiaires, répartis par genre et par âge.
Autres projets de l'USAID	Échantillon raisonné du personnel ayant le plus d'expérience avec le programme GoLD

En outre, l'équipe a mené jusqu'à 32 FG, en s'efforçant d'en organiser deux par CT au sein des groupes énumérés ci-dessus. Les participants aux groupes de discussion ont été sélectionnés parmi les communautés bénéficiaires, leurs groupes de plaidoyer et leurs programmes, et recrutés sur la base de caractéristiques telles que la localisation (urbaine/rurale), l'âge et le genre. Pour éviter que les discussions ne soient influencées par le genre, l'équipe a séparé les groupes de discussion par sexe afin de favoriser un environnement ouvert à la participation des femmes. Comme les femmes, les jeunes sont souvent moins enclins à s'exprimer ; les FG ont donc été divisés par groupe d'âge afin de faciliter une communication ouverte.

L'équipe a désigné deux enquêteurs par équipe pour contacter les informateurs clés et obtenir des entretiens. En collaboration avec le responsable suivi et évaluation, les enquêteurs ont établi des contacts préliminaires avec les CSO qui étaient des bénéficiaires antérieurs de GoLD, en utilisant les derniers contacts connus à partir de l'examen des documents de GoLD. Une fois le contact établi dans la communauté, les enquêteurs ont travaillé avec les CSO sélectionnées pour sur-recruter les populations pour les FG, en visant un maximum de 12 participants par groupe de discussion. L'échantillonnage raisonné a été utilisé pour sélectionner les participants aux groupes. L'approche de sélection des groupes de discussion est décrite dans l'illustration 4.

Tableau C4 : Stratégie d'échantillonnage du FG par type de répondant

TYPE DE RÉPONDANT	APPROCHE DE LA SÉLECTION DES RÉPONDANTS
Groupes de femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Échantillonnage raisonné • La sélection s'est basée sur l'examen des documents de GoLD, le ciblage des participants directement impliqués dans le programme en tant que bénéficiaires, défenseurs et décideurs, l'examen des contacts des responsables de ces organisations et l'utilisation d'un échantillonnage en boule de neige pour le recrutement.
Groupes de jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Échantillonnage raisonné • Les groupes de jeunes, y compris les défenseurs et les décideurs, engagés dans la sensibilisation autour de la prestation de services, les contribuables (tels que les jeunes chauffeurs de taxi) directement touchés par les efforts de mobilisation fiscale, et les jeunes dirigeants.
Groupes de PVH	<ul style="list-style-type: none"> • Échantillonnage raisonné • Participants issus d'associations de PVH, y compris des défenseurs et des décideurs qui ont déjà interagi avec GoLD selon les documents de GoLD, en examinant les contacts des responsables de ces organisations et en utilisant un échantillonnage en boule de neige pour le recrutement.

TYPE DE RÉPONDANT APPROCHE DE LA SÉLECTION DES RÉPONDANTS

Autres groupes et associations locaux engagés dans la défense des intérêts et la participation civique	<ul style="list-style-type: none"> • Échantillonnage raisonné • Les associations d'enseignants engagées dans GoLD selon les documents de GoLD, pré-identifiées avant le travail sur le terrain, en examinant les contacts des responsables de ces organisations et en utilisant l'échantillonnage en boule de neige pour le recrutement. • Groupes de plaidoyer impliqués dans la participation citoyenne avec GoLD, sélectionnés à partir des listes de participants de GoLD, impliqués dans les activités de sensibilisation et de participative du programme. • Enseignants et parents dans les CT où la prestation de services éducatifs a été prétendument améliorée par le programme GoLD
--	---

L'équipe a prévu que les entretiens se déroulent dans un lieu choisi par le répondant. Dans la plupart des cas, il s'agit du bureau du participant. À Dakar, les participants avaient la possibilité de mener l'entretien au bureau de la Plateforme. Pour les FG, l'endroit choisi était un espace central de la CT permettant un accès facile tout en assurant l'intimité et le confort nécessaires pour faciliter une discussion libre et ouverte.

ANNEXE D: SOURCES D'INFORMATION

USAID/ Sénégal
Bureau DRGP
Bureau croissance économique
Bureau éducation
Bureau santé
Personnel de GoLD
COP/DCOP/Directeur technique
Communication, genre et partenariats
Spécialiste SEA
Spécialiste de la gouvernance
Directeur de l'appui institutionnel
Partenaires du consortium de GoLD
Enda ECOPOP DAKAR
World Vision
FAFS
URAC
Ministères et agences du gouvernement
Ministère des collectivités locales, du développement et de la planification (MCTDAT), directions
Agence de développement local (ADL)
Agence de développement municipal (ADM)
Programme national de développement local (PNDL)
Ministère des finances et du budget (MFB), directions
Direction générale des impôts et du cadastre
Autorités et agences régionales
Gouverneurs (4 régions)
Préfets et sous-préfets

Agence de développement régional (ARD)
Bureaux régionaux des ministères sectoriels (santé, éducation, nutrition, eau et assainissement)
Bureaux fiscaux régionaux
Autorités municipales
Maires, adjoints au maire, secrétaires municipaux
ACT
Commission municipale
Commission départementale
Partenaires locaux / Bénéficiaires
Groupes de jeunes
Groupes de femmes
Personnes vivant avec un handicap (PVH)
EGC
CDS
CPF
CFL

ANNEXE E : INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNEES

GUIDE D'ENTRETIEN I: USAID ET LES IPS

(DRGP, Education, Health, EGO) et les IPs ayant collaboré avec GoLD

Introduction par l'enquêteur/expert

Je suis....., enquêteur/expert de EnCompass dans le cadre de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes.

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité. Êtes-vous d'accord à ce que nous enregistrions l'audio de cet entretien ?

- Oui
- Non

Si la réponse est non : Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prendais que des notes écrites et n'enregistrais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquêté accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à prendre des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts enquêteur		Date de l'interview Interview	
Lieu de l'interview		Notes prises le	
Fonction			
Organization/ structures			
Autres informateurs ayant assisté à l'interview			
Questions liées à la position, au rôles et à l'expérience de GoLD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous vous présenter et nous décrire brièvement votre rôle dans le bureau [DRGP, Education, Health, EGO] ou autres IP 2. Pouvez-vous nous parler du projet GoLD, ses activités et axes d'interventions ? [Laissez le répondant parler du projet et des activités qu'il connaît selon sa position, ses responsabilités et son niveau d'implication] 		
EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?	<p>Bureau[1] Techniques et les IPs ayant collaboré avec GoLD</p> <p><u>Note par l'enquêteur:</u> ces questions portent sur l'amélioration de la communication et de la concertation entre institutions des différents niveaux (central, déconcentré et décentralisé)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comment appréciez-vous le partenariat entre votre bureau/activité et GoLD? [dans l'approche de travail, l'organisation des équipes pour la mise en œuvre du projet, points forts, échecs, difficultés etc.] 2. Selon votre expérience, quelles sont les institutions centrales, régionales ou locales ayant collaboré et coordonné leurs activités dans le cadre du projet GoLD? Quel a été l'appui de GoLD pour y arriver? Quels ont été les facteurs ou résultats clés? 3. Pensez-vous que les institutions régionales et locales vont continuer d'utiliser les mécanismes et/ou outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration et la coordination, même après la clôture du projet? Si oui, par quels mécanismes/outils 		

	<p>Only DRGP</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous, les interventions de GoLD ont-elles facilité ou encouragé les institutions et acteurs des CT à travailler ensemble? Si oui, illustrez par des exemples dans votre/vos secteur(s). Quels ont été les facteurs clés? 2. Y a-t-il eu des blocages et/ou contraintes pendant le projet qui ont empêché ou limité la coordination ? Préciser la nature de ces blocages ou difficultés 3. Quels étaient les points forts et les meilleurs succès dans la collaboration? 4. Avez-vous observé une amélioration progressive de la coordination entre les acteurs du projet ? Si oui, quelles institutions ont amélioré leur collaboration? 5. Cette collaboration a-t-elle permis de renforcer les capacités des collectivités locales à offrir des services publics ? Si oui, donnez des exemples de municipalités. Sinon, pouvez-vous me dire ce qui l'a empêché de se produire? 6. Le projet GoLD a-t-il contribué à améliorer la communication et la concertation entre les institutions à différents niveaux (central, déconcentré et décentralisé) ? Si oui, comment (par quels moyens) ? Pouvez-vous illustrer par des exemples ? 7. Les institutions régionales et locales continuent-elles à utiliser les mécanismes et outils promus par le programme GoLD pour renforcer la collaboration et la coordination, même après la clôture du projet ? Si oui, par quels mécanismes/outils ? Si non, pourquoi pensez-vous le contraire ?? 8. Y a-t-il eu des obstacles dans la collaboration avec le GoS ? Si oui, qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment ? Comment GoLD a-t-il relevé ces défis au fil du temps ? 9. Y a-t-il eu des difficultés avec les partenaires de mise en œuvre dans la collaboration,) ? Si oui, pouvez-vous m'en parler ? Comment l'USAID a travaillé pour les résoudre ?
<p>EQ 4 :Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. De votre point de vue, l'appui du programme GoLD a-t-il réellement contribué à la gouvernance citoyenne et à la participation aux services publics ? Quels secteurs, si oui? Comment?

<p>EQ 2 :Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué significativement à accroître les taxes et impôts ?</p>	<p>ONLY DRGP</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous, le projet GoLD a-t-il contribué à l'augmentation des revenus mobilisés par ses communes d'intervention ? Si oui, quels sont les principaux facteurs qui ont contribué à cette augmentation des recettes municipales ? 2. [Si oui à la question 1] Le projet GoLD a-t-il contribué à l'amélioration du mécanisme de mobilisation des recettes des communes? Si oui, en quoi consistaient les différents supports qui ont fait de tels succès ? Pensez-vous que les améliorations pourront se poursuivre après la clôture du projet GoLD ? 3. [Si oui à la question 1] Le projet GoLD a-t-il contribué à renforcer les capacités techniques des communes à gérer leurs ressources financières ? Si oui, quels ont été les principaux supports ? Les instruments et outils mis en place avec le soutien du projet GoLD sont-ils bien utilisés par les autorités locales ? 4. A votre avis, les CT se sont-ils appropriés les outils et les instruments de gold? Seront- elles capables de continuer à gérer efficacement leurs ressources financières même à la fin du projet GoLD ? 5. Connaissez-vous le système numérique de collecte des impôts, Y-Tax ? Selon vous, cet outil facilite-t-il ou complique-t-il la collecte des impôts ? Le soutien des différents acteurs concernés a-t-il été obtenu ? Que pensez-vous de l'extension de l'utilisation de Y-Taxe à d'autres communes et au niveau national ?
<p>EQ 3 :Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)</p>	<p>Primarily Education, Health, EGO et les IPs ayant collaboré avec GoLD</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. De votre point de vue, l'appui de GoLD a-t-il effectivement contribué à améliorer les investissements dans les services publics? Comment? Quels ont été les facteurs clés? 2. Est-ce que l'appui de GoLD a favorisé une approche inclusive et participative dans l'identification des besoins prioritaires et dans l'allocation des fonds alloués à ces secteurs prioritaires? Si oui, donnez un exemple concret.

<p>EQ 5 :Comment les interventions de GoLD ont-elles créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'IP a-t-il soumis un plan d'action sur le genre et l'inclusion sociale ou un plan similaire, soit au début du programme, soit après l'ajout de l'AR5 ?<i>[Si oui relancer sur les points ci-dessous]</i> <ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure a-t-il été mis en œuvre? - Ce plan a-t-il été utile dans la pratique? - A-t-il été adapté au fil du temps ? - Pensez-vous qu'un tel plan pourrait être utile au nouveau IP ? Pourquoi ? 2. L'IP a-t-il engagé un conseiller en matière de genre et d'inclusion sociale, soit au début, soit après l'AR5 ? Si oui, en quoi ce conseiller a-t-il été efficace ? Pensez-vous qu'un tel conseiller pourrait être utile au nouveau IP ? Pourquoi ? 3. Est-ce que le projet GoLD a facilité la participation et l'inclusion des femmes dans les espaces de dialogue entre la société civile et les autorités dans les zones d'intervention? Si oui, décrivez comment? 4. Selon vous, les besoins spécifiques des femmes ont-ils été pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des plans d'investissement et du budget des communes des zones d'intervention? Si oui, comment GoLD y a contribué ? Donnez des exemples de quelques communes. 5. Selon vos observations, le projet GoLD a-t-il contribué à renforcer le leadership des femmes pour accroître leur influence? Si oui, comment? Quelle a été l'approche la plus performante? Pouvez-vous citer des communes en exemple? 6. Est-ce que le projet GoLD a favorisé l'inclusion de groupes traditionnellement marginalisés, notamment les personnes vivant avec un handicap, les jeunes issus de milieux défavorisés, dans les espaces de discussion et de décision? Si oui, est-ce que la fourniture des services publics tient réellement compte des besoins de ces groupes?
<p>Recommandations et Questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Avez-vous des questions pour moi? 2. Y a-t-il quelque chose que j'ai raté et que j'aurais dû demander?
<p>Fini</p>	<p>Je vous remercie.</p>

GUIDE D'ENTRETIEN 2: PARTENAIRE DE MISE EN OEUVRE ET MEMBRES DU CONSORTIUM

(GoLD et son staff, enda ECOPOP, World Vision, URAC, FAFS)

Introduction par l'enquêteur

Je suis....., enquêteur/l'expert de EnCompass dans le cadre de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes.

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité.

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Etes-vous d'accord à ce que nous enregistrions l'audio de cet entretien ?

- Oui
- Non

Si la réponse est non : Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prendais que des notes écrites et n'enregistrais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquêté accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à prendre des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts enquêteur		Date de l'interview Interview	
-------------------	--	----------------------------------	--

Lieu de l'interview	Notes prises le
Fonction	
Organization/ structures	
Autres informateurs ayant assisté à l'interview	
Les Questions Experience par GoLD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et nous décrire votre rôle actuel? [poste/position, responsabilités, quelle structure du consortium exactement ?] 2. Pouvez-vous nous parler des activités menées par le projet GoLD ? [Laissez le répondant parler du projet et des activités qu'il connaît selon sa position, ses responsabilités et son niveau d'implication]

EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?

Collaboration/coordination entre les entités du gouvernement et les collectivités territoriales

1. Dans la mise en œuvre des activités de GoLD, comment les CT ont-elles collaboré avec les entités du gouvernement à tous les niveaux de gouvernance *[Décrire et précisez la nature et le niveau de collaboration avec les CT. Donnez des exemples concrets et documentez les succès, les faiblesses et contraintes dans la collaboration pour chaque domaine ci-dessous?]*
 - Dans le domaine de la santé
 - Dans le domaine de l'éducation
 - Dans le domaine du WASH
 - Dans le domaine de la mobilisation et de la gestion des ressources
2. Selon vous, les interventions de GoLD ont-elles permis de renforcer la collaboration/coordination avec les CT? Si oui, comment et lesquelles ? *[Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas. Si le répondant est membre du consortium, amenez-le à spécifier]*
 - Activités, rôle et implication de GoLD pour faciliter cette collaboration
 - Outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration/coordination *[Précisez les outils]*
 - Mise en place de cadre de concertation entre institutions (central, déconcentré et décentralisé)
 - Contraintes et difficultés rencontrées dans la collaboration *[sur quels aspects spécifiquement, citez des exemples illustratifs]*
3. Selon vous, cette collaboration a-t-elle permis de renforcer les capacités des CT à mieux fournir les services publics aux populations ? Si oui, donnez des exemples concrets. Si non, quels étaient les obstacles et les défis ?
4. Est-ce que les institutions régionales et locales continueront d'utiliser les mécanismes et les outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration et la coordination, même au-delà de la durée du projet ? Si oui, par quels mécanismes/ outils et approches?

EQ 4 : Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?

Amélioration de la participation citoyenne et transparence dans la prestation des services publics

1. Quels sont les outils de gouvernance promus par GoLD pour renforcer la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics ? *[Relancez sur les outils ci-après ainsi que les résultats obtenus et les documenter]*
 - Budget participatif (mécanisme, acteurs impliqués, contraintes et résultats)
 - Utilisation du BBGI (acteurs impliqués, contraintes et résultats)
 - Utilisation du SMP-CT (acteurs impliqués, contraintes et résultats)
 - CVA
 - U-BRidge
 - Forces et faiblesses des outils et approches, succès
2. Quelles ont été les approches de partenariats stratégiques mises en œuvre par GoLD pour renforcer la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics? Ces approches ont-elles produit les résultats escomptés? Donnez des exemples concrets.

EQ 2 :Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué significativement à accroître les taxes et impôts ?

Consigne pour l'enquêteur: ces questions peuvent être difficiles à répondre pour tous les membres du consortium. GoLD, enda ECOPOP et dans une moindre mesure URAC peuvent y répondre .

Mobilisation et gestion des ressources

1. Quelles sont les activités menées par GoLD et/ou membre du consortium (**principalement enda ECOPOP**) pour favoriser l'augmentation des ressources des collectivités d'intervention ?
[Décrire ces activités et relancez sur les points ci-dessous]
 - Activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès des communautés ? (émissions radio, Espace de Dialogue et d'Interpellation Communautaire (EDIC), forums, rencontres d'échanges etc.)
 - Renforcement des capacités de votre collectivité pour améliorer la collecte et la gestion des ressources financières? *[dans quels domaines, acteurs bénéficiaires, outils développés etc.]*
 - Autres activités et/ou initiatives prises dans le cadre du projet ou au niveau communautaire pour augmenter les revenus *[décrire ces activités]*
2. **Pour collecter les données quantitatives:** Avez-vous un document, rapport, grille de performance qui montre l'évolution des types d'impôts dans votre CT depuis 2017? *[peut-être pour le staff GoLD Seulement- notamment les budgets annuels des CT qui ne sont que des prévisions et les comptes administratifs qui reflètent réellement les dépenses et investissements][2]*

Inclus dans les CTs avec Y-Tax Sur l'expérimentation de Y-Tax

 - Pouvez-vous nous parler de la mise en œuvre de l'expérimentation de l'outil Y-Tax dans les 4 communes pilotes ?
 - Quels sont les avantages et les inconvénients de l'utilisation de Y-Tax? Citez des exemples concrets.
 - Principales difficultés/contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du système Y-Tax durant la phase pilote? Dans quelle mesure et comment l'utilisation de Y-Tax peut-elle être pérennisée au-delà de la phase pilote?
 - Pensez-vous que cet outil peut être étendu aux autres collectivités territoriales ? Si oui, comment ? Si non, quels sont les facteurs entravant l'extension de l'outil Y-Tax?
 - Suggestions et recommandations pour améliorer son efficacité et l'étendre dans les autres communes ?

<p>EQ 3: Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous, les interventions de GoLD et/ou des membres du consortium ont-elles apporté des changements en matière d'investissements dans les secteurs clés ? Si oui, relancez sur les points ci-dessous: <ul style="list-style-type: none"> - Décrire les changements concrets (en termes d'effets sur le niveau des investissements par exemple) dans les secteurs clés (Santé, éducation, Wash et nutrition) citer des exemples illustratifs - Types d'appui, stratégies, approches et outils mis en place par GoLD et/ou membre du consortium - Selon vous, quel (s) secteur (s) a/ont davantage connu une amélioration en termes d'investissements et de fourniture de services (éducation, nutrition, santé, WASH)? [demandez au répondant de donner des exemples concrets et pourquoi.] 2. Dans quelle mesure et comment les acquis et résultats obtenus grâce au projet peuvent-ils être pérennisés au-delà de la durée du projet? [Quoi? Par qui et comment? initiatives de durabilité au plan communautaire?]
<p>EQ 5 : Comment les interventions de GoLD ont-elles créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. GoLD a-t-il mené des activités en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap ? [Si oui, quoi? comment? Amenez le répondant à décrire ces activités] Donnez des exemples 4. Selon vous, ces interventions de GoLD ont-elles apporté des changements? Si oui, décrire lesquels et comment ces changements ont-ils été opérés ? <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine de l'équité de genre ? - L'autonomisation et l'inclusion des femmes dans les espaces de dialogue, la prestation de services et de gouvernance locale ? [FAFS et ses antennes régionales pourraient fournir beaucoup d'éléments d'appréciation] - L'implication des jeunes dans la gouvernance locale ? - L'inclusion des personnes vivant avec un handicap ? 5. Y a-t-il eu des contraintes et/ou barrières entravant l'implication des femmes, des jeunes et personnes vivant avec un handicap ? Si oui quelle est la nature de ces contraintes et/ou barrières ? donnez des exemples illustratifs (relance : qu'est-ce qui a été fait pour lever ou faire face à ces contraintes/difficultés? Quels résultats?)
<p>Recommandations et Questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'efficacité de tout nouveau programme de gouvernance locale qui viendrait après GoLD? 2. Avez-vous des questions pour moi? Y a-t-il quelque chose que j'ai raté et que j'aurais dû demander?

Fini

Je vous remercie.

GUIDE D'ENTRETIEN 3: ACTEURS INSTITUTIONNELS DU NIVEAU CENTRAL

- MFB et ses directions, DSPL, BCT/DGID General Headquarters of Taxes and Customs
- MCTDAT et ses directions, bureau des collectivités territoriales (BCT)
- Agences Nationales: ADM (PACASEN), ADL, PNDL

Introduction par l'enquêteur/expert

Je suis....., enquêteur/expert de EnCompass dans le cadre de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité.

Etes-vous d'accord à ce que nous enregistrons l'audio de cet entretien ?

- Oui

- Non

Si la réponse est non : Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prenais que des notes écrites et n'enregistrais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquêté accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à prendre des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts enquêteur		Date de l'interview Interview	
Lieu de l'interview		Notes prises le	
Fonction			
Organization/ structures			
Autres informateurs ayant assisté à l'interview	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et nous décrire votre rôle actuel ? <i>[poste/position, responsabilités]</i> 2. Connaissez-vous des activités menées par le projet GoLD ? <i>[Laissez le répondant parler du projet et des activités qu'il connaît]</i> 3. Parmi les activités menées par le projet, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? <i>[Si oui, amener le répondant à les décrire et son niveau d'implication]</i> 		

EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?

Collaboration/coordination entre les entités du gouvernement et les collectivités territoriales

1. Dans la mise en œuvre des activités de GoLD, comment appréciez-vous la collaboration entre les entités du gouvernement et les collectivités territoriales? *[Décrire et précisez la nature et le niveau de collaboration avec les CT. Donnez des exemples concrets et documentez les succès, les faiblesses et contraintes dans la collaboration pour chaque domaine ci-dessous?]*

- Dans le domaine de la santé
- Dans le domaine de l'éducation
- Dans le domaine du WASH
- Dans le domaine de la mobilisation et de la gestion des ressources

2. Comment appréciez-vous les interventions de GoLD pour renforcer la collaboration/coordination entre vos structures et les CT? *[Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]*

- Activités, rôle et implication de GoLD pour faciliter cette collaboration

- Outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration/coordination *[Précisez les outils]*

- Mise en place de cadre de concertation entre institutions (central, déconcentré et décentralisé)

- Contraintes et difficultés rencontrées dans la collaboration (sur quels aspects spécifiquement, citez des exemples illustratifs)

3. Selon vous, la collaboration a-t-elle permis de renforcer les capacités des CT à fournir des services publics adéquats aux populations ? Si oui, donnez des exemples concrets. Si non, quels étaient les obstacles et les défis ?

4. Est-ce que les institutions régionales et locales continueront d'utiliser les mécanismes et les outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration et la coordination, même au-delà de la durée du projet ? Si oui, quels mécanismes/ outils?

<p>EQ 4 :Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?</p>	<p>NON POUR CETTE CIBLE</p>
<p>EQ 2 :Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué significativement à accroître la mobilisation des ressources des CT, notamment à travers le recouvrement des taxes et impôts ?</p>	<p><u>Consignes pour l'enquêteur:</u> Peut-être ces questions seront difficiles pour le niveau national d'y répondre. Sondez le répondant pour vérifier s'il a été impliqué dans les interventions du projet en matière de mobilisation de ressources.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous, dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à l'accroissement de la mobilisation des ressources des communes partenaires ? Comment ? Par quels mécanismes ? Citez des exemples illustratifs 2. Selon vous, le projet GoLD a-t-il contribué à renforcer les capacités techniques des communes à gérer leurs ressources financières ? 3. Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de l'utilisation de l'outil Y-Tax au sein des collectivités territoriales ? Citez des exemples concrets <p>- Quelles sont les principales difficultés/contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du système Y-Tax durant la phase pilote?</p> <p>- Dans quelle mesure et comment l'utilisation de Y-Tax peut-elle être pérennisée et étendue autres CT au-delà de la durée du projet ? Comment ? Si non, quels sont les facteurs entravant l'extension de l'outil Y-Tax?</p> <p>- Suggestions et recommandations pour améliorer son efficacité et l'étendre dans les autres communes ?</p>

EQ 3: Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)

Interventions de GoLD et appréciation des effets, résultats et changements induits

1. Selon vous, l'appui de GoLD a-t-il contribué à améliorer les investissements dans les secteurs clés ? Si oui, comment ? Y a-t-il une différence entre les CT bénéficiaires et les autres communes? Préciser ces différences si elles existent?
2. Quels sont les secteurs ayant connu une amélioration en termes de livraison de service (éducation, nutrition, santé, WASH)?
3. Par quelles activités du projet ces améliorations ont-elles été produites ? Offrez votre perspective à partir de la région.

<p>EQ 5 :Comment les interventions de GoLD ont-elles créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?</p>	<p>Consigne pour l'enquêteur: ces questions peuvent être difficiles à répondre pour le niveau central. Sondez le répondant pour vérifier s'il a été impliqué dans les interventions du projet en matière d'inclusion sociale</p> <p>1.Selon vous, GoLD a-t-il mené des activités spécifiques en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap ? <i>[Si oui, comment? Amenez le répondant à décrire ces activités]</i></p> <p>2. Selon vous, les interventions de GoLD ont-elles apporté des changements? Décrire lesquels et comment ces changements ont-ils été opérés ? Donnez des exemples</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine de l'équité de genre ? - L'autonomisation et l'inclusion des femmes dans les espaces de dialogue, la prestation de services et de gouvernance locale ? Comment ? - L'implication des jeunes dans la gouvernance locale ? Comment ? - L'inclusion des personnes vivant avec un handicap ? Comment ? <p>Y a-t-il eu des contraintes et/ou barrières entravant l'implication des femmes, des jeunes et personnes vivant avec un handicap ? Si oui quelle est la nature de ces barrières ? donnez des exemples illustratifs</p>
<p>Recommandations et Questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'efficacité de tout nouveau programme de gouvernance locale qui viendrait après GoLD? 2. Avez-vous des questions pour moi? Y a-t-il quelque chose que j'ai raté et que j'aurais dû demander
<p>Fini</p>	<p>Je vous remercie.</p>

GUIDE D'ENTRETIEN 4: AUTORITES ADMINISTRATIVES

(Gouverneurs, Préfets, sous-préfets)

Introduction par l'enquêteur

Je suis....., enquêteur/l'expert de EnCompass dans le cadre de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes.

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité.

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Êtes-vous d'accord à ce que nous enregistrions l'audio de cet entretien ?

- Oui
- Non

Si la réponse est non : Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prenais que des notes écrites et n'enregistrais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquêté accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à prendre des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts enquêteur		Date de l'interview Interview	
Lieu de l'interview		Notes prises le	
Fonction			
Organization/ structures			
Autres informateurs ayant assisté à l'interview			
Les Questions Demographiques/ Experience par GoLD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous nous parler du projet GoLD et des activités qui ont été réalisées dans votre région (gouverneur) / votre circonscription administrative (préfet/sous-préfet) ? 		
EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment appréciez-vous globalement la collaboration entre les services gouvernementaux de votre région/département et les CT ? 2. Pensez-vous que les interventions de GoLD ont favorisé ou encouragé une quelconque collaboration/coordination à l'échelle régionale et/ou départementale? Si oui, illustrez par des exemples de collaboration effective. 3. Le projet GoLD a-t-il contribué à l'amélioration de la communication et de la concertation entre institutions des différents niveaux (central, déconcentré et décentralisé) de votre région ? Si oui comment (par quels moyens)? Pouvez-vous illustrer par des exemples? 		

<p>EQ 4 :Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?</p>	<p>Pour le préfet/sous-préfet:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Connaissez-vous les outils et activités promus par GoLD pour renforcer la participation citoyenne dans les communes partenaires dans votre département ou arrondissement ? [Si oui, amenez le répondant à décrire les activités connues du projet, difficultés et contraintes et relancez brièvement sur quelques points ci-dessous] <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la participation citoyenne et de la transparence - Budget participatif - BBI - Autres approches et outils
<p>EQ 2 ::Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué significativement à accroître les taxes et impôts ?</p>	<p>Consigne pour l'enquêteur: ces questions seront difficiles pour le gouverneur d'y répondre. Les préfets et sous-préfets sont plus à même d'y répondre.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Comment appréciez-vous les activités menées par GoLD en matière de recouvrement des taxes et impôts des CT? [Amenez le répondant à décrire les activités connues du projet, difficultés et contraintes] 2. Quelle appréciation faites-vous de la digitalisation de la collecte des impôts et taxes dans certaines CT ? [Avantages et les inconvénients, accroissement des recettes, renforcement capacités techniques des CT, difficultés et contraintes]
<p>EQ 3: Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous l'appui de GoLD dans votre région/circonscription administrative a-t-il contribué à l'amélioration des investissements dans les secteurs clés (Santé, éducation, wash, etc.) Si oui, pouvez-vous citer des exemples et les secteurs concernés ?

<p>EQ 5 :Comment les interventions de GoLD ont-elles créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?</p>	<p>Quelle appréciation faites-vous des interventions de GoLD dans les domaines de l'inclusion sociale, l'autonomisation des femmes etc. ? Donnez des exemples illustratifs [Relancer sur les point ci-dessous au cas où le répondant a eu du vécu avec les interventions du projet dans ces domaines]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine de l'équité de genre ? - L'autonomisation et l'inclusion des femmes dans les espaces de dialogue, la prestation de services et de gouvernance locale ? Comment ? - L'implication des jeunes dans la gouvernance locale ? Comment ? - L'inclusion des personnes vivant avec un handicap ? Comment ?
<p>Recommandations et Questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'efficacité de tout nouveau programme de gouvernance locale qui viendrait après GoLD? 2. Avez-vous des questions pour moi? Y a-t-il quelque chose que j'ai raté et que j'aurais dû demander
<p>Fini</p>	<p>Je vous remercie.</p>

GUIDE D'ENTRETIEN 5: SERVICES TECHNIQUES DECONCENTRES (REGIONAL ET DEPARTEMENTAL)

EQ 2

- Trésoriers payeurs régionaux (TPR)
- Centres fiscaux régionaux
- Recettes perceptions départementales/municipales (RPD/RPM)

EQ 1, 3-5

- ARD, SRADL
- Services régionaux (MCR/MCD, IA/IEF, Brigade régionale de l'hygiène, service régional de l'hydraulique)

Introduction par l'enquêteur/expert

Je suis....., enquêteur/expert de EnCompass dans le cadre de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes.

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité.

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Etes-vous d'accord à ce que nous enregistrons l'audio de cet entretien ?

- Oui
- Non

Si la réponse est non: Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prendrais que des notes écrites et n'enregistrerais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquête accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à prendre des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts enquêteur		Date de l'interview Interview	
Lieu de l'interview		Notes prises le	
Fonction			
Organization/ structures			
Autres informateurs ayant assisté à l'interview			
Les Questions Demographiques/ Experience par GoLD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et nous décrire votre rôle actuel ? <i>[poste/position, responsabilités]</i> 2. Connaissez-vous des activités menées par le projet GoLD ? <i>[Laissez le répondant parler du projet et des activités qu'il connaît]</i> 3. Parmi les activités menées par le projet, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? <i>[Si oui, amener le répondant à les décrire et son niveau d'implication]</i> 		

EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?

Collaboration/coordination entre les entités du gouvernement et les collectivités territoriales (seulement ARD, SRADL, et services techniques déconcentrés)

1. Dans la mise en œuvre des activités de GoLD, votre structure a-t-elle collaboré avec les collectivités territoriales? [Décrire et précisez la nature et le niveau de collaboration avec les CT. Donnez des exemples concrets et documentez les succès, les faiblesses et contraintes dans la collaboration pour chaque domaine ci-dessous?]
 - Dans le domaine de la santé
 - Dans le domaine de l'éducation
 - Dans le domaine du WASH
 - Dans le domaine de la mobilisation et de la gestion des ressources [comment ils ont collaboré avec les CT pour l'expérimentation de l'outil Y-Tax]
2. Selon vous, les activités et interventions de GoLD ont-elles permis de renforcer votre collaboration/coordination avec les CT? Si oui, comment et pourquoi ? [Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]
 - Activités, rôle et implication de GoLD pour faciliter cette collaboration
 - Outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration/coordination [Précisez les outils]
 - Mise en place de cadre de concertation et d'échange entre institutions (central, déconcentré et décentralisé)
 - Contraintes et difficultés rencontrées dans la collaboration (sur quels aspects spécifiquement, citez des exemples illustratifs)
3. Pensez-vous que cette collaboration a permis de renforcer les capacités des CT à fournir les services publics aux populations ? Si oui, donnez des exemples concrets. Si non, quels étaient les obstacles et les défis ?
4. Est-ce que les institutions régionales et locales continueront d'utiliser les mécanismes et les outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration et la coordination, même au-delà de la durée du projet ? Si oui, quels mécanismes/ outils?

EQ 4 : Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?

EQ 2: Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué significativement à accroître les taxes et impôts ?

Consigne pour l'enquêteur: ces questions peuvent être difficiles à répondre pour tous les répondants. Les services déconcentrés du MFB (TPR, RPD, RPM, etc.) et du MCTDAT sont mieux placés pour répondre à ces questions

Mobilisation et gestion des ressources des CT

1. En tant que Trésorier Payeur Régional, comment les taxes et impôts des CT sont-ils collectés et gérés ? [Amenez le répondant à décrire les mécanismes de collecte des impôts, dispositifs légaux mis en place, circuits, mode et conditions de décaissement etc.]
2. Comment appréciez-vous les activités menées par GoLD dans le domaine du recouvrement des taxes des CT? [Amenez le répondant à décrire les activités connues du projet, sa structure a-t-elle été impliquée, comment? Difficultés et contraintes]
3. De votre point de vue, ces initiatives ont-elles permis d'augmenter les recettes financières des CT? Si oui, comment ? Donnez des exemples concrets.

Sur l'expérimentation de Y-Tax

- Pouvez-vous nous parler de la mise en œuvre de l'expérimentation de l'outil Y-Tax dans les 4 communes pilotes ?

- Quels sont les avantages et les inconvénients de l'utilisation de Y-Tax? Citez des exemples concrets

- Principales difficultés/contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du système Y-Tax durant la phase pilote? Dans quelle mesure et comment l'utilisation de Y-Tax peut-elle être pérennisée au-delà de la phase pilote ?

- Pensez-vous que cet outil peut être étendu aux autres collectivités territoriales ? Si oui, comment ? Si non, quels sont les facteurs entravant l'extension de l'outil Y-Tax?

- Suggestions et recommandations pour améliorer son efficacité et l'étendre dans les autres communes ?

<p>EQ 3: Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)</p>	<p><u>Consigne pour l'enquêteur:</u> ces questions sont pour les services déconcentrés à l'exception de ceux du MFB (TPR, RPD, RPM, etc.)</p> <p>Selon vous, les interventions de GoLD ont-elles apporté des changements en matière d'investissements sectoriels dans votre localité? Si oui, relancez sur les points ci-dessous:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par quelles activités du projet ces améliorations ont-elles été produites? - Décrire les changements concrets et citer des exemples illustratifs pour chaque secteur (santé, éducation, wash, nutrition) - Quel (s) secteur (s) a/ont davantage connu une amélioration en termes d'investissements et de fourniture de services ? <i>[Demandez au répondant de donner des exemples concrets.]</i> - Observez-vous des différences quelconques au niveau de votre région/département entre les CT bénéficiaires et les autres communes? Lesquelles et pourquoi?
<p>EQ 5 :Comment les interventions de GoLD ont-elles créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?</p>	<p><u>Consigne pour l'enquêteur:</u> ces questions sont pour les services déconcentrés à l'exception de ceux du MFB (TPR, RPD, RPM, etc.)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Selon vous, quels progrès le programme GoLD a-t-il réalisés dans la commune en termes de genre, d'inclusion des femmes et de respect de la parité ? En quoi ? Quels ont été les facteurs clés de succès ? 2. GoLD en collaboration avec la FAFS a-t-elle permis la promotion et l'inclusion sociale, notamment la dimension genre dans les CT/région du programme ? Pouvez-vous citer des exemples ? Quels ont été les facteurs clés ?
<p>Recommandations et Questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'efficacité de tout nouveau programme de gouvernance locale qui viendrait après GoLD? 2. Avez-vous des questions pour nous? Y a-t-il quelque chose que vous voudriez ajouter.
<p>Fini</p>	<p>Je vous remercie.</p>

GUIDE D'ENTRETIEN 6: COLLECTIVITES TERRITORIALES

(Maires, Présidents des conseils départementaux, Secrétaires municipaux, membres commissions sectorielles: santé, éducation, wash, finance)

Introduction par l'enquêteur/expert

Je suis....., enquêteur/expert de EnCompass chargé de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes.

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité.

Etes-vous d'accord à ce que nous enregistrons l'audio de cet entretien ?

- Oui
- Non

Si la réponse est non : Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prenais que des notes écrites et n'enregistrais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquêteur accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à ce que vous preniez des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts/ enquêteur		Date de l'interview	
Lieu de l'entretien		Notes prises le	
Fonction d'enquête			
Organisation/ structure			
Autres informateurs ayant assisté à l'interview			
Les Questions démographiques/ l'expérience avec GoLD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et nous décrire votre rôle actuel ? <i>[poste/position, responsabilités]</i> 2. Quelles sont les activités que le programme GoLD mène dans votre CT? <i>[Laissez le répondant parler du projet et des activités qu'il connaît]</i> 3. Parmi les activités menées par le projet, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? <i>[Si oui, amener le répondant à les décrire et son niveau d'implication]</i> 		

EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?

Appréciation de la collaboration et coordination avec les services techniques déconcentrés

1. Dans la mise en œuvre des activités du projet GoLD, votre collectivité territoriale a-t-elle travaillé avec les services déconcentrés de l'État ? *[Si oui, décrire comment, donnez des exemples concrets de collaboration effective. Quels ont été les facteurs clés?]*
2. Les interventions de GoLD ont-elles permis, selon vous, de renforcer la collaboration entre votre CT et les services déconcentrés de l'État (central, régional, local)? *[Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]*

- Activités, rôle et implication de GoLD pour faciliter cette collaboration

- Recours aux outils promus par GoLD pour renforcer la collaboration/coordination *[Précisez les outils]*

- Contraintes et difficultés rencontrées dans la collaboration avec les services étatiques (sur quels aspects spécifiquement, citez des exemples? *Quels ont été les facteurs clés?*)

3. Selon vous, cette collaboration a-t-elle permis de renforcer les capacités de votre municipalité à fournir les services publics aux populations? Si oui, donnez des exemples concrets. Si non, quels étaient les obstacles et les défis? *Quels ont été les facteurs clés?*

EQ 4: Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?

Amélioration de la participation citoyenne et transparence dans la prestation des services publics

1. En tant que collectivité territoriale, comment faites-vous pour inciter les citoyens à participer aux activités de gouvernance locale ?
 - Pouvez-vous donner quelques exemples de vos méthodes [Recours aux OSC partenaires, sensibilisation, émissions radio etc.]
 - Avez-vous des suggestions pour accroître ou élargir la sensibilisation des citoyens?
2. Connaissez-vous les outils de gouvernance promus par GoLD pour renforcer la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics dans votre commune? Les utilisez-vous dans votre commune ?
[Relancez sur les outils ci-après et les documenter]
 - Budget participatif (mécanisme, acteurs impliqués, contraintes et résultats)
 - Utilisation du Baromètre de Bonne Gouvernance Intégrée (BBGI) (acteurs impliqués, contraintes, réussites et résultats)
 - Utilisation du Système de Mesure de la Performance des Collectivités Territoriales (SMP-CT) (acteurs impliqués, contraintes, réussites et résultats)
 - CVA
 - U-Bridge
 - Forces et faiblesses des outils et approches de GoLD
3. Quels sont les partenariats développés par GoLD pour renforcer la participation citoyenne dans votre commune?

EQ 2: Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué à accroître les taxes et impôts ?

Consigne pour l'enquêteur: ces questions peuvent être difficiles à répondre pour tous les répondants. Les membres de commission finances sont mieux placés pour répondre à cette question

Mobilisation et gestion des ressources

1. Comment les taxes et impôts sont-ils collectés au sein de votre collectivité locale? [Amenez le répondant à décrire les mécanismes de collecte/mobilisation de ressource dans sa collectivité, dispositifs mis en place etc.] **[Question à poser aux maires, aux secrétaires municipaux et éventuellement aux membres des commissions finances]**
2. En tant que membre de la commission, êtes-vous impliqués dans le processus de mobilisation des taxes et impôts ? Si oui, comment? **[Question à poser aux membres des commissions]**
3. Quelles sont les activités/initiatives menées par GoLD pour favoriser l'augmentation des ressources de votre collectivité ? *[Décrire ces activités et relancez sur les points ci-dessous]*
 - Activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès des communautés ? (émissions radio, Espace de Dialogue et d'Interpellation Communautaire (EDIC), forums, rencontres d'échanges etc.)
 - Renforcement des capacités de votre collectivité pour améliorer la collecte des recettes? *[dans quels domaines, acteurs bénéficiaires, outils développés etc.]*
 - Renforcement des capacités de votre collectivité pour l'amélioration de la gestion des ressources financières?
 - Autres activités et/ou initiatives prises dans le cadre du projet ou au niveau communautaire pour augmenter les revenus *[décrire ces activités]*
4. De votre point de vue, ces initiatives ont-elles permis d'augmenter les ressources financières de votre collectivité et d'améliorer leur gestion? Si oui, comment? Donnez des exemples concrets.
5. Ceci n'est pas question d'évaluation mais devra permettre au terme de l'entretien de collecter les données financières. Pour collecter les données quantitatives: Avez-vous un document, rapport, grille de performance qui montre l'évolution des types d'impôts dans votre CT depuis 2017?

Pour les communes-pilote Y-Tax

- Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de l'utilisation de l'outil Y-Tax au sein de votre collectivité? Citez des exemples concrets
- Quelles sont les principales difficultés/contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du système Y-Tax durant la phase pilote?
- Dans quelle mesure et comment l'utilisation de Y-Tax peut-elle être pérennisée au-delà de la phase pilote ?
- Pensez-vous que cet outil peut être étendu aux autres collectivités territoriales ? Si oui, comment? Si non, quels sont les facteurs entravant l'extension de l'outil Y-Tax?
- Suggestions et recommandations pour améliorer son efficacité et l'étendre dans les autres communes ?

EQ 3: Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)

Appréciation des investissements dans les secteurs clés et part contributive de GoLD

1. En tant que collectivité territoriale, comment et par quels moyens vous investissez dans les secteurs WASH, la nutrition, la santé et l'éducation? *[Amenez le (s) répondant (s) à décrire les investissements pour chaque secteur, avant et durant le projet, budget alloué etc.]*
2. Selon vous, les interventions de GoLD ont-elles apporté des changements dans le cadre des investissements sectoriels ? Si oui, relancez sur les points ci-dessous:
 - Décrire les changements concrets et citer des exemples illustratifs
 - Effets sur le niveau d'investissement dans les secteurs clés
 - Types d'appui, stratégies, approches et outils mis en place par GoLD
 - Quel (s) secteur (s) a/ont connu une amélioration en termes d'investissements et de fourniture de services (éducation, nutrition, santé, WASH)? *[Demandez au répondant de donner des exemples concrets, notamment les membres des commissions sectorielles]*
3. Dans quelle mesure et comment les acquis et résultats obtenus grâce au projet peuvent-ils être pérennisés au-delà de la durée du projet? *[Quoi? Par qui et comment? Quels ont été les facteurs clé? Initiatives de durabilité communautaires?]*

<p>EQ 5: Comment l'intervention de GoLD a-t-elle créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. GoLD a-t-il mené des activités en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap ? <i>[Si oui, quoi? comment? Amenez le répondant à décrire ces activités] Donnez des exemples</i> 2. Selon vous, ces interventions de GoLD ont-elles apporté des changements? Si oui, décrire lesquels et comment ces changements ont-ils été opérés ? <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine de l'équité de genre ? - L'autonomisation et l'inclusion des femmes dans les espaces de dialogue, la prestation de services et de gouvernance locale ? <i>[FAFS et ses antennes régionales pourraient fournir beaucoup d'éléments d'appréciation]</i> - L'implication des jeunes dans la gouvernance locale ? - L'inclusion des personnes vivant avec un handicap ? 3. Y a-t-il eu des contraintes et/ou barrières entravant l'implication des femmes, des jeunes et personnes vivant avec un handicap ? Si oui quelle est la nature de ces contraintes et/ou barrières ? donnez des exemples illustratifs (<i>relance : qu'est-ce qui a été fait pour lever ou faire face à ces contraintes/difficultés? Quels résultats?</i>)
<p>Recommandations et Questions</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'efficacité de tout nouveau programme de gouvernance locale qui viendrait après GoLD? 2. Y a-t-il quelque chose que vous voudriez ajouter que nous n'aurions pas abordé dans cette discussion ? 3. Avez-vous des questions pour moi?
<p>Fini</p>	<p>Je vous remercie.</p>

GUIDE D'ENTRETIEN 7: ACTEURS COMMUNAUTAIRES

(Facilitateurs GoLD, Agent ACT, responsable CVA)

Introduction par l'enquêteur/expert

Je suis....., enquêteur/expert de EnCompass chargée de l'évaluation du Programme GoLD au Sénégal. Nous sollicitons votre participation à cet entretien pour partager l'expérience de votre

organisation et vos interactions personnelles avec le projet GoLD. La discussion, qui se fera en toute confidentialité, prendra environ 1 heure et trente minutes.

Nous vous signalons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez d'y participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou d'ignorer les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Toutefois, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre votre expérience avec le programme GoLD et ses impacts dans votre communauté. Nous pensons que votre participation à cette évaluation ne comporte aucun risque majeur. Encore une fois, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos réponses, y compris en gardant anonymes les répondants pendant le traitement et l'analyse des données

Nous vous prions de contacter Monsieur Souleymane Barry, le chef de suivi et évaluation si vous avez des questions ou plaintes. Nous vous laissons avec cette fiche qui comprend ses coordonnées.

Avez-vous des questions à me poser avant de commencer ?

Êtes-vous d'accord pour participer à cette enquête et répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-le pour son temps et passez à un autre répondant)

Si vous l'autorisez, nous aimerions enregistrer l'entretien afin que nous puissions élaborer une transcription précise et fidèle de vos réponses; ce qui nous aidera à analyser les données en toute fiabilité et intégrité.

Etes-vous d'accord à ce que nous enregistrons l'audio de cet entretien ?

- Oui
- Non

Si la réponse est non : Je comprends votre décision de ne pas enregistrer notre conversation. Seriez-vous à l'aise de poursuivre l'entretien si je ne prends que des notes écrites et n'enregistrais pas notre conversation ?

- Oui
- Non

Si l'enquête accepte les notes manuscrites, poursuivez l'entretien.

Si la personne interrogée ne consent pas à ce que vous preniez des notes manuscrites, mettez fin à l'entretien.

Experts/ enquêteur	Date de l'interview
--------------------	---------------------

Lieu de l'entretien		Notes prises le	
Fonction d'enquête			
Organisation/ structure			
Autres informateurs ayant assisté à l'interview			
Les Questions démographiques/ l'expérience avec GoLD	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pouvez-vous vous présenter brièvement et nous décrire votre rôle actuel ? <i>[poste/position, responsabilités]</i> 2. Connaissez-vous des activités menées par le projet GoLD ? <i>[Laissez le répondant parler du projet et des activités qu'il connaît]</i> 3. Parmi les activités menées par le projet, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? <i>[Si oui, amener le répondant à les décrire et son niveau d'implication]</i> 		
EQ 1: Dans quelle mesure GoLD a-t-il contribué à renforcer la collaboration / coordination entre les institutions centrales et locales (Collectivités territoriales et services techniques) pour améliorer la prestation des services publics dans les communautés ?	<p>Appréciation globale de la collaboration entre les services techniques déconcentrés et la collectivité territoriale</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En tant qu'acteur communautaire (facilitateur, ACT, CVA), avez-vous travaillé directement ou indirectement avec les services déconcentrés ? <i>[Si oui, décrire comment, donnez des exemples concrets de collaboration effective] ?</i> 2. Votre commune a-t-elle eu à collaborer avec les services déconcentrés de l'Etat (services régionaux, départementaux, ...) (appréciation de la collaboration entre la collectivité territoriale et les services déconcentrés?) <i>[Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]</i> <p>- Activités, rôle et implication de GoLD pour faciliter cette collaboration</p> <p>- Contraintes et difficultés rencontrées dans la collaboration avec les services étatiques (sur quels aspects spécifiquement, citez des exemples)</p>		

EQ 4: Dans quelle mesure les outils de gouvernance et les approches de partenariat stratégique promus par GoLD ont-ils servi à améliorer réellement et efficacement la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics?

Amélioration de la participation citoyenne et transparence dans la prestation des services publics

1. En tant que collectivité territoriale, comment faites-vous pour inciter les citoyens à participer aux activités de gouvernance locale ?

- Pouvez-vous donner quelques exemples de vos méthodes [Recours aux OSC partenaires, sensibilisation, émissions radio etc.]

- Avez-vous des suggestions pour accroître ou élargir la sensibilisation des citoyens?

2. Connaissez-vous les outils de gouvernance promus par GoLD pour renforcer la participation citoyenne et la transparence dans la prestation des services publics dans votre commune? Les utilisez-vous dans votre commune ? *[Relancez sur les outils ci-après et les documenter]*

- Budget participatif (mécanisme, acteurs impliqués, contraintes et résultats)

- Utilisation du Baromètre de Bonne Gouvernance Intégrée (BBGI) (acteurs impliqués, contraintes, réussites et résultats)

- Utilisation du Système de Mesure de la Performance des Collectivités Territoriales (SMP-CT) (acteurs impliqués, contraintes, réussites et résultats)

- CVA

- U-Bridge

- Forces et faiblesses des outils et approches de GoLD

3. Quels sont les partenariats développés par GoLD pour renforcer la participation citoyenne dans votre commune?

EQ 2: Comment (ou dans quelle mesure) GoLD a-t-il contribué à accroître les taxes et impôts ?

Mobilisation et gestion des ressources des CT [Tester pour vérifier si les acteurs communautaires sont impliqués dans la collecte des taxes]

1. En tant qu'acteur communautaire, êtes-vous impliqués dans le processus de mobilisation des taxes et impôts ? Si oui, comment? *[Si non, relancez : Avez-vous connaissance du processus de recouvrement des recettes dans votre commune?]*
2. Selon vous, GoLD a-t-il mené des activités pour favoriser l'augmentation des ressources de votre collectivité ? *[Décrire ces activités et relancez sur les points ci-dessous]*

- Activités de sensibilisation et de plaidoyer pour inciter les communautés à payer l'Impôt? *(émissions radio, EDIC, forums, rencontres d'échanges, etc.)*

- Renforcement des capacités des acteurs communautaires pour améliorer la collecte des recettes? *[dans quels domaines, acteurs bénéficiaires, outils développés, etc.]*

- Autres activités et/ou initiatives prises dans le cadre du projet ou au niveau communautaire pour augmenter les recettes de la commune *(Contributions de la diaspora, Responsabilité sociale des entreprises -RSE)*

de votre point de vue, ces initiatives ont-elles permis d'augmenter les sources financières de votre collectivité? Si oui, comment? Donnez des exemples concrets

Pour les acteurs communautaires des communes-pilote Y-Tax
[Questions à poser aux acteurs communautaires des 4 communes pilotes : Tanaff, Kédougou, Bagadadji, Koumpentoum]

- Connaissez-vous l'outil Y-Tax? Si non passez la question d'évaluation Q3

- Comment appréciez-vous l'utilisation de l'outil Y-Tax dans votre commune en termes d'amélioration de la mobilisation des recettes ?
Pouvez-vous donner des éléments concrets qui confirment cela? *(les avantages et les inconvénients, les principales difficultés/contraintes rencontrées, possibilité d'extension à d'autres communes, pérennisation)*

- Suggestions et recommandations pour améliorer son efficacité et l'étendre dans les autres communes ?

EQ 3: Comment les interventions de GoLD (Technique, Financière, et Ressources Humaines) ont-elles amélioré significativement les investissements des collectivités territoriales dans des secteurs clés (WASH, nutrition, santé et éducation)

Appréciation des investissements dans les secteurs clés et part contributive de GoLD

4. Selon vous, les interventions de GoLD ont-elles apporté des changements dans le cadre des investissements dans chaque service clé ? *(changements concrets avec exemples illustratifs, effets sur le niveau d'investissement dans les secteurs clés, types d'appui, stratégies, approches et outils mis en place par GoLD)* *(Approfondir en amenant l'interviewer à parler de l'implication, l'organisation et la responsabilisation des populations/communautés en matière de choix des investissements, de planification, de participation aux prises de décisions et faire le lien avec l'utilisation du budget participatif)*
 - Quel (s) secteur (s) a/ont connu une amélioration en termes d'investissements et de fourniture de services (éducation, nutrition/sécurité alimentaire, santé, WASH)? (demandez au répondant de donner des exemples concrets)
5. Dans quelle mesure et comment les acquis et résultats obtenus grâce au projet peuvent-ils être pérennisés au-delà de la durée du projet? *[Quoi? Par qui et comment? Initiatives ou contributions au plan communautaire].*

EQ 5: Comment l'intervention de GoLD a-t-elle créé les conditions favorables au renforcement de l'équité de genre, l'autonomisation de la femme et l'inclusion sociale en matière de prestation de services et de gouvernance locale ?

6. Quelles sont les activités menées par GoLD en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap, en particulier pour leur implication accrue dans les questions de gouvernance locale? [Amenez le répondant à décrire ces activités]
7. Selon vous, la participation des citoyens qui, d'habitude, sont peu impliqués dans les affaires locales, a-t-elle été améliorée ? Si oui cette amélioration a-t-elle donné des résultats? Lesquels par exemple?

(Exemples pour l'équité genre : parole aux femmes dans les réunions et instances, participation des femmes aux prises de décisions, prise en compte des préoccupations des femmes dans le budget et les activités de la commune, inclusion des femmes dans les espaces de dialogues, etc. ?)

○ (Exemples pour autonomisation des femmes : Accès à la terre, activités génératrices de revenus, allègement des travaux, responsabilisation dans l'utilisation des revenus ? Comment ?)

○ (Exemples pour implication des jeunes : Parole aux jeunes, participation des jeunes aux prises de décisions, inclusion des jeunes dans les espaces de dialogue, implication des jeunes dans les activités de la commune?) Comment ?

○ (Exemples pour l'inclusion des personnes vivant avec un handicap: Parole aux personnes vivant avec un handicap, participation des personnes vivant avec un handicap aux prises de décisions, inclusion des personnes vivant avec un handicap dans les espaces de dialogue, implication des personnes vivant avec un handicap dans les activités de la commune?) Comment ?

8. Y a-t-il eu des contraintes et/ou barrières entravant la participation des femmes, des jeunes et personnes vivant avec un handicap à la gouvernance locale ? Si oui quelle est la nature de ces barrières ? Donnez des exemples illustratifs ? Suggestions pour surmonter ces obstacles et barrières?

Recommandations et Questions	<ol style="list-style-type: none">9. Quelles sont vos recommandations pour améliorer l'efficacité de tout nouveau programme de gouvernance locale qui viendrait après GoLD?10. Y a-t-il quelque chose que vous voudriez ajouter que nous n'aurions pas abordé dans cette discussion ?11. Avez-vous des questions pour moi?
Fini	Je vous remercie.

GUIDE DE DISCUSSION I : FOCUS GROUP FEMMES

Présentation par l'enquêteur

Je suis....., enquêteur de EnCompass dans l'évaluation du programme GoLD au Sénégal.

Ici, nous vous demandons de participer à un groupe de discussion car nous aimerions couvrir votre organisation et votre expérience avec le projet GoLD. La discussion durera environ 1h30.

Nous précisons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez de participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou de sauter les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Même si vous avez signé un formulaire de consentement avant que nous commencions, si vous souhaitez arrêter à tout moment, vous pouvez le faire sans conséquence.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Cependant, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre l'environnement des organisations locales au Sénégal et vos expériences avec le programme appelé GoLD.

Nous pensons que votre participation à cette étude comporte un risque minimal, mais nous souhaitons vous informer de certains que nous avons identifiés. Les risques liés à la participation incluent le fait que d'autres participants peuvent connaître vos réponses, cependant, nous demandons à tous les membres du groupe de garder confidentielles les informations partagées dans le groupe.

Veuillez contacter M. Souleymane Barry, le responsable de l'étude si vous avez des questions ou des plaintes. Nous vous laissons avec ce formulaire qui reprend ses coordonnées.

Nous voudrions maintenant vous demander à nouveau,

Acceptez-vous de participer à cette enquête et de répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Nous aimerions enregistrer l'interview. Ceci afin que nous puissions compiler une transcription précise de ce que vous dites, ce qui nous aidera à analyser les données. Nous protégeons vos informations telles que votre nom et d'autres détails d'identification en ne liant jamais vos informations de participant à la transcription de ce groupe.

Acceptez-vous que nous enregistrions l'audio de cette interview ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et passez aux répondants suivants.)

Connaissance du projet GoLD et de ses interventions

1. Pouvez-vous nous parler des activités menées par le projet GoLD ? [Amener le (s) participant (e) s à décrire les activités connues du projet]

Appréciation des interventions de GoLD et sa contribution dans la prestation de services publics

2. Comment appréciez-vous les interventions du projet ? Ont-elles apporté des changements quelconques ? [Si oui, lesquels? Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]

- La prestation des services publics par les CT depuis l'arrivée du projet GoLD ? [pourquoi et comment? Donnez des exemples illustratifs, Disponibilité, accès, qualité des services]

- Dans le domaine de la santé et de la nutrition

- Dans le domaine de l'éducation

- Dans le domaine du Wash

- La promotion et l'inclusion des femmes

- Renforcement de la participation et du leadership des femmes ? [Par exemple: Avez-vous participé à des formations et dans quels domaines ? Si oui, quelles nouvelles compétences avez-vous acquises ?]

- Implication dans les instances de prise de décision au sein de votre Commune ? [est-ce que les autorités locales prennent désormais en compte les avis et besoins des femmes dans la prestation de service ? Pourquoi et comment? Sur quels sujets/enjeux spécifiquement ?]

- Barrières/difficultés entravant la promotion et l'inclusion des femmes [préciser ces barrières et argumentez]

Engagement et inclusion des femmes dans la prestation de services publics et la gouvernance locale

3. Parmi les activités développées par GoLD, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? [Si oui, lesquelles? Comment? Depuis combien de temps, activités qui ont connu le plus de succès? Difficultés et contraintes]

4. Est-ce que beaucoup d'entre vous participent aux activités du projet dans votre localité ? [Si oui, qu'est-ce qui vous motive? Y a-t-il une valeur ajoutée à y participer? Si non, pourquoi elles n'y participent pas?]

5. Comment appréciez-vous l'inclusion des femmes aux activités et interventions du projet ? [laissez les participantes donner leur appréciation sur leur niveau d'implication, comment sont-elles impliquées?] Relances sur les points ci-dessous au cas où les interviewées n'y répondent pas ou pas suffisamment :

- Est-ce les femmes reçoivent plus d'informations de la part des acteurs de la gouvernance locale?

- Ont-elles plus de chances de donner leurs opinions et priorités aux responsables locaux?

- sont-elles davantage invitées à travailler et/ou collaborer avec les responsables locaux, en donnant leurs idées et commentaires ?

- Sont-elles habilitées à participer au processus décisionnel avec les responsables locaux?

- Est-ce qu'elles participent à la budgétisation participative, aux sessions des dialogues, EDIC ?

- Ont-elles participé aux activités de plaidoyer et de sensibilisation, CVA ou émissions radiophoniques?

- Ont-ils été formés en leadership local?

6. Les réalisations et résultats du projet ont-ils des chances d'être poursuivis après la fin de ce projet? Si oui comment ? Si non, pourquoi?

7. Quelles peuvent être les contributions des populations pour maintenir ces acquis et assurer la pérennité des réalisations du projet?

8. Quelles seraient vos recommandations pour renforcer l'implication des femmes dans la gouvernance locale?

Merci beaucoup pour votre temps, tout le monde.

GUIDE DE DISCUSSION 2: FOCUS GROUP JEUNES

Présentation par l'enquêteur

Je suis....., enquêteur de EnCompass dans l'évaluation du programme GoLD au Sénégal.

Ici, nous vous demandons de participer à un groupe de discussion car nous aimerions couvrir votre organisation et votre expérience avec le projet GoLD. La discussion durera environ 1h30.

Nous précisons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez de participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou de sauter les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Même si vous avez signé un formulaire de consentement avant que nous commencions, si vous souhaitez arrêter à tout moment, vous pouvez le faire sans conséquence.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Cependant, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre l'environnement des organisations locales au Sénégal et vos expériences avec le programme appelé GoLD.

Nous pensons que votre participation à cette étude comporte un risque minimal, mais nous souhaitons vous informer de certains que nous avons identifiés. Les risques liés à la participation incluent le fait que d'autres participants peuvent connaître vos réponses, cependant, nous demandons à tous les membres du groupe de garder confidentielles les informations partagées dans le groupe.

Nous aimerions enregistrer l'interview. Ceci afin que nous puissions compiler une transcription précise de ce que vous dites, ce qui nous aidera à analyser les données. Nous protégeons vos informations telles que votre nom et d'autres détails d'identification en ne liant jamais vos informations de participant à la transcription de ce groupe.

Veuillez contacter M. Souleymane Barry, le responsable de l'étude si vous avez des questions ou des plaintes. Nous vous laissons avec ce formulaire qui reprend ses coordonnées.

Nous voudrions maintenant vous demander à nouveau,

Acceptez-vous de participer à cette enquête et de répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Acceptez-vous que nous enregistrions l'audio de cette interview ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Connaissance du projet GoLD et de ses interventions

1. Pouvez-vous nous parler des activités menées par le projet GoLD ? *[Amener les répondants à décrire les activités connues du projet]*

Appréciation des interventions de GoLD

2. Comment appréciez-vous les interventions du projet ? Ont-elles apporté des changements quelconques ? *[Si oui, lesquels? Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]*

- La prestation des services publics par les CT depuis l'arrivée du projet GoLD ? *[pourquoi et comment? Donnez des exemples illustratifs, Disponibilité, accès, qualité des services]*
- Dans le domaine de la santé et de la nutrition
- Dans le domaine de l'éducation
- Dans le domaine du Wash
- La promotion et l'implication des jeunes
- Avez-vous participé à des formations et dans quels domaines? Si oui, quelles nouvelles compétences avez-vous acquises? Argumenter
- Barrières/difficultés entravant l'implication des jeunes *[préciser ces barrières et argumentez]*

Engagement et participation des jeunes dans la prestation de services

3. Parmi les activités développées par GoLD, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? *[Si oui, lesquelles? Comment? Depuis combien de temps, activités qui ont le plus marché ? Échecs, difficultés et contraintes]*
 4. Comment appréciez-vous votre participation à la gouvernance locale et aux interventions du projet? *[laissez les participants donner leur appréciation sur leur niveau d'implication, comment sont-ils impliqués?] Relances sur les points ci-dessous :*
- Est-ce les jeunes reçoivent plus d'informations de la part des acteurs de la gouvernance locale?
 - Ont-ils plus de chances de donner leurs opinions et priorités aux responsables locaux?
 - sont-ils davantage invités à travailler et/ou collaborer avec les responsables locaux, en donnant leurs idées et commentaires ?
 - Sont-ils habilités à participer au processus décisionnel avec les responsables locaux?
 - Est-ce qu'ils participent à la budgétisation participative, aux sessions des dialogues, EDIC ?
 - Ont-ils participé aux activités de plaidoyer et de sensibilisation, CVA ou émissions radiophoniques?
 - Ont-ils été formés en leadership local?

5. Est-ce que beaucoup de jeunes participent aux activités du projet dans votre localité ? *[Si oui, qu'est-ce qui les motive? Si non, pourquoi ils n'y participent pas?]*

6. Les réalisations et résultats du projet ont-ils des chances d'être poursuivis après la fin de ce projet? Si oui comment ? Si non, pourquoi?
7. Quelles peuvent être les contributions des populations pour maintenir ces acquis et assurer la pérennité des réalisations du projet?
8. Quelles sont vos recommandations pour renforcer l'implication des jeunes dans la gouvernance locale?

Merci beaucoup pour votre temps, tout le monde.

GUIDE DE DISCUSSION 3: FOCUS GROUP AVEC LES PERSONNES VIVANT AVEC UN HANDICAP

Présentation par l'enquêteur

Je suis....., enquêteur de EnCompass dans l'évaluation du programme GoLD au Sénégal.

Ici, nous vous demandons de participer à un groupe de discussion car nous aimerions couvrir votre organisation et votre expérience avec le projet GoLD. La discussion durera environ 1h30.

Nous précisons également que la participation est volontaire. Si vous acceptez de participer, vous pouvez choisir d'arrêter à tout moment ou de sauter les questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Même si vous avez signé un formulaire de consentement avant que nous commençons, si vous souhaitez arrêter à tout moment, vous pouvez le faire sans conséquence.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Cependant, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre l'environnement des organisations locales au Sénégal et vos expériences avec le programme appelé GoLD.

Nous pensons que votre participation à cette étude comporte un risque minimal, mais nous souhaitons vous informer de certains que nous avons identifiés. Les risques liés à la participation incluent le fait que d'autres participants peuvent connaître vos réponses, cependant, nous demandons à tous les membres du groupe de garder confidentielles les informations partagées dans le groupe.

Nous aimerions enregistrer l'interview. Ceci afin que nous puissions compiler une transcription précise de ce que vous dites, ce qui nous aidera à analyser les données. Nous protégeons vos informations telles que votre nom et d'autres détails d'identification en ne liant jamais vos informations de participant à la transcription de ce groupe.

Veuillez contacter M. Souleymane Barry, le responsable de l'étude si vous avez des questions ou des plaintes. Nous vous laissons avec ce formulaire qui reprend ses coordonnées.

Nous voudrions maintenant vous demander à nouveau,

Acceptez-vous de participer à cette enquête et de répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Acceptez-vous que nous enregistrions l'audio de cette interview ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Connaissance du projet GoLD et de ses interventions

1. Pouvez-vous nous parler des activités menées par le projet GoLD ? [Amener le (s) participant (e) s à décrire les activités connues du projet]

Appréciation des interventions de GoLD

2. Comment appréciez-vous les interventions du projet ? Ont-elles apporté des changements quelconques ? [Si oui, lesquels? Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]

- La prestation des services publics par les CT depuis l'arrivée du projet GoLD ? [pourquoi et comment? Donnez des exemples illustratifs, Disponibilité, accès, qualité des services]

- Le programme GoLD a-t-il permis une meilleure inclusion des personnes vivant avec un handicap dans la prestation de services publics?

- GoLD a-t-il permis aux GCP de mettre l'accent sur les critères d'inclusion (prise en compte des personnes vivant avec un handicap) dans les normes sanitaires et éducatives?

- GoLD a-t-il permis une meilleure inclusion, autonomisation et émancipation des personnes vivant avec un handicap dans la fourniture et la prestation de services publics

- Dans le domaine de la santé et de la nutrition

- Dans le domaine de l'éducation

- Dans le domaine du Wash

- L'inclusion des personnes vivant avec un handicap

- Renforcement de la participation et du leadership des PVH ? [Avez-vous participé à des formations et dans quels domaines ? Si oui, quelles nouvelles compétences avez-vous acquises ?]

- Barrières/difficultés entravant la promotion et l'inclusion des personnes vivant avec un handicap [préciser ces barrières et argumentez]

Engagement et participation des personnes vivant avec un handicap dans la prestation de services

3. Parmi les activités développées par GoLD, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? [Si oui, lesquelles? Comment? Depuis combien de temps, activités qui ont le plus marché? Difficultés et contraintes]

4. Est-ce que beaucoup de personnes vivant avec un handicap participent aux activités du projet dans votre localité ? [Si oui, qu'est-ce qui les motive? Si non, pourquoi elles n'y participent pas?]

5. Comment appréciez-vous votre participation aux activités et intervention du projet? [laissez le répondant donner son appréciation sur son niveau d'implication, comment sont-ils impliqués?]
Relances sur les points ci-dessous :

- Est-ce que les PVH reçoivent plus d'informations de la part des acteurs de la gouvernance locale?

- Ont-elles plus de chances de donner leurs opinions et priorités aux responsables locaux?

- Sont-elles davantage invitées à travailler et/ou collaborer avec les responsables locaux, en donnant leurs idées et commentaires ?

- Sont-elles habilitées à participer au processus décisionnel avec les responsables locaux?

- Est-ce qu'elles participent à la budgétisation participative, aux sessions des dialogues, EDIC ?
- Ont-elles participé aux activités de plaidoyer et de sensibilisation, CVA ou émissions radiophoniques?
- Ont-elles été formées en leadership local?
 6. Les réalisations et résultats du projet ont-ils des chances d'être poursuivis après la fin de ce projet? Si oui comment ? Si non, pourquoi?
 7. Quelles peuvent être les contributions des populations pour maintenir ces acquis et assurer la pérennité des réalisations du projet?
 8. Quelles seraient vos recommandations pour renforcer l'implication des personnes vivant avec des handicaps dans la gouvernance locale?

Merci beaucoup pour votre temps, tout le monde.

GUIDE DE DISCUSSION 4: FOCUS GROUP APE, CGE, CDS, CPF, GPC, CDQ, CVG, ETC

Présentation par l'enquêteur

Je suis....., enquêteur d'une structure dénommée EnCompass chargée de mener l'évaluation finale du programme GoLD au Sénégal.

Ici, nous voudrions vous inviter à participer à une discussion en groupe pour discuter de votre expérience avec le projet GoLD. La discussion durera environ 1h30.

Nous précisons également que votre participation est libre et volontaire. Si vous acceptez de participer, vous pouvez décider d'arrêter à tout moment ou de ne pas répondre aux questions auxquelles vous ne souhaitez pas répondre. Le choix de ne pas participer à cette étude n'affectera pas votre relation avec l'USAID ou toute autre partie prenante.

Même si vous avez signé un formulaire de consentement avant que nous commencions, si vous souhaitez arrêter à tout moment, vous pouvez le faire sans conséquence.

Nous ne fournissons aucune compensation pour votre participation. Cependant, vos réponses seront très utiles pour aider l'USAID à mieux comprendre l'environnement des organisations locales au Sénégal et vos expériences avec le programme appelé GoLD.

Nous pensons que votre participation à cette étude comporte un risque minimal, mais nous souhaitons vous informer de certains que nous avons identifiés. Les risques liés à la participation incluent le fait que d'autres participants peuvent connaître vos réponses, cependant, nous demandons à tous les membres du groupe de garder confidentielles les informations partagées dans le groupe.

Nous aimerions enregistrer l'interview. Ceci afin que nous puissions compiler une transcription précise de ce que vous dites, ce qui nous aidera à analyser les données. Nous protégeons vos informations telles que votre nom et d'autres détails d'identification en ne liant jamais vos informations de participant à la transcription de ce groupe.

Veuillez contacter M. Souleymane Barry, le responsable de l'étude si vous avez des questions ou des plaintes. Nous vous laissons avec ce formulaire qui reprend ses coordonnées.

Nous voudrions maintenant vous demander à nouveau,

Acceptez-vous de participer à cette enquête et de répondre à nos questions ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Acceptez-vous que nous enregistrions l'audio de cette interview ?

- Oui
- Non (si la réponse est Non, remerciez-les pour leur temps et renvoyez-les)

Connaissance du projet GoLD, de ses interventions et types d'appui

1. Pouvez-vous nous parler des activités menées par le projet GoLD? [Amener le (s) participant (e) s à décrire les activités connues du projet]
2. De quels types d'appuis votre structure (APE, CGE, CDS, CPF...) ou ses membres ont-ils bénéficié de la part du projet GoLD ? [Relances sur les points ci-dessous]

- Ces appui ont-ils eu des effets sur la fonctionnalité de votre structure? Si oui, comment ?

- Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles permis de renforcer le dynamisme de votre APE, CDS, CPF, etc. ? Donnez des exemples illustratifs.

Appréciation des interventions de GoLD et sa contribution sur les prestations de service

3. Comment appréciez-vous les interventions du projet? Quels apports ou changements les interventions du projet ont-elles permis d'enregistrer ? [Si oui, lesquels et dans quels domaines ? Relancez sur les points ci-dessous si le répondant ne les aborde pas]

Des Notes: Peut-être il sera nécessaire de décrire les activités et de rappeler les participants.

- Amélioration de la prestation des services publics par les CT depuis l'arrivée du projet GoLD

- Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des services et produits de santé (accessibilité géographique, financière)

- Amélioration et disponibilité des services éducatifs

- Amélioration et disponibilité des services liés au Wash

Engagement et participation des communautés dans la prestation de services

4. Parmi les activités développées par GoLD, y a-t-il quelques-unes auxquelles vous avez participé ? [Si oui, lesquelles? Comment? Depuis combien de temps, activités qui ont le plus marché? Difficultés et contraintes]
5. Comment appréciez-vous votre participation aux activités et intervention du projet? [laissez les répondants donner leur appréciation sur leur niveau d'implication, comment sont-ils impliqués?] Relances sur les points ci-dessous :

- Est-ce qu'ils participent à la budgétisation participative, aux sessions des dialogues, EDIC ?

- Ont-ils participé aux activités de plaidoyer et de sensibilisation, CVA ou émissions radiophoniques?

- Ont-ils été formés en leadership local?

6. Les réalisations et résultats du projet ont-elles des chances de se maintenir après la fin de ce projet ? Si oui comment ? Si non, pourquoi ?
7. Quelles peuvent être les contributions des populations pour maintenir ces acquis et assurer la pérennité des réalisations du projet ?
8. Conseils, suggestions et recommandations pour les futurs projets dans le domaine de la gouvernance locale ?

Merci beaucoup pour votre temps, tout le monde.

ANNEXE G : TABLEAUX ET GRAPHIQUES DE DONNEES SUPPLEMENTAIRES

Figure G1 : Mentions d'outils et d'approches de GoLD

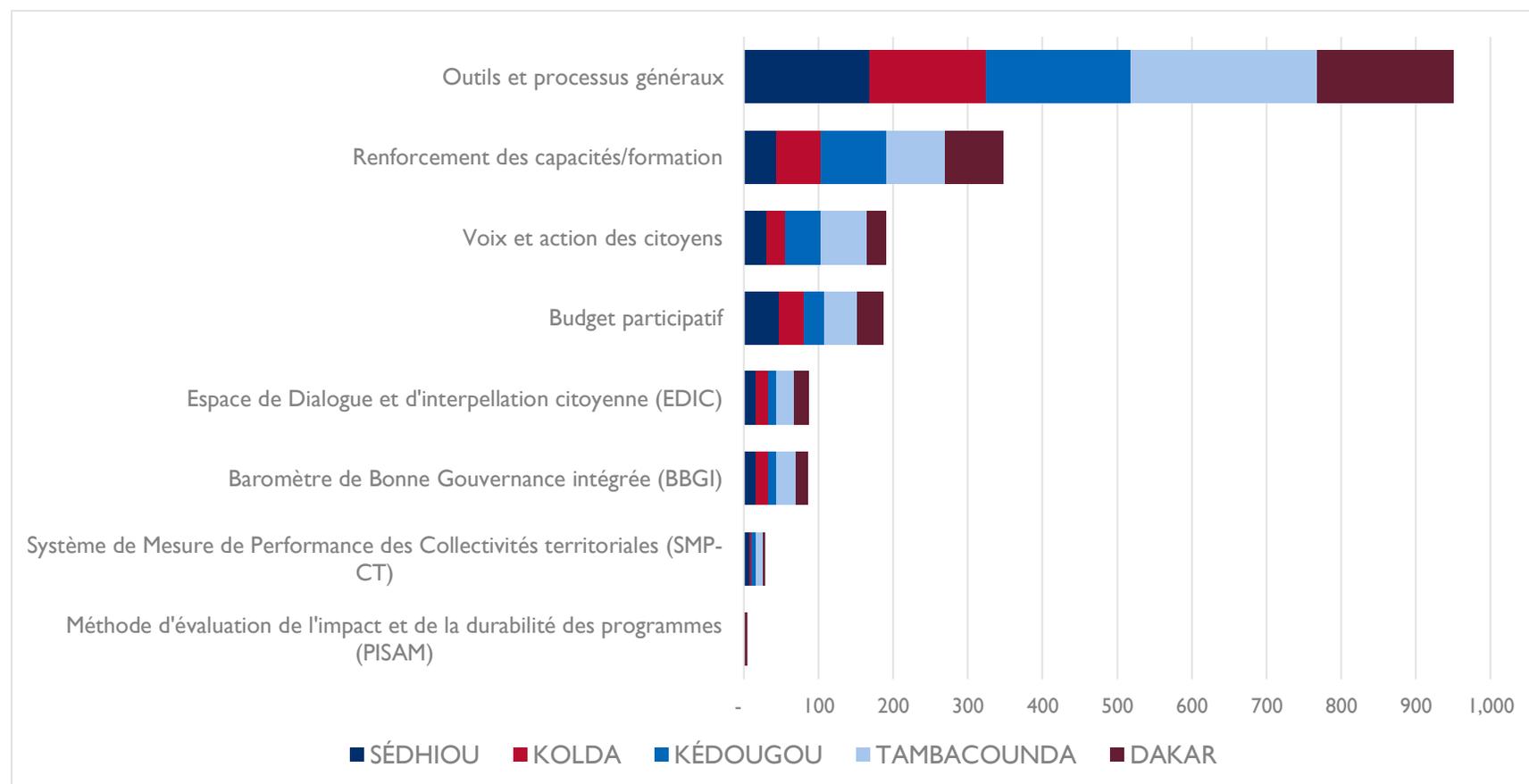


Tableau G1 : Outils et approches de GoLD par région

OUTIL OU APPROCHE	SÉDHIYOU	KOLDA	KÉDOUGOU	TAMBACOUNDA	DAKAR
Outils et processus généraux	168.12	156.15	194	249.24	182.74
Baromètre de Bonne Gouvernance intégrée (BBGI)	16.69	16.07	10	27.28	16.32
Voix et action des citoyens	29.81	25.26	47	62	26.11
Budget participatif	47.69	32.15	28	44.64	34.26
Renforcement des capacités/formation	42.92	59.7	88	79.36	78.32
Espace de Dialogue et d'interpellation citoyenne (EDIC)	15.5	17.22	11	23.56	19.58
Méthode d'évaluation de l'impact et de la durabilité des programmes (PISAM)	0	0	0	0	4.89
Système de Mesure de Performance des Collectivités territoriales (SMP-CT)	7.15	3.44	6	8.68	3.26

Figure G2 : Outils et approches du GoLD par région

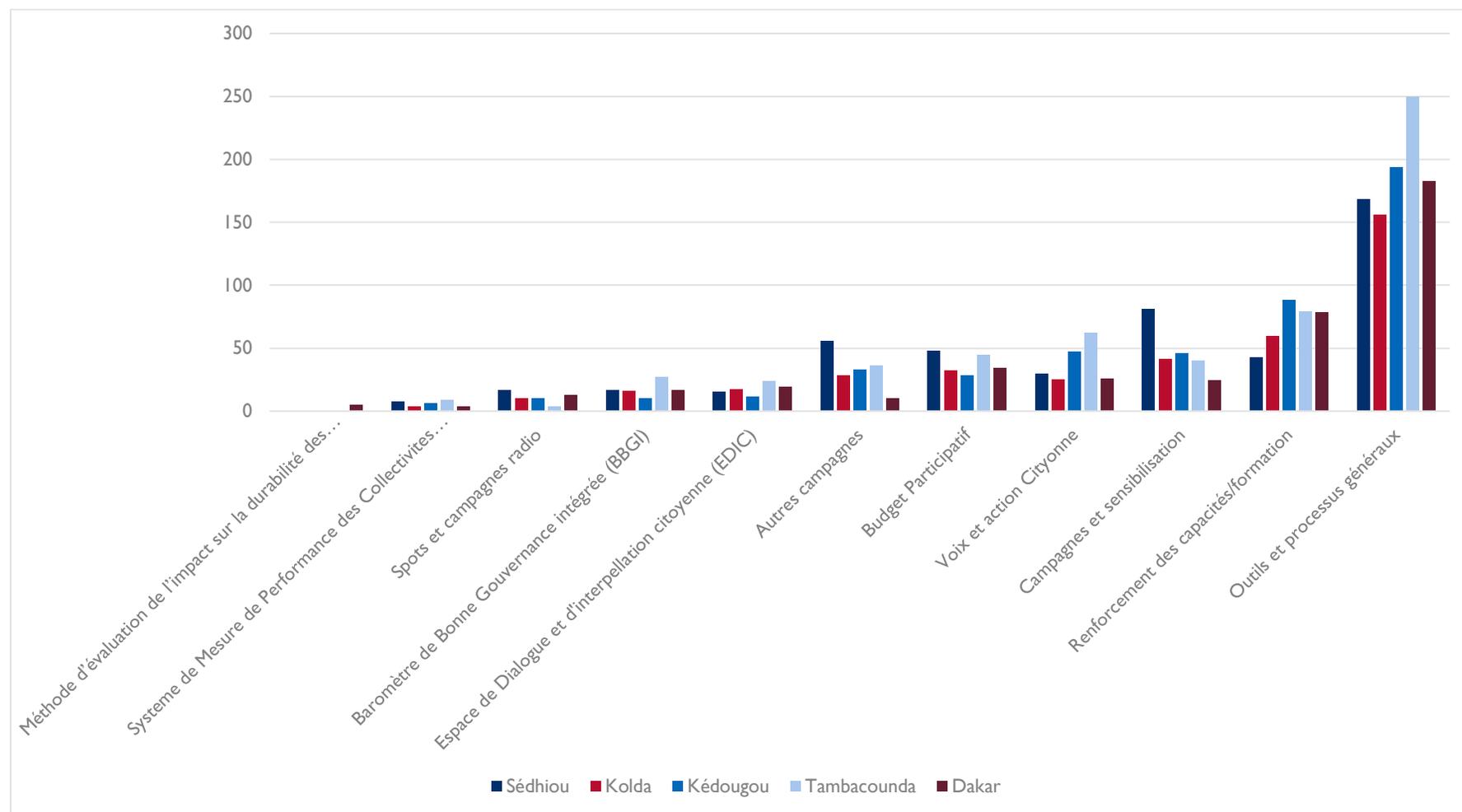
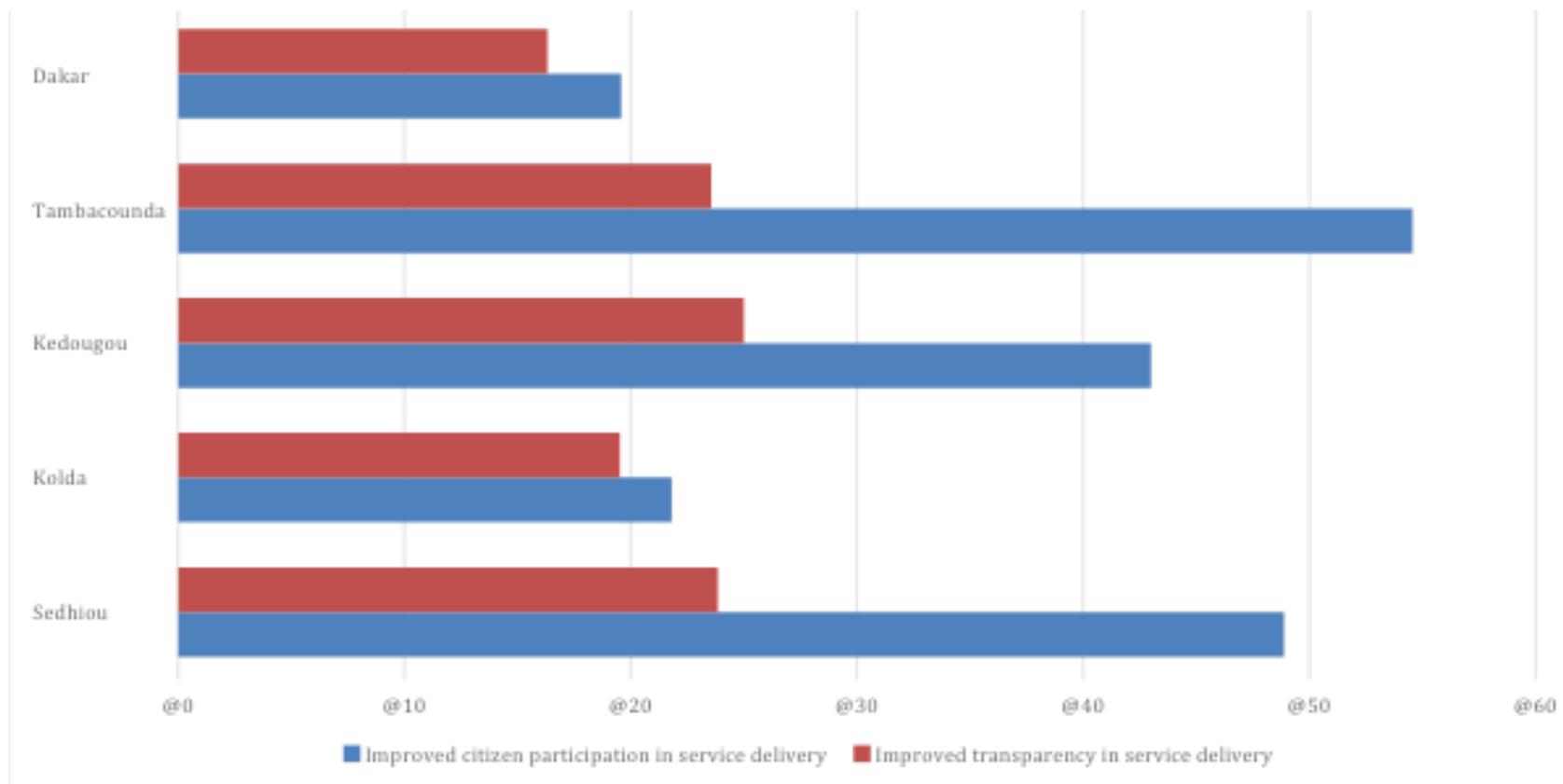


Tableau G2 : Outils et approches du GoLD par région

OUTIL OU APPROCHE	SÉDHIYOU	KOLDA	KÉDOUGOU	TAMBACOUNDA	DAKAR
Outils et processus généraux	168.12	156.15	194	249.24	182.74
Baromètre de Bonne Gouvernance intégrée (BBGI)	16.69	16.07	10	27.28	16.32
Voix et Action des citoyens	29.81	25.26	47	62	26.11
Budget participatif	47.69	32.15	28	44.64	34.26
Renforcement des capacités/formation	42.92	59.7	88	79.36	78.32
Espace de Dialogue et d'interpellation citoyenne (EDIC)	15.5	17.22	11	23.56	19.58
Méthode d'évaluation de l'impact et de la durabilité des programmes (PISAM)	0	0	0	0	4.89
Système de Mesure de Performance des Collectivités territoriales (SMP CT)	7.15	3.44	6	8.68	3.26
Campagnes de sensibilisation	81.08	41.33	46	39.68	24.47
Spots et campagnes radio	16.69	10.33	10	3.72	13.05
Autres campagnes	56.04	28.7	33	35.96	9.79

Figure G3 : Amélioration de la transparence et de la participation des citoyens à la prestation de services



*Mesurée par le nombre de mentions absolues codées à partir des données qualitatives recueillies.